

• Résumé du PCD .....	3
• Liste des abréviations .....	6
• Liste des photos .....	7
• Liste des cartes et figures .....	7
• Liste des annexes .....	7
• Liste des tableaux .....	8
<b>1. INTRODUCTION</b> .....	9
1.1. Contexte et justification .....	9
1.2. Objectifs du PCD .....	10
1.3. Structure du document .....	10
<b>2. METHODOLOGIE</b> .....	11
2.1. Mise en place du COPIL .....	11
2.2. La préparation pédagogique .....	11
2.3 Préparation administrative.....	12
2.4 Préparation au niveau des villages, DEUC et du DIC.....	12
2.5 Collecte des données du DEUC et du DIC.....	13
2.6 Données du diagnostic et cartographie .....	14
2.7 Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation ...	14
2.8 Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif .....	15
<b>3 PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE</b> .....	17
3.1. Monographie de la Commune	
3.1.1 Localisation de la commune .....	17
3.1.2 Milieu biophysique .....	18
3.1.2.1 Le climat .....	18
3.1.2.2 Les sols .....	18
3.1.2.3 Le relief .....	18
3.1.2.4 L'hydrographie .....	18
3.1.2.5 Forêt et végétation.....	18
3.2.6 Faune .....	19
3.2.7 Les aires protégées .....	19
3.2.8 Les ressources minières .....	20
3.2.8 Les ressources minières .....	20
3.2.9. Atouts/potentialités et contraintes du milieu physique.....	20
3.2 Milieu humain .....	21
3.2.1 Historique de la commune .....	21
3.2.2 La démographie .....	21
3.2.2.1 la taille et structure de la population .....	23
3.2.2.2 Les groupes ethniques et relation interethniques .....	23
3.2.2.3. Caractérisation des populations vulnérables.....	23
3.2.2.4 Cas des autochtones .....	22
3.2.2.6 Le cas des autochtones .....	22
3.2.2.7 Autres populations vulnérables.....	23
3.2.2.8 Organisation sociale .....	23
3.2.3 L'habitat .....	25
3.2.4 Zonage de l'espace communal.....	25
3.2.5 Système foncier .....	26
3.2.6 Acteurs de développement .....	26
3.3 Les activités économiques.....	27
3.3.1 L'agriculture rurale et périurbaine .....	27
3.3..2. La sylviculture .....	27
3.3..3. L'élevage .....	28
3.3.4. La chasse .....	28
3.3.5. L'exploitation forestière .....	28
3.3.6. La collecte des produits forestiers et ligneux .....	29
3.3.7. L'artisanat .....	29
3.3.12.9. Le commerce .....	29

3.3. 10 L'industrie .....	29
3.4. Les services du secteur privé .....	29
3.4.1 L'agriculture .....	29
3.4.2 L'élevage .....	30
3.4.3 L'administration territoriale, décentralisation et maintien de l'Ordre.....	30
3.4.4 L'inspection de l'éducation de base.....	30
3.4.5 La santé.....	30
3.4 Principaux Atouts/potentialités et contraintes de la Commune .....	31
<b>4 SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC .....</b>	<b>33</b>
<b>4.1. Synthèse des résultats du diagnostic .....</b>	<b>33</b>
4.1.1 Résultats du Diagnostic.....	33
4.1.2.1 Les axes de renforcement de capacités.....	34
4.1.2 Principaux problèmes et besoins identifiés par composantes.....	37
<b>4.1.2.2. Recherche de solution les arbres à objectif .....</b>	<b>43</b>
<b>5. PLANIFICATION STRATEGIQUE .....</b>	<b>67</b>
5.1. Vision et objectifs du PCD .....	67
5.2. Economie locale .....	68
5.3. Cadre logique par secteur .....	71
5.4. Coût estimatif du PCD .....	92
5.5. Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal .....	93
<b>6. PROGRAMMATION .....</b>	<b>95</b>
6.1 Mobilisation des ressources et plan de financement du CDMT et du PIA .....	96
6.1.1 Capacité de mobilisation de ressources pour les années 2011/2012/2013 .....	96
6.1.2 Utilisation des ressources pour les années 2011/2012/2013 .....	97
6.2 Programmation des actions à mener .....	98
6.2.1 Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires .....	98
6.2.2 Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT .....	101
6.2.3 Principaux impacts socio-environnementaux potentiels (principaux impacts positifs, impacts négatifs) .....	101
6.2.4 Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables .....	102
6.2.5 Plan sommaire de gestion de l'environnement .....	103
6.2.6 Tableau des projets prioritaires .....	104
6.3 Plan d'investissement annuel (PIA) .....	105
6.4 Plan de Passation des marchés .....	108
<b>7 MECANISME DE SUIVI-EVALUATION .....</b>	<b>110</b>
7.1.1 Comité de concertation au niveau village et comité de suivi du PC.....	111
7.1.2 Critères de sélection pour être membre du comité de suivi .....	111
7.1.3 Les membres du comité de suivi .....	111
7.1.4 Le conseil municipal .....	112
7.2 Etape de mise en œuvre du PCD .....	112
7.2.1 La diffusion du plan .....	112
7.2.2 L'élaboration des programmes annuels du PIA .....	112
7.2.3 Le montage des requêtes .....	112
7.3 Le Suivi évaluation du plan .....	112
7.3.1 Le suivi .....	113
7.4 Le suivi évaluation du CDMT et du PIA .....	113
7.4.1 Le Plan de travail du Comité de suivi- évaluation.....	113
7.4.2 Support évaluation du suivi du CDMT et du PIA .....	118
7.4.3 Mécanisme de préparation et de révision .....	120
7.5 Plan de communication .....	121
Conclusion .....	126
<b>ANNEXES .....</b>	<b>127</b>
Fiches de projets du PIA .....	128
Arrêtés de création des comités de pilotage et du comité de suivi .....	140
Bibliographie .....	143

## RESUME

Le PCD (Plan de Communal de Développement) est un document stratégique. Il représente l'orientation stratégique du développement des collectivités territoriales décentralisées. Il est conçu afin de faciliter la mise en œuvre des actions qui reflètent la vision collective. De ce fait, il prend en compte les points de vue des différents acteurs de l'espace communal.

La méthodologie d'élaboration du PCD de Mindif a considéré en priorité la réalisation du diagnostic au niveau des villages. Cette étude a concerné vingt villages. Des outils de planification participatifs ont été déroulés, à savoir : l'interview semi-structuré, la carte participative, le transect, l'identification et la formulation des problèmes, l'analyse des problèmes (arbres à problèmes, arbres à objectifs), le tableau de solutions endogènes... Les membres des communautés villageois à savoir, les jeunes, les femmes et les adultes ont contribué à déceler les contraintes qu'ils vivent au quotidien. Celles-ci ont été analysées grâce aux outils spécifiques afin d'en ressortir leurs causes les plus pertinentes. Par la suite, des solutions ont été identifiées.

Ce diagnostic s'est poursuivi au niveau de l'espace urbain. Dans ce cas particulièrement, la démarche utilisée est la même que celle précédemment décrite. La seule différence est que dans ce derniers cas, elle tient compte de la complexité du centre urbain. Une enquête complémentaire a été conduite auprès des corps de métier afin de ressortir leurs forces, leurs faiblesses et les axes d'intervention les concernant. Les acteurs du secteur informel se retrouvent dans ce processus. Ils ont été invités à exprimer les contraintes qu'ils rencontrent dans l'accomplissement de leur métier.

Un Diagnostic de l'institution communale a également été conduit. Dans cet aspect, quatre thèmes ont été étudiés. Il s'agit des ressources humaines, des ressources financières, du patrimoine de la commune et de la gestion des relations. Ce diagnostic a impliqué l'ensemble des agents communaux, des différents cadres de la commune (SG, RM) et les élus. Dans chaque cas, les forces et les faiblesses ont été identifiées. C'est ce qui a permis de conduire une analyse des faiblesses afin d'en ressortir des axes de renforcement de capacités. La somme de ces diagnostics a contribué à ressortir une matrice des problèmes avec leurs causes, leurs effets, et les solutions à entreprendre.

Suite à ce diagnostic, une analyse des contraintes a suivi. C'est ce qui a permis de mettre à profit des outils spécifiques. En effet, ce travail s'est conformé à la méthodologie de l'élaboration du PCD adopté par le MINEPAT dont les outils les plus importants demeurent : **la carte participative, le transect, la matrice des paysages, le diagramme de Venn, l'arbre à problème, le tableau de solutions endogènes...**

Suite à l'analyse des contraintes, des solutions ont été identifiées dont les principales sont : la réalisation des infrastructures (éducatives, sanitaires, hydrauliques, marchandes, routières, environnementales, administratives), l'appui aux groupes vulnérables, aux activités économiques et aux renforcements des capacités des agents communaux et autres acteurs. Ces solutions ont été regroupées dans des cadres logiques sectoriels à partir desquelles un cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) et un plan d'investissement annuel (PIA) ont été tirés.

Les actions qui devront être conduites en première année, ou qui auront à démarrer dès la première année ont été inscrites dans un plan opérationnel. Cette planification comporte des tâches spécifiques qui faciliteront la manipulation de ce document. En effet chaque action comporte des tâches détaillées.

Il a été élaboré une liste de microprojets prioritaires qui devront impérativement être mis en œuvre par les acteurs concernés. Ceux-ci comportent des coûts à titre indicatif qu'il mérite de réviser de manière réelle lors de la réalisation des projets. Cependant il permet approximativement de faire des rapprochements pouvant fixer les décideurs.

Par ailleurs, les informations importantes relatives à chaque secteur, par rapport aux contraintes qui ont été identifiées, aux solutions et aux actions à mettre en œuvre font partir de son contenu.

Au terme de la planification des actions prioritaires retenues, et pour une observation optimale de la mise en œuvre du plan, un comité de suivi a été mis sur pied. Son rôle consiste à suivre et à évaluer le niveau d'exécution du plan.

Outre les acteurs locaux des partenaires notamment le PNDP, dans son rôle qui consiste à apporter un appui aux collectivités territoriales décentralisées a financé l'accompagnement de cette institution dans l'élaboration de ce document. En plus il a apporté un appui technique à l'OAL d'accompagnement afin de veiller à l'application effective de la démarche méthodologique. Afin d'aider la Commune de Mindif à élaborer son PCD, l'OAL (INSTRAD) a été retenu par appel d'offre. L'objectif de sa mission a consisté à aider les différentes communautés et l'institution communale à exprimer leurs contraintes, de ressortir leurs forces et leurs faiblesses pour enfin mieux les analyser et d'en formuler à termes, des actions qui conduiront à les résoudre. Il s'est également chargé de capitaliser les données de terrain et de rédiger les différents rapports.

La Commune de Mindif se situe dans la Région de l'Extrême-Nord, Département du Mayo-Kani, Arrondissement de Mindif. Elle couvre une superficie de 2450 km<sup>2</sup>. Elle compte une population de 67 426 habitants. L'étendue de cette commune est favorable au développement des activités agricoles et pastorales. Elle dispose d'une réserve foncière importante pouvant supporter une croissance démographique d'ici les prochaines décennies. Elle a entrepris d'élaborer son PCD afin de mieux piloter et suivre son développement. Elle regorge des carrières rendant disponibles des matériaux de construction. Cependant des contraintes existent notamment celles liées aux infrastructures sociales. Les Centres de santé sont vétustes et leur capacité reste très inférieure à la taille de la population qui a accru ces dernières années. Les établissements scolaires (**de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire**) subissent une carence en enseignants, en salles de classes et en tables bancs. Leur nombre demeure bas par rapport à une population scolaire en nette croissance. **Les pistes** rurales qui relient les villages et les différents centres urbains proches sont dégradées. L'accès à **l'eau potable** est une contrainte majeure qui freine le développement de certaines formations sociales. Le réseau **électrique** ne couvre pas tous les villages. Le **développement agricole** se heurte à un appauvrissement du sol consécutif à une pratique archaïque des systèmes agraires. **L'activité pastorale** subit un frein dû à une insuffisance de suivi vétérinaire d'une part et d'une contrainte conjoncturelle relative à l'assèchement des points d'eau d'autre part. Sur le plan social, la pauvreté conduit à une insuffisance de prise en charge des **personnes vulnérables**.

La mise en œuvre de ce PCD prendra effectivement compte de ces préoccupations et contraintes. C'est ce qui a conduit à identifier des actions notamment dans le PIA et le CDMT à savoir: La construction des salles de classes, la proposition d'affectation des enseignants et la fourniture de tables-bancs s'agissant du secteur éducatif. Ces actions prévoient également la réalisation des infrastructures sociales à savoir les centres de santé et l'amélioration de leurs services, la réalisation des points d'eau et l'aménagement des pistes. Certaines sont orientées vers l'appui aux activités productives à savoir l'agriculture,

l'élevage, le commerce et l'appui aux métiers. Les aspects sociaux sont aussi retenus à savoir la prise en charge des personnes vulnérables.

Au terme de ces interventions, un cadre logique qui compile toutes les actions identifiées sur le terrain a été élaboré. Le budget du cadre logique se chiffre à **5 662 900 000 F CFA**. Un CDMT (Cadre de Dépenses à Moyens Termes et un Plan d'Investissement Annuel (PIA) dont les coûts respectifs demeurent à **323 000 000 F CFA** et **195 000 000 F CFA** ont également été élaborés. Par ailleurs il peut y être inclus, le Plan d'Utilisation et de Gestion de Terres (PUGT). Des outils de suivi et de communication ont été conçus afin de faciliter le pilotage et la mise en œuvre du document. Un organe à savoir le Comité de suivi a été mis sur pied afin de faciliter le pilotage du processus.

## Liste des abréviations

**A1** : Premier Adjoint au Maire  
**A2** : Deuxième Adjoint au Maire  
**AES SONEL** : American Energy Society - Société Nationale d'Electricité du Cameroun  
**CA** : Compte Administratif  
**CAC** : Centimes Additionnels Communaux **CC** : Comité de Concertation  
**CDI** : Centre Divisionnaire des Impôts  
**CDV** : Comité de Développement Villageois  
**CEFAM** : Centre de Formation de l'Administration Municipale  
**CLC** : Comité Local de Concertation  
**CLLS** : Comité Local de Lutte Contre le VIH/SIDA  
**CM** : Comptabilité Matière / Conseil Municipal  
**CNPS** : Caisse Nationale de Prévoyance Sociale  
**CRTV** : Cameroon Radio and Television  
**CSI** : Centre de Santé Intégré  
**CVUC** : Communes et Villes Unies du Cameroun  
**DEL** : Développement Economique Local  
**DIC** : Diagnostic de l'Institution Communale  
**DO** : Diagnostic Organisationnel  
**DSRP** : Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté  
**DSCE** : Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi  
**ESA** : Projet Eau, Sol, Arbre  
**FEICOM** : Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale  
**FFOM** : Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces  
**FMO** : Forces de Maintien de l'Ordre  
**FNE** : Fonds National de l'Emploi  
**GIC** : Groupe d'Initiative Commune  
**GTP/SIDA** : Groupe Technique Provincial/SIDA  
**ISS** : Interview Semi- Structuré  
**MARPP** : Méthode Accélérée de Recherche et de Planification Participative  
**MINADER** : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural  
**MINATD** : Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation  
**MINCULTURE** : Ministère de la Culture  
**MINEDUB** : Ministère de l'Education de Base  
**MINEE** : Ministère de l'Eau et de l'Energie  
**MINEP** : Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature  
**MINEPIA** : Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales  
**MINESEC** : Ministère des Enseignements Secondaires  
**MINESUP** : Ministère de l'Enseignement Supérieur  
**MINFOF** : Ministère des Forêts et de la Faune  
**MINJESS** : Ministère de la Jeunesse et des Sports  
**MINSANTE** : Ministère de la Santé Publique  
**MINTP** : Ministère des Travaux Publics  
**MINEP** : Ministère de l'environnement et de la Protection de la Nature  
**OAL** : Organisme d'Appui Local  
**ONG** : Organisation Non Gouvernementale  
**OTVP** : Occupation Temporaire de la Voie Publique  
**PDC** : Plan de Développement Communal  
**PDL** : Plan de Développement Local  
**PME/PMI** : Petite et Moyenne Entreprise / Petite et Moyenne Industrie  
**PNDP** : Programme National de Développement Participatif  
**Ppte** : Pays Pauvre Très Endetté  
**PS** : Prestataire de Service  
**RAS** : Rien A Signaler  
**RDPC** : Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais  
**RM** : Recette Municipale

**SDE** : Services Déconcentrés de l'Etat  
**SEPO** : Succès, Echec, Potentialités, Obstacles  
**SG** : Secrétaire Général  
**SIDA** : Syndrome d'Immuno Déficience Acquise  
**SNEC** Société Nationale des Eaux du Cameroun  
**SODECOTON** : Société de Développement du Coton du Cameroun  
**SP** : Secrétaire Particulier  
**TdR** : Termes de Références  
**UNESCO** : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture  
**USLC** : Union des Syndicats Libres du Cameroun  
**VIH** : Virus d'Immuno Déficience Humaine  
**ZIC** : Zone d'Intérêt Cynégétique

### Liste des photos

Photo 1 : La coupe de bois à Mindif .....	19
Photo 3 : Abreuvoir traditionnel .....	27
Photo 4: les centres de santé Intégré de Mindif et de Mogom .....	30
Photo 5 : Centres de santé intégrés de Djappaï et de Yakang .....	30

### Liste des cartes et figures

Carte de la commune de Mindif .....	17
Figure 2 Le Pyramide des âges .....	23
Figure 1 : Organisation Sociale à Mindif .....	24

### Annexes

Fiche du projet 1 : construction de deux salles de classes a Bobora .....	129
Fiche du projet 2 : construction de deux salles de classes a Yakang .....	130
Fiche du projet 3 : réalisation d'un forage a Dir .....	131
Fiche du projet 4 : réalisation d'un forage a Hoppo .....	132
Fiche du projet 5 : projet de réalisation d'un forage a Mogom .....	133
Fiche du projet 6 : réalisation d'un forage a Yakang .....	134
Fiche de projet 7 : réalisation de deux forages équipés d'une pompe a motricité humaine (PMH) à Mindif .....	135
Fiche du projet 8 : construction de deux salles de classes au lycée de Mindif .....	136
Fiche du projet 9 : construction de deux salles de classes au ces de Modjombodi .....	137
Fiche du projet 10 : construction du centre de sante de Hardeo Gadge .....	138
Fiche du projet 11 : construction de l'abattoir moderne à Mindif .....	139
Fiche du projet 12 : construction de trois hangars au marché de Mindif .....	140

## Liste des tableaux

Tableau 1 : liste des animateurs .....	11
Tableau 2 : Principales potentialités et ressources de la Commune liées au milieu physique .....	20
Tableau 3 Evénement historique .....	21
Tableau 4 Evolution démographique du milieu urbain.....	21
Tableau 5 Evolution démographique du milieu rural	22
Tableau 6 : Zonage de l'espace communal .....	30
Tableau 7 : Les acteurs de développement	
Tableau 8 Principaux Atouts/potentialités et contraintes de la Commune liées au milieu socioéconomique	30
Tableau 9 : Forces et faiblesses des ressources humaines .....	33
Tableau 10: Forces et faiblesses des ressources financières.....	33
Tableau 11 : Forces et faiblesses dans la gestion de relation .....	33
Tableau 12 : Forces et faiblesses en patrimoine communal .....	33
Tableau 13 Axes de renforcement des capacités des ressources humaines	34
Tableau 14 axes de renforcement des capacités des ressources financières	35
Tableau 15 axes de renforcement des capacités du patrimoine communal	36
Tableau 16 axes de renforcement de capacité en gestion de relation	36
Tableau 17 : Matrice d'analyse de l'institution communale.....	37
Tableau 18 : Problèmes causes et effets .....	38
Tableau 19 recherche de solutions au niveau Communal	43
Tableau 20 : Recherche de solutions.....	44
Tableau 21 : Besoins consolidés des corps de métiers .....	50
Tableau 22 : Besoins consolidés des couches vulnérables .....	52
Tableau 23: Besoins en points d'eau.....	53
Tableau 24 : Besoins en santé.....	57
Tableau 25 : Besoins en infrastructures sociales .....	59
Tableau 26 : Besoins en infrastructures marchandes .....	61
Tableau 27 : Besoins en électricité .....	62
Tableau 28 : Besoins routiers .....	63
Tableau 29 : Besoins en infrastructures éducatives .....	64
Tableau 30 Possibilité de création de richesse	69
Tableau 31 cadre logique	71
Tableau 32 : Coût estimatif du PCD .....	92
Tableau33 : Plan de Gestion de Terre .....	93
Tableau 34 : Ressources de financement du CDMT et du PIA .....	96
Tableau 35 : Utilisation des ressources	97
Tableau 36 : Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) .....	98
Tableau 37 : Principaux impacts sociaux environnementaux potentiels .....	101
Tableau 38 : Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables .....	102
Tableau 39 : Plan sommaire de gestion de l'environnement .....	103
Tableau 40 : Tableau des projets prioritaires	104
Tableau 41 Plan d'investissement annuel	105
Tableau 42 : Plan de passation de marchés	108
Tableau 43 : Répartition des tâches des membres du comité de suivi	113
Tableau 44 : Indicateur de suivi évaluation du CDMT	114
Tableau 45 : Support de suivi évaluation du PIA	118
Tableau 46 : Communication interne au sein de la commune .....	123
Tableau 47 : Communication institutionnelle avec les autorités et les sectoriels .....	121
Tableau 48 : Communication institutionnelle entre la commune et les populations bénéficiaires .....	122
Tableau 49 : Communication institutionnelle avec la société civile et le secteur privé .....	123
Tableau 50 : Communication institutionnelle avec la société civile et le secteur privé .....	123
Tableau 51 : Communication institutionnelle avec les élites extérieures et la diaspora .....	124
Tableau 52 : La communication de masse .....	124
Tableau53 : Actions de plaidoyer .....	125

# 1. INTRODUCTION

## 1.1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Président de la République du Cameroun a promulgué, le 18 janvier 1996, la loi portant révision de la constitution du 02 juin 1972, laquelle, consacre un titre entier aux collectivités territoriales de la République et fixe, de ce fait, le cadre autour duquel s'articulent les lois décentralisatrices du 22 juillet 2004. La promotion de la démocratie locale, l'avènement d'une administration locale performante, le renforcement de l'autonomie communale et la garantie de la pleine participation des citoyens à la gestion des communes, figurent parmi les priorités affirmées par le Chef de l'Etat.

L'appui aux Collectivités Territoriales Décentralisées, s'inscrit dans la volonté de l'Etat Camerounais, de promouvoir la réforme sur la décentralisation. Il s'agit de, doter les collectivités locales, d'un pouvoir de décision et de procéder progressivement à leur accès à une autonomie, sur le plan financier. Pour ce faire, l'Etat devra au préalable, apporter aux communes et aux communautés, de l'appui en termes de renforcement de capacité et de moyens, nécessaires à la réalisation des projets locaux. C'est ce qui les prépare à, relayer l'Etat dans certains domaines. Le PNDP, demeure un programme, conçu pour renforcer cette réforme. Sa méthodologie d'intervention, vise à doter les bénéficiaires d'une vision collective de développement, pouvant les permettre d'élaborer des plans de développement pertinents reflétant toutes les aspirations sociales.

L'Etat camerounais a mis un accent particulier dans la promotion de la décentralisation et l'a inscrite dans ses objectifs premiers. Ce processus reprenait en compte les objectifs de la DSRP et visaient l'atteinte des OMD dans un horizon de 2015. Cependant, ce document a été révisé à partir de 2008. Un autre à savoir, le DSCE a vu le jour et a été conçu dans un contexte de renchérissement du coût du niveau de vie. Il se présente comme un cadre intégré du développement. Ce document, dans ses textes d'application, vise la mise sur pied d'un cadre incitatif de création d'emploi et de richesses et s'inscrit dans une perspective du long terme. Une aspiration nationale à l'insertion au cercle restreint des pays émergents s'y trouve exprimée.

Le modèle de développement approuvé par le processus de planification demeure celui qui engage les communes à axer leurs ressources vers des besoins exprimés à partir des couches sociales à la base. C'est ce qui demande à observer une démarche pour le moins démocratique c'est-à-dire, relevant d'un consensus d'ensemble. Celui de la planification promu par le PNDP est mis en œuvre dans le respect de l'itinéraire participatif et répond à tout point de vue à cette préoccupation. Cette méthode permet de canaliser les ressources collectées au niveau local pour des investissements locaux.

L'aboutissement de cette réforme nécessite, la détermination d'une vision collective de développement. C'est dans cette optique que des diagnostics à l'échelle villageois ont été menés afin de recueillir les contraintes, d'identifier les potentialités et de formuler une perspective de développement d'ensemble. Ainsi, cette étude se trouve revêtue d'une certaine légitimité aussi bien au niveau de la base qu'au sein des hautes institutions de l'Etat.

Face à une insuffisance des ressources et aux besoins sans cesse croissants, la Commune de Mindif a sollicité élaborer son PCD afin de cibler des actions prioritaires, pouvant apporter des solutions efficaces aux contraintes les plus frappantes. Par ailleurs, elle souhaite également impliquer la population locale dans la gestion des ressources communales. De ce

fait les acteurs locaux identifient par eux-mêmes les contraintes qu'ils vivent au quotidien, les analysent et trouvent des solutions les plus pertinentes.

## **1.2. OBJECTIFS DU PCD**

L'objectif d'une telle approche consiste à valoriser la notion participative afin de permettre aux acteurs des différents groupes socioprofessionnels d'identifier leurs acquis, d'inventorier leurs faiblesses afin de concilier leurs points de vue pour une formulation de programmes d'actions à inscrire sur un plan de développement étendu sur un horizon de trois années.

## **1.3 Structure du document**

Le Document se structure autour de la présentation des résultats du diagnostic (Monographie de la Commune, la synthèse du DIC), de l'analyse des contraintes (au niveau village, du centre urbain et de l'institution communale), de la planification (cadre logique, PIA, CDMT) des outils de suivi (Plan de passation du marché, suivi de la mise en œuvre du PCD) et des fiches de projets.

## 2. Méthodologie

Un guide d'élaboration du Plan Communal de Développement a été conçu afin de faciliter la mise en œuvre de ce processus aux différents acteurs de développement. Dans le cadre de la réalisation du DIC de Mindif, c'est Le guide méthodologique proposée par le PNDP qui a été exploité. Elle s'articule autour plusieurs étapes :

### 2.1 Mise en place du COPIL

Une séance de travail a eu lieu avec les responsables de la Commune autour du 05/01/2011 afin de mettre sur pied un organe de suivi des activités. En effet, les responsables devraient provenir des volontaires issus de l'espace communal. Des critères de choix de membres de ce comité avaient été remis à l'exécutif municipal. C'est ce qui lui a permis d'identifier les responsables suivant :

- Une Présidente : MADAME HAOUA AMADOU
- Un secrétaire : Mr HAMADJAM MOUSA
- Membres
- Sœur FRANCISCA
- Mr ISSEINI OUMAR
- Mr HAMADOU WAZIRI
- Mr MAHAMAT ABANI
- Dr NYORE

### 2.2 La préparation pédagogique

Après la formation de Yagoua, une équipe d'animateur a été retenue pour mettre en pratique les acquis de cette formation. Il s'agit de :

N°	NOM ET PRENOM	COMPETENCE	POSTE
1	ABDOURAHMANE NASSOUROU	ORGANISATION DES PROFESSIONNELS AGROCOLES	SUPERVISEUR
2	GODJE WADJONRE	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE	ANIMATEUR
3	ABDOUL KARIM BEN IDRIS	LINGUISTIQUE	ANIMATEUR
4	ABDOULAYE WANDAI	TECHNICIEN D'AGRICULTURE	ANIMATEUR
5	DAHIROU	SOCIOLOGIE	ANIMATEUR
6	<b>TODOU RUBEN</b>	INGENIEUR AGRONOME	ANIMATEUR
7	MARGUERITE	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE	ANIMATRICE
8	<b>DELPHINE</b>	AGENT TECHNIQUE D'AGRICULTURE	ANIMATRICE
9	DJOUMANDA MADELAINE	SOCIOLOGIE -GENRE	ANIMATRICE
10	DIDJA	ZOOTECHE	ANIMATRICE
11	SERVIVE NBENOIT	CARTOGRAPHIE	CHARGEE DU POINTAGE GPS

Tableau 1 : liste des animateurs

La outils reçus à la formation sont :

- **La carte consensuelle** qui représente l'étalement spatiale du village, les limites avec les villages riverains, les différentes infrastructures existantes (point d'eau, CSI, écoles, pistes, marché) et la disposition de l'habitat. Cette carte permet également de lire l'extension dans l'espace des ressources naturelles du village.
- **Le transect** qui reste un procédé de diagnostic qui s'appui sur l'observation. En faisant un lien avec la carte élaborée par les participants, Il revient à tracer des axes de parcourt. Le transect complète le diagnostic et permet de tirer quelques renseignements relatifs aux activités productives. C'est une observation linéaire qui permet aux acteurs de ressortir des contraintes subsidiaires.

- **La matrice des paysages** permet de quantifier les potentialités et les contraintes relatives à différentes unités de paysages.
- **Diagrammes de venn** reste un outil qui permet de répertorier les différents intervenants au sein de cette UPP.
- **L'Arbre à problème** est un outil d'analyse des contraintes qui permet d'identifier leurs causes et forcément leurs effets. Il permet de ressortir les causes pertinentes à l'endroit desquelles des actions peuvent être conduites et surtout avoir un impact certain.
- **L'arbre à objectifs** permet d'obtenir des objectifs à atteindre à partir des problèmes identifiés. leurs causes et leur effet permet d'identifier les résultats à atteindre et les différents indicateurs
- **Tableau de solutions endogènes** qui permet de recueillir les actions pour lesquelles les solutions locales peuvent être trouvées.
- **Le cadre logique**, qui demeure un outil qui permet de fixer des objectifs globaux et spécifiques, des résultats et des activités à mettre en œuvre
- **La matrice de planification** précise le délai d'exécution d'une action
- **Le plan de gestion** et d'utilisation de terre : conduit à considérer des aspects liés aux sols et préconise des actions fines à mettre en œuvre

Une restitution interne a eu lieu autour du mois de Décembre. Il s'agissait de deux équipes mixtes et pluridisciplinaires de cinq animateurs. Lors de la prise de contact un besoin en quatre facilitateurs endogènes a été posé. Ayant décliné leur profil, la deuxième adjointe au Maire a permis de les contractualiser. Les facilitateurs endogènes ont intégré l'équipe le 13 janvier. Ils ont reçu une formation de trois jours sur leur rôle. Ces acteurs devraient être chargés d'introduire les animateurs au sein des villages, de faciliter la compréhension du processus par les acteurs locaux. Ainsi la contenu de leur formation était axés sur les différents outils et leur utilisation. Il s'agissait surtout de la carte du village, du transect, du profil historique, des arbres à problèmes, des arbres à objectifs et du tableau de solution endogènes. Leur formation a été complétée sur le terrain.

### **2.3 La Préparation administrative**

Le 15/01/2011, l'OAL a pris rendez-vous avec la Commune pour débattre sur le contenu des activités du diagnostic. Une rencontre à eu lieu avec l'exécutif et les agents communaux afin de présenter l'équipe des animateurs. Un rendez-vous a été pris pour le jour suivant afin d'informer d'autres autorités notamment le Sous-Préfet, le Lamido et les Djaoros du démarrage du processus de planification. L'OAL a présenté l'approche d'intervention. Des questions de précisions et de clarifications ont été posées. L'OAL a apporté toutes les explications nécessaires. Ensuite, la liste des villages et le découpage qui ont été proposés par la Commune ont été présentés à cette assemblée. Elle a été contestée dans un premier temps par la chefferie. Un débat a suivi et un consensus a été atteint. Ces autorités ont donné quitus à l'OAL pour le démarrage des activités.

### **2.4 Préparation au niveau des villages, du DEUC et du DIC**

#### **a) Préparation à l'élaboration du diagnostic des villages**

Le 17 janvier 2011, les animateurs s'étaient mis en deux équipes respectant une certaine pluridisciplinarité. Chaque groupe se composait de cinq animateurs aidés de deux facilitateurs endogènes. Un chronogramme d'activité a été élaboré afin de permettre au comité de pilotage de suivre leurs activités. Avant chaque descente dans les villages, la communauté était informée à l'avance afin de permettre à la grande majorité de prendre part à ces assises. La séance d'information concernait particulièrement le chef de village et ses notables. Une petite explication de la méthodologie du travail est donnée. Cette occasion permettait aux membres de l'équipe de présenter leurs conditions de travail. A la descente, les animateurs avaient pris la peine d'élaborer un programme de travail, incluant la

succession des étapes et des outils nécessaires à utiliser dans chaque cas. Ce programme s'étalait sur cinq jours.

### **b) La préparation au niveau du DEUC**

Cette activité s'est déroulée autour du 04 mars 2011. La préparation au niveau de l'espace urbain communal demeure la même que celle au niveau village avec pour seules particularités, la prise en compte des corps de métiers qui interviennent dans le processus, et du diagnostic des spécificités propres aux formations urbaines. Dans la phase introductive, une correspondance a été adressée aux corps de métier avant la date de tenue de l'atelier. Les animateurs avaient d'avance préparé les fiches d'entretiens avec ces derniers.

### **c) Préparation du DIC**

Un rendez-vous avait été pris avec la Commune le 08/04/2011. Lors de ce premier entretien, une explication claire avait été faite aux responsables de la Commune notamment le Maire, le SG et le RM. Il leur avait été demandé de préparer les documents relatifs aux ressources humaines, aux ressources financières, à la gestion de relation et au patrimoine. L'OAL leur a présenté la méthodologie de travail, et les différentes obligations de chaque partie prenante. Les différents outils contenus dans la méthodologie d'élaboration du DIC avaient été remis à ces acteurs pour exploitation. Différentes fiches avaient été préparées par les animateurs afin de conduire cet atelier dans les normes du guide méthodologique d'élaboration du DIC. La salle de délibération de la Commune avait été appêtée afin d'abriter cette assise.

## **2.5 Collecte de données lors du diagnostic des villages, du DEUC et du DIC**

### **a) Collecte des données au niveau du diagnostic des villages**

Lors d'une descente dans un village, la première des choses avait consisté à regrouper les acteurs locaux en groupe socioprofessionnel. Pendant qu'un animateur était en train de réaliser une interview semi-structurée (Réalisation du **profil historique**) auprès d'un vieux, les autres accompagnaient les différents groupes sur l'élaboration de la **carte du village (carte partie participative)**. Au terme de ce travail un groupe d'acteurs était désigné pour sortir la carte consensuelle. Un groupe d'acteurs composés de jeunes, d'adultes réalisaient le **transect** selon des axes identifiés sur la carte. Un autre membre de l'équipe recueillait les **données de base** sur des fiches de collecte de données spécifiques. Les villageois aidés des animateurs remplissaient la matrice de **caractérisation des ressources**. Une assemblée était tenue la journée suivante. Lors de cette assise, les villageois posaient les problèmes qu'ils rencontraient au quotidien. **Une liste de problèmes** a été dressée, puis les animateurs les ont classés par secteur. Ces problèmes étaient reformulés en problèmes centraux. Ces problèmes étaient analysés à l'aide **d'arbres à problèmes et d'arbre à objectifs**. Un **tableau de solution** leur a permis d'identifier des solutions endogènes et exogènes. Les actions à mettre en œuvre localement étaient planifiées. C'est ce qui a permis d'utiliser **la matrice de planification**. Un **comité de concertation** a été mis sur pied afin de suivre ces actions à mettre en œuvre au sein du village.

### **b) Collecte de données au niveau de l'espace urbain communal**

La méthodologie utilisée dans le cadre du diagnostic de l'Espace Urbain Communal est la même que celle utilisée pour étudier les villages avec quelques différences près. Le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal a concerné les corps de métiers et les couches vulnérables. Une trame d'enquête a été déroulée à l'endroit de ces derniers dans le sens de déterminer les actions à entreprendre, Une **fiche d'entretien** a été utilisée pour étudier leurs forces, leurs faiblesses, les actions à mettre en œuvre pour renforcer leurs capacités.

### c) Collecte de données auprès de l'institution communale (DIC)

Le 07 avril, l'exécutif communal, les cadres communaux et les agents ont été invités à prendre part au diagnostic de l'Institution Communale. Une équipe de quatre animateurs était descendue sur le terrain afin de réaliser ce diagnostic. Quatre thèmes en rapport avec la méthodologie ont été étudiés :

- **Les ressources humaines** : Pour réaliser une étude pertinente qui cadrerait avec la réalité de cette institution, le personnel communal a été invité à s'exprimer. C'était leur rôle de fournir des informations sur leurs conditions de travail, leur traitement. Cette étude a permis de ressortir leurs forces, leurs faiblesses, et de formuler des besoins en terme de renforcement de capacité.
- **Les ressources financières** : Une analyse de la capacité communale à collecter les ressources locales a été menée. A cet effet, les responsables financiers de la commune ont mis à la disposition des animateurs les budgets comptes administratifs des trois dernières années. Au terme de cette analyse, les échanges avec les responsables financiers, ont éclairé les zones d'ombre (Les anomalies au niveau de certaines informations). Dans ce cas également des points forts, des points faibles ont été identifiés et des axes de renforcement de capacités ont été définis.
- **Le patrimoine communal** : Un inventaire des biens communaux a été réalisé. Le mode de gestion des biens a été étudié et cela a permis de ressortir leurs limites. C'est ce qui a permis de ressortir les outils de suivi, de ressortir leurs limites.
- **La gestion de relation** : Les types de relations que la Commune entretient avec ses partenaires ont été étudiés. La notion sur la recherche de partenariat a été également observée. Il s'agissait de se rendre compte de la technique développée par la Commune afin de nouer des partenariats avec d'autres acteurs.

### 2.6 Données du diagnostic et cartographie

L'activité de pointage au GPS a démarré en Avril. Une équipe de deux personnes (Benoît Service et Godjé Wadjonré) a effectué ce travail. Elle a été conduite de manière parallèle avec les autres interventions. Des fiches ont été conçues pour collecter des informations en rapport avec les différentes infrastructures. Il s'est agi des fiches remises aux OAL à l'atelier de Yagoua. Toutes les infrastructures de la Commune ont été répertoriées. Cela a permis de disposer des données à consolider.

### 2.7 Atelier de planification, Programmation et de mobilisation des ressources.

Un rendez-vous a été pris le 06 juin afin de programmer l'atelier de planification. L'OAL a apporté son appui au Maire pour l'élaboration et la ventilation des invitations. Avaient été conviés à cette assise, la Tutelles, les sectoriels, les élus (exécutif municipal et les conseillers). Les sectoriels avaient auparavant reçu les cadres logiques afin de poser leur regard sur ces documents et apporter toutes les remarques pertinentes afin que les actions y contenues reflètent les normes.

La première journée consacrée à la validation des cadres logiques a débuté par le mot d'accueil de Monsieur le Maire et du discours d'ouverture de Monsieur le Préfet. Ce dernier a pris part à toute la cérémonie et a présidé l'atelier. Chaque Sectoriel présentait le contenu du cadre logique en mettant un accent sur les insuffisances observées. Par la suite toutes ses remarques ont été intégrées. Les participants, notamment, les sectoriels ont été à la hauteur. A ce qu'il paraissait, ils avaient une première expérience à Touloum. C'est ce qui a contribué à faciliter cette assise. Les conseillers ont également fait part de leur préoccupation. Il s'agissait surtout de veiller à prendre en compte toutes les activités qui avaient été suggérées par ces derniers lors du diagnostic parfois même si celles-ci heurtaient les normes sectorielles.

La seconde journée avait été consacrée à la mobilisation des ressources. L'exécutif municipal a présenté les sources des ressources mobilisables par la Commune et les montants correspondant pour l'année 2011. Pour la contribution de la commune, on s'était appuyé sur les deux derniers plans de campagnes. Par la suite, ce montant a été affecté

selon un certain pourcentage dans la réalisation des infrastructures hydrauliques, sanitaires, économiques, ect. Pour la réalisation du PIA, la priorité en termes d'actions a été définie par villages. C'est ce qui a facilité la réalisation du PIA.

La logique qui a été retenue dans le cadre de l'élaboration du CDMT a été de réfléchir sur les ressources mobilisables au cours des trois années à venir. Ainsi une priorité a été définie afin de mettre en œuvre des actions. Ces fonds ont été repartis en tenant compte des actions priorités du village.

Le Plan de passation de marché et les aspects socio-environnementaux ont préalablement été élaborés par l'OAL. Ces documents ont été soumis à l'exécutif municipal qui en a apporté quelques annotations et par la suite, les a validé.

## **2.8 La mise en place des dispositifs de suivi évaluation**

Une fois le diagnostic posé au niveau du village, l'OAL a attiré l'attention des communautés sur la nécessité de mettre sur pied un comité de concertation qui se chargera de piloter les actions identifiées. Au troisième jour, après avoir mûri leur réflexion, les villageois choisissaient les membres du Comité de Concertation à qui les papiers kraft ont été remis afin de rendre opérationnel le plan élaboré.

Au niveau communal, lors de l'atelier de planification, l'OAL a accompagné la commune dans la mise en œuvre du Comité de Suivi-Evaluation. Il était préférable de reconduire les membres du comité de pilotage parce que nettement plus imprégnés du processus. En effet, le COPIL a tout simplement été transformé en Comité de Suivi-Evaluation. Ces acteurs ont été édifiés sur leur rôle. Pour assumer leur fonction, des outils de suivi prenant en compte le PIA et le CDMT ont été élaborés. Ainsi des indicateurs et des sources de vérifications ont été formulés pour chaque action.

CHAPITRE 3  
MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE



### **3.1.2 Description du milieu physique**

#### **3.1.2.1 le Climat**

Le climat est tropical du type sahélien. Il pleut en moyenne 900 millimètres de pluies par an. Les précipitations se concentrent entre les mois de juin et septembre. La saison des pluies dure 4 mois. La saison sèche s'étale sur 8 mois. Elle est rude et sèche. Les températures sont variables. Les températures les plus basses sont en dessous de 20° et celles des plus chaudes dépassent souvent 45°.

#### **3.1.2.2 sols**

De par leur nature, les sols sont du type argilosableux, Karal peu profonds et pauvres. Dans les zones de dépression ou vertisols sols fortement argileux réservés à la culture du muskuwaari. Ceux-ci nécessitent un aménagement constant pour garantir une meilleure productivité.

#### **3.1.2.3 le relief**

Le relief est le prolongement de la plaine du Diamaré, dominé par la dent de Mindif qui culmine à 700 mètres. Il est relativement plat. La topographie fine de cette commune laisserait apprécier quelques étendues nettement basses et constamment inondées en saison pluvieuse. C'est l'ensemble des vertisols et des argiles. En outre les variations d'altitude sont importantes dues à la formation montagneuse autour de la dent de Mindif. Les variations entre le point le plus bas et le sommet culminent autour de 500 mètres.

#### **3.1.2.4 L'hydrographie**

Le Mayo Boula, cours d'eau le plus important, traverse cette Commune en amont les gros villages tels que Djapay, Loubour, Matfay et Mogom. C'est un cours d'eau saisonnier. Il contribue au rechargement de la nappe phréatique en période de crue réduisant d'autant les contraintes liées au manque d'eau. Par ailleurs, des activités de pêche y sont menées essentiellement pendant les périodes d'inondations. Cette activité n'est pas assez développée au point d'influencer l'économie locale.

#### **3.1.2.5 Forêt et végétation**

La végétation est du type sahélien. Elle est peuplée d'arbuste mesurant en moyenne 10 mètres de haut. La végétation est en nette dégradation du fait d'une explosion démographique. Les populations locales exercent une forte pression sur les ressources naturelles. Ne disposant pas de produit de substitution du bois, la forte exploitation des végétaux accélère la raréfaction de certaines essences. C'est le cas des: « Buski » ou *Combretom glutinisum*, Galbije ou *Vitex simplicifolia* et les *Acacia ssp.* La Commune de Mindif dispose d'une importante réserve foncière mise en valeur sous forme de pâturages. Ces espaces concentrent des ressources végétales importantes qui, ravitaillent les zones urbaines alentour en bois de chauffe. L'espace foncier a été morcelé pour une exploitation agricole. Autour des villages, les arbres reboisés qui servent d'ombrage sont sans cesse coupés.



Photo : La coupe de bois à Mindif

### **3.2.6 Faune**

La faune sauvage est constituée de petits rongeurs, des reptiles et des lézards. De temps à autres, des troupeaux de biches et de phacochères migrant de leurs lieux de refuge, y viennent, attirés par la culture du muskuwaari.

A partir des périodes des indépendances, la fréquence des disettes et le déficit alimentaire sont autant de raisons qui ont poussé la population locale à compléter les rations alimentaires par de la viande de brousse. La démographie galopante, conjuguée aux contraintes naturelles (raretés des pluies) ont longtemps constitués une menace pour les espèces fauniques. La faune sauvage a fortement subit ces différentes pressions. C'est ce qui fait que, les gibiers tels que les grandes antilopes, les gazelles, les phacochères ont pratiquement disparus. Aucun effort de restauration de la population animale n'a été entamé. Tout au contraire, le petit gibier tels que les lièvres, les rats sont constamment prisés.

### **3.2.7 Aires protégées**

Il n'existe pas d'aires protégées à Mindif. La pression humaine est assez forte. L'espace se trouve peu disponible et soumise à une rude compétition. D'un côté, la demande en extension des terres cultivables est forte. De l'autre, le développement des exploitations pastorales nécessite d'avantage de terrain à valoriser en pâturage. L'idée d'une mise en défend d'une portion de terre avait toujours été évoqué, cependant, elle butait à un manque de cadre favorable et à une réticence des habitants.

### **3.2.8 Ressources minières**

La Commune de Mindif dispose de carrières de sables dans les lits de Mayo boula. Le pourtour de la dent de Mindif est riche en moellons et graviers, matériaux essentiels dans la construction des bâtiments.

### 3.2.9 Atouts/potentialité et contraintes du milieu physique

Domaines	Atouts/potentialités	Contraintes
Réserve foncière	La Commune s'étend sur une superficie de près 2450 km <sup>2</sup> . Il existe des espaces qui ne sont pas encore mis en valeur en agriculture	Conflit agropastoraux importants ; Empiètement des zones pastorales par les agriculteurs
Les pâturages	Les pâturages concentrent sont peuplés des graminées annuelles. En saison sèche, certaines essences fournissent un pâturage aérien.	Les pâturages sont Sans cesse émiettés au profit de l'agriculture. La régression des pâturages au profit d'espaces cultivable est une réalité palpable. Concentrations des troupeaux transhumants en saison pluvieuse
Les cours d'eau et Lac	Le Mayo Boula traverse la Commune sur toute a longueur. Il Existe des zones de dépression qui retiennent de l'eau pour un certain temps dans l'année. Elle profite à l'abreuvement des animaux pour une partie de l'année	L'inconvénient demeure que les communautés ont des contraintes liées à l'accès à l'eau pour l'abreuvement du bétail.
Les ressources minières	La commune regorge des carrières latéritiques. Le lit du Mayo boula est une réserve importante de sable.	La non connaissance du contenu souterrain est une contrainte, cette commune n'est pas à même de lister son potentiel dans ce domaine.
La faune	Il existe des biches, des gazelles, des phacochères et des reptiles	Les animaux sauvages sont exposés à un braconnage extensif.
La végétation et la flore	Les espèces végétales sont des épineux et quelques arbustes. La commune dispose d'une brousse qui concentre certaines espèces végétales menacées d'extinction	L'exploitation des espèces végétales ne leur permet pas de régénérer tant la coupe est excessive.

Tableau 2 : Atouts potentialités et contraintes

## 3.2. MILIEU HUMAIN

### 3.2.1 Histoire de la commune

Le Lamidat de Mindif fut fondé vers 1788. Il s'étalait de Goudoum-Goudoum à Salak avant 1890, et Salak fut cédé à Maroua vers 1895 un peu avant la période coloniale. Il a été érigé en Commune en 1975.

Date	Evénements	Conséquences
Vers 1788	Fondation de la chefferie de Mindif	Installation des villages périphériques et guerres pour la conquête de l'hégémonie avec les Guiziga
Vers 1813	Fondation du village de Wuro Bounné par KAOU YADJI	Mise en place des populations venues d'ailleurs à la recherche de meilleures conditions de vie.
Vers 1874	La désignation du premier chef de MATFAYE	Il a été nommé chef par son père le Lamido de Mindif pour qu'il protège les villages peulhs contre les voleurs. Il s'est ligué aux différentes bandes des voleurs et s'est mis à dépouiller les citoyens. . Cela lui a valu la destitution après 4 ans de règne.
Vers 1958	Création de l'école publique de MATFAYE	Elle permit de former les premières élites lettrées du village de MATFAYE qui, dès lors se lançaient vers un développement de ce gros village.
En 1975	Création de la Commune de Mindif	Conduite des actions de développement, Construction des écoles, réalisation des forages, des hangars de marchés
1990	L'arrivée du multipartisme	Elle causa la division des fils de MATFAYE majoritairement partisan de l'union national pour la démocratie et le progrès (UNDP) et une petite minorité dont la FADA du Yerima et ses protégés. Cela alla jusqu'à causer des batailles entre les tenants et ces deux courants politiques.
1985	Construction de la grande mosquée de MATFAYE	Cela permit la mise en place d'un cadre moderne pour célébrer la grandeur du seigneur
1980	Création d'un CSI de MATFAYE même cette dernière ne fonctionne qu'il y a 15 ans	Elle permit aux habitants de MATFAYE de recevoir les premiers soins de santé sur place

*Tableau 3: Evénements historiques*

### 3.2.2 La démographie

Les données démographiques émanant du dernier recensement dénombrent la population de la commune de Mindif à 50 466 habitants. Elle se répartit à 8 218 habitants au sein de la zone urbaine et à 42 248 habitants pour les populations des villages.

a) Evolution démographique au niveau urbain

La population urbaine se chiffrait à 6 592 habitants en 2005 ; La population du centre urbain a progressé à 7 227 en 2006. Le taux d'accroissement annuel est autour de 3,9%. En 2007 la population du centre urbain communal évolue à 7 452, puis à 7 793 en 2008 et attend 8 218 en 2009.

Tranche d'âge	2005			2006			2007			2008			2009		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
5 à 10	588	547	1 135	753	703	1 456	762	703	1 465	786	726	1 512	832	800	1 632
10 à 15	241	224	465	244	228	472	252	232	484	256	236	492	262	251	513
15 à 20	224	208	432	231	216	447	238	220	458	241	223	464	242	233	475
20 à 25	218	203	421	225	211	436	233	215	448	292	269	561	292	281	573
25 à 30	286	267	553	293	274	567	300	277	577	307	283	590	310	298	608
30 à 35	260	241	501	267	249	516	274	252	526	280	258	538	278	268	546
35 à 40	225	210	435	232	216	448	242	223	465	250	230	480	256	246	502
40 à 45	211	196	407	223	209	432	232	215	447	237	219	456	243	233	476
45 à 50	207	193	400	213	199	412	225	207	432	226	209	435	227	219	446
50 à 55	180	168	348	200	187	387	214	198	412	219	202	421	224	216	440
55 à 60	168	157	325	195	183	378	211	195	406	212	196	408	220	211	431
60 à 65	161	150	311	185	172	357	191	177	368	196	180	376	197	190	387
65 à 70	160	148	308	174	163	337	180	166	346	190	175	365	198	190	388
70 à 75	150	139	289	156	145	301	167	154	321	179	166	345	202	195	397
75 à 80	75	70	145	81	76	157	84	78	162	97	90	187	101	97	198
80 à 85	29	27	56	34	32	66	35	33	68	37	35	72	45	44	89
85 à 90	23	21	44	20	18	38	23	22	45	29	26	55	34	33	67
90 à 95	8	7	15	8	7	15	9	8	17	12	12	24	16	16	32
95 à 100	1	1	2	3	2	5	3	2	5	6	5	11	8	8	16
100 à 105	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	1	2
	<b>3415</b>	<b>3 177</b>	<b>6 592</b>	<b>3736</b>	<b>3 491</b>	<b>7 227</b>	<b>3 875</b>	<b>3 577</b>	<b>7 452</b>	<b>4052</b>	<b>3 741</b>	<b>7 793</b>	<b>4191</b>	<b>4 027</b>	<b>8 218</b>

Tableau 4 : Evolution démographique du milieu urbain

b) Evolution démographiques au niveau rural

En 2005, la population rurale est estimée à 38 468 habitants. En 2006, elle a évolué à 39 145 habitants. De 2007 à 2009, elle est passée à 39 889 en 2007, à 41 510 à 2008 et à 42 248 à 2009.

Tranche d'âge	2005			2006			2007			2008			2009		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
5 à 10	4644	4 480	9 124	4771	4 584	9 355	4734	4 622	9 356	4807	4 582	9 389	4908	4 716	9 624
10 à 15	2720	2 624	5 344	2743	2 635	5 378	2868	2 799	5 667	3283	3 129	6 412	3321	3 190	6 511
15 à 20	2268	2 187	4 455	2284	2 194	4 478	2284	2 229	4 513	2344	2 235	4 579	2340	2 248	4 588
20 à 25	2112	2 038	4 150	2148	2 063	4 211	2186	2 135	4 321	2491	2 374	4 865	2495	2 398	4 893
25 à 30	2199	2 122	4 321	2251	2 162	4 413	2255	2 201	4 456	2258	2 153	4 411	2292	2 203	4 495
30 à 35	1080	1 042	2 122	1130	1 085	2 215	1153	1 125	2 278	1201	1 144	2 345	1213	1 165	2 378
35 à 40	955	921	1 876	963	925	1 888	973	950	1 923	995	948	1 943	1013	974	1 987
40 à 45	729	703	1 432	738	709	1 447	738	720	1 458	754	719	1 473	763	734	1 497
45 à 50	628	606	1 234	641	615	1 256	668	653	1 321	694	662	1 356	706	679	1 385
50 à 55	588	568	1 156	600	577	1 177	601	586	1 187	623	594	1 217	641	615	1 256
55 à 60	436	420	856	441	424	865	442	432	874	455	433	888	462	444	906
60 à 65	389	376	765	402	387	789	406	396	802	418	398	816	430	413	843

Tranche d'âge	2005			2006			2007			2008			2009		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
65 à 70	333	321	654	340	327	667	343	335	678	357	341	698	364	350	714
70 à 75	209	202	411	215	207	422	220	214	434	239	228	467	248	239	487
75 à 80	161	155	316	166	159	325	180	176	356	185	176	361	193	185	378
80 à 85	96	93	189	99	96	195	107	104	211	112	106	218	119	115	234
85 à 90	23	22	45	21	21	42	17	17	34	27	25	52	24	24	48
90 à 95	8	7	15	9	9	18	9	8	17	8	7	15	9	9	18
95 à 100	2	1	3	2	2	4	2	1	3	3	2	5	3	3	6
100 à 105	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	1958	18	38	1996	19	39	2018	19	39	2125	20	41	2154	20	42
	0	888	468	4	181	145	4	705	889	3	257	510	6	702	248

Tableau 5 : Evolution démographique du milieu rural

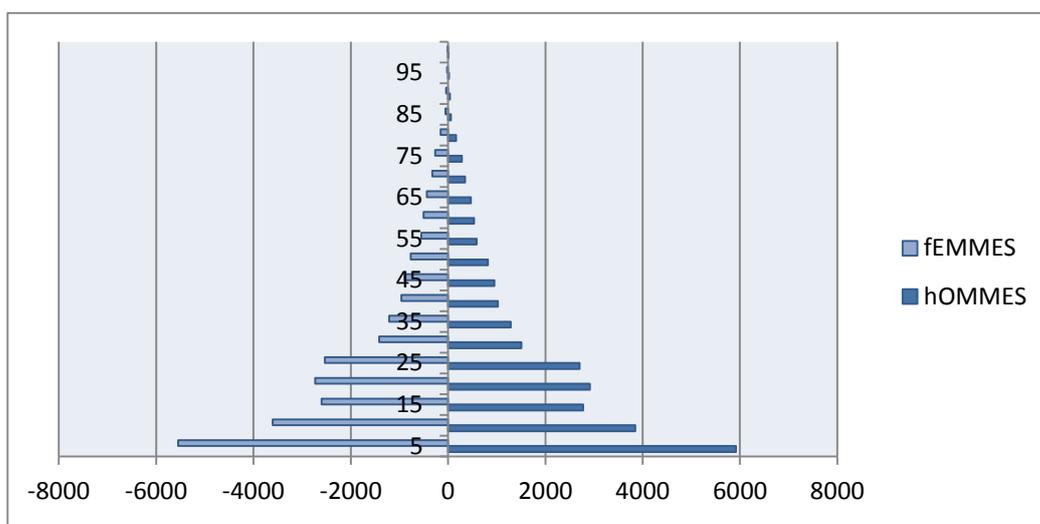


Figure 2 : Le Pyramide des âges de la population de la Commune de Mindif

### 3.2.2.1 Taille et structure de la population

Les groupes ethniques dominants restent les foubés et les Guiziga. Ils constituent respectivement 40% et 35% de la population globale. Les autres ethnies représentent 25%.

### 3.2.2.2 Groupes ethniques et relation interethniques

Les différents groupes ethniques réalisent des échanges économiques. Les marchés locaux regroupent ces différents acteurs.

### 3.2.2.3 Caractérisation des populations vulnérables

### 3.2.2.4 Cas des autochtones

Les groupes autochtones de Mindif sont solidement implanté au sein de leur terroir. Certains ont acquis une aisance économique et matérielle au point d'avoir une certaine notoriété. Ils ne subissent aucune pression de la part des groupes allogènes. Les groupes autochtones sont installés dans les différents quartiers et sont au sommet des organisations sociales que sont les chefferies. Ils sont maîtres es terres et accordent une autorisation d'exploitation aux autres groupes.

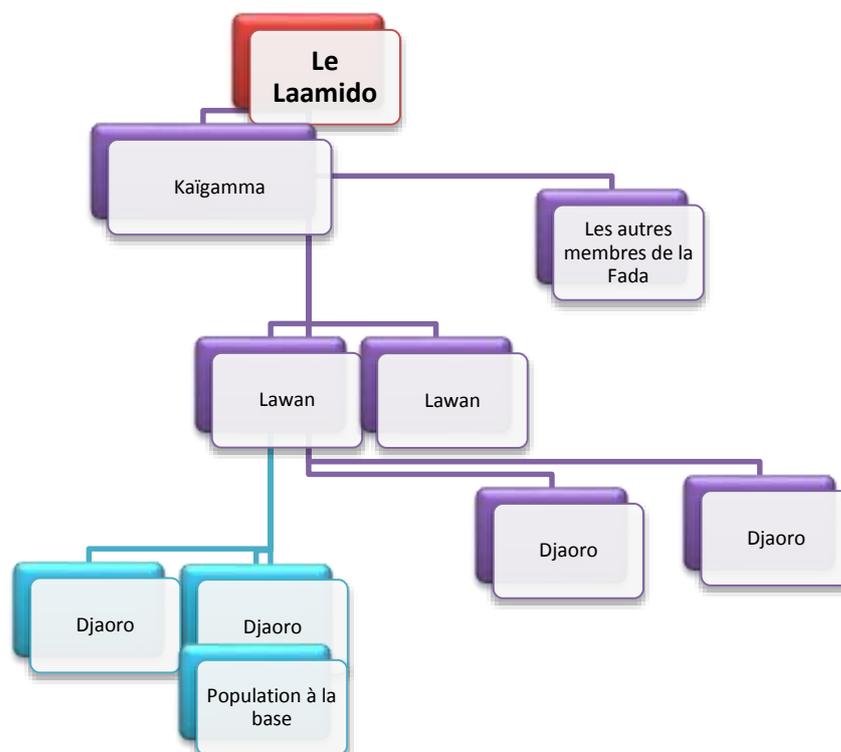
### 3.2.2.5 Autres populations vulnérables

Les inégalités sociales ont favorisé la catégorisation d'une couche sociale dite vulnérables. Celle-ci se trouve à la marge des activités de production et d'accès aux ressources. Il s'agit particulièrement des jeunes désœuvrés, pour lesquels l'accès aux moyens de production reste quasi impossible. D'autres, les femmes, les veuves et les orphelins surpris par le décès précoce du chef de ménage se retrouvent dans une précarité qui affecte lourdement leurs conditions d'existence. Il en est de même des personnes handicapées, notamment, les handicapées moteurs, sans prise en charge sociale, se retrouvent à la merci du système d'entraide que la société africaine semble de nos jours renier. Cette couche de la société est en croissance au fur et à mesure qu'évolue une économie de marché, au détriment d'une économie traditionnelle soutenue par la notion d'entraide. La couche vulnérable au sein de cette commune semble se chiffrée à près de 03% de la population globale de la Commune.

L'urbanisation de cette commune a accru le développement de quelques corps de métiers à savoir : les petits commerçants, les charpentiers, les maçons, les calls boxeurs, les bouchers, les cordonniers, les motos taximen, les pousseurs, les soudeurs, les photocopieurs, les restauratrices, les brasseurs, les transformatrices bref tous les petits métiers qui offres des services. Ces acteurs rencontrent des difficultés dans l'accomplissement de leurs missions à cause d'une insuffisance de fonds de roulement, et de la dévalorisation de leur statut.

### 3.2.2.8 Organisation sociale

La société a une organisation pyramidale au sommet duquel siège le Lamido. Ce dernier siège au dessus des Lawan et Djaoros. En dessous viennent les Lawan qui supervisent des Djaoros.



### ORGANISATION SOCIALE A MINDIF

### 3.2.3 L'habitat

Au du chef lieu de la Commune, s'observe la genèse d'une ville avec des caractéristiques propres aux espaces urbains (artères de routes, façades bien construits, quelques boutiques autour du marché et des services de consommation courante). Il a été désigné comme espace urbain communal. Les cases traditionnelles à la toiture de paille sont progressivement en train de disparaître pour céder la place à celles à la toiture ondulée. Ce gros centre se développe autour de quelques artères de pistes, en prélude d'un aménagement urbain. Le quartier administratif est en construction permanente. des bâtiments dans un style moderne poussent de terre. En revanche d'autres villages qui possèdent un pouvoir économique peu important, reste solidaire à l'habitat traditionnel. C'est le cas de citer les villages de Djapay, Hoppo...

### 3.2.4 Zonage de l'espace communal

Principales zones	problèmes	Principales causes	Principaux effets	Solutions proposées
Zones agricoles	Dégradation rapide des parcelles	- Baisse de fertilité - Surexploitation - Manque de jachère	- Baisse de rendement - Baisse de production - Appauvrissement des parcelles	- Former les paysans sur les techniques de fertilisation des parcelles
Pâturages	Empiètement des espaces pastoraux par les exploitations agricoles	- Mise en valeur des pâturages - Appauvrissement rapide des parcelles agricoles	- Réduction des pâturages - Démultiplication des conflits agropastoraux	- Intensification des espaces agricoles
Zones sylvopastorales	Déboisement des zones en friches	- Augmentation de la population - Extensification agricole	- Réduction de la réserve foncière	- Intensification des espaces disponibles
Mare	Forte érosion hydrique	- Erosion hydrique - Dégradation des abords de la mare	- Perte de fertilité - Appauvrissement des espaces agricoles	- Développer des techniques limitant l'érosion et la perte de fertilité des espaces agricoles
Cours d'eau	Forte érosion hydrique	- Erosion hydrique - Dégradation des abords du lac	- Perte de fertilité - Appauvrissement des espaces agricoles	- Développer des techniques limitant l'érosion et la perte de fertilité des espaces agricoles
Dent de Mindif	La non valorisation de la dent comme site touristique	- Méconnaissance de l'activité touristique - Insuffisance de sensibilisation sur le tourisme	- Manque à gagner pour les communautés - Accroissement du chômage	- Développement des activités liées au tourisme

Tableau 6 : Zonage de l'espace communal

### 3.2.5 Système foncier

La Commune dispose d'une réserve foncière importante. Celui-ci reste à la gestion de la Commune et du pouvoir coutumier. Pour des espaces peu importants, l'autorité traditionnelle en assure la gestion. La Commune réalise également des lotissements quand il s'agit des espaces importants.

Dans les domaines familiaux, le chef de ménage reste le seul gérant du domaine familial. Il le lègue à sa descendance selon les règles successorales coutumières. Par ailleurs, depuis récemment ; la vente de terre est courante.

### 3.2.6 Acteurs du développement

Les acteurs institutionnels ont apporté leur contribution dans la promotion du développement de cette Commune. Ils se classent en acteurs internes et externes. Les plus importants qui apportent un appui véritable au développement de la Commune se trouvent inscrit dans le tableau ci-dessous.

ORGANISMES	SIGLE	DOMAINE DE COMPETENCE	FORCES	FAIBLESSES
<b>Les acteurs internes</b>				
Commune de MINDIF	C/MDF	Développement local		Mauvaise planification
Comité de Développement de Labour	CODELOUB	Développement local	Aide de CSI et l'EP	Moyen limité
Groupement d'initiative commune	GIC	Développement local	Production de céréales	Insuffisance de moyen
Groupement d'initiative commune (Ngarli)	GIC	Travailler en groupe pour le développement	Une bonne Production agricole	Insuffisance en matériels agricoles
Groupement d'initiative commune (Narrai)	GIC	Culture oignons	Production des oignons et semences	Manque de moyen
Groupement d'initiative commune (Company)	GIC	Culture oignons	Production des oignons et semences	Manque de moyen
Groupement d'initiative commune (Houwobé)	GIC	Culture oignons et enlevage	Production des oignons et semences	Manque de moyen
23 Groupements d'Initiative Commune (coton)	GIC	Renforce les capacités locales en terme de production et de commercialisation de coton	Adhésion de tous les producteurs de coton	Insuffisance d'autonomie
<b>Les acteurs externes</b>				
Programme national de développement participatif	PNDP	Décentralisation et Développement local	Appuie la Commune et accorde des financements pour l'amélioration des infrastructures de base	Procédure assez long
Innovations et stratégies pour le développement	INTRAD	Développement local	Apporte une expertise e matière de développement	Manque de moyens pour être plus efficace
Société de développement de coton	SODECOTON	Développement de la filière coton	Encadrement de la population agricole Développe les techniques culturales	Méthode d'intervention le plus souvent contestée
Société Néerlandaise de Développement	S.N.V	Développement local	Appui aux communautés Appuie les institutions Assure la promotion du Développement	N'apporte pas d'appui en financement d'actions de développement
Programme de l'Appui à la décentralisation et Développement Local	PADDL-EN	Décentralisation et Développement local	Appui aux communautés Appuie les institutions Assure la promotion du Développement	N'apporte pas d'appui en financement d'actions de développement

*Tableau 7 : Les acteurs de développement*

### 3.3 Les activités économiques

#### 3.3.1 L'agriculture rurale et périurbaine

Elle concerne une population estimée à près de 25 000 actifs agricoles. Les emblavures sont de l'ordre 16 800 ha (source DAMINADER). de Les différentes spéculations cultivées

restent le sorgho, le muskuwaari, le coton et le niébé et un peu d'arachides. Les rendements par spéculation sont autour de 1,5 tonne à l'hectare pour le sorgho, 0,8 tonne à l'hectare pour le coton, et 0,7 tonne à l'hectare pour l'arachide et le niébé. Ces productions alimentent les marchés locaux, et les excédents sont achalandés au niveau du centre urbain de Maroua. La contrainte majeure dans ce domaine reste le manque d'outils permettant de réduire le temps de travail et rehausser les rendements. La charrue vulgarisée par la SODECOTON s'obtient à un coût qui grève le pouvoir d'achat du paysan. Malgré les conditions d'attribution qui nécessitent un paiement échelonné sur deux ans, les producteurs n'arrivent pas en s'en acquérir. Moins de cent familles pratiquent la culture attelée. Par ailleurs, Il se pose cruellement un problème de déficit de fertilité. La forte exploitation des espaces cultivables en monoculture, et le manque de jachères sont autant de facteurs qui contribuent à une baisse cruelle de fertilité.

### **3.3. 2 La sylviculture**

L'arbre n'est pas rentré dans le quotidien des acteurs locaux. Cependant, les fortes variations climatiques et la raréfaction des ressources naturelles renouvelables ont conduit certains à investir dans ce domaines. Des exploitations en fruitiers existent autour des bas fonds et des abords de rivières.

### **3.3. 3 L'élevage**

Les peulhs autour de Mindif, sont essentiellement des agropasteurs. L'activité d'élevage est fortement encrée dans leur culture et influence considérablement leur mode de vie. Elle concerne près de 70% des élevages. D'autres groupes ethniques vivant à leur proximité adoptent peu à peu cette activité.. Les espèces bovines ovines caprines et la volaille sont élevées selon un mode extensif, dont le rendement reste à améliorer. Selon les statistiques fournies par les responsables locaux, les cheptels se comptent 2 340 têtes de bovins, 3 238 ovins, 4 276 caprins et 8 000 volailles, élevées en divagation dont une statistique est difficilement capitalisable (source DAMINEPIA).



**Photo : Les abreuvoirs traditionnelles à Mindif**



**Photo : l'abreuvement du bétail**

### **3.3. 4 La chasse**

La pression humaine et l'excès de prélèvement des espèces fauniques a considérablement réduit la population d'animaux sauvages. Certaines espèces notamment les antilopes et les grands herbivores ont migrées vers des réserves. La pratique de chasse se résume à traquer les rongeurs, lièvres et rats autour des exploitations agricoles.

### **3.3. 5 Exploitation forestière**

La raréfaction des ressources naturelles est un fait qui interpelle les acteurs locaux. La forte pression que les individus exercent sur les végétaux conduit à l'extinction de certaines espèces végétales. C'est le cas des *Daaleeje* ou *Khaya sénégalsis*, *Ibbi* ou *Ficus gnaphalocarpa*, *Ganki* ou *Celtis integrifolia*. Ce constat est le même s'agissant des sols. L'occupation des sols constitue une menace. Sous les effets conjugués de l'explosion démographique et de la recherche des revenus facile, l'exploitation des végétaux pour la production du bois de chauffe intègre la catégorie des petits métiers. L'accès à cette ressource n'est pas suffisamment contrôlé à cause de non implication des autorités locales. Seuls, les agents des eaux et forêts ne sont pas à mesure d'en assurer le contrôle. En revanche, l'accès au sol reste sous l'emprise des chefs coutumiers qui en délivrent l'autorisation et conditionnent l'accès.

### **3.3. 6 Collectes des produits forestiers non ligneux**

Outre l'exploitation du bois, l'exploitation d'autres produits forestiers n'est pas développée. Les populations locales n'ont pas encore expérimenté la collecte de la gomme arabique qui ailleurs complète conséquemment les revenus des exploitants. D'autres formes d'exploitations des produits forestiers n'ont pas encore été identifiées.

### **3.3. 7 Artisanat**

L'artisanat n'est pas développé. Seuls quelques produits ont été sauvegardés pour véhiculer un savoir-faire puisé dans la richesse culturelle locale. A Djapay, Hoppo, Dir, quelques personnes continuent à fabriquer des lits traditionnels à l'aide des feuilles de rôniers. Ces produits sont vendus dans un rayon peu étendu. Quelques vieilles femmes fabriquent du Godon (Tissus traditionnel) qu'elles écoulent à Maroua. Depuis peu, les jeunes filles se spécialisent dans la fabrication du bonnet.

### **3.3. 8 Le commerce**

Longtemps considéré comme prospère en commerce, en fait, cette zone rencontre quelques contraintes Ce qui reste à remarquer est que les commerçants les plus nantis,

quittent tout simplement ce village pour aller s'installer à Maroua où cette activité a toute son importance. Au sein du marché de Mindif, le commerce connaît un certain ralentissement. Ceux qui restent au village ont développé le commerce des vivres et des biens de consommations courantes disposant un capital maigre.

Les échanges opérés au sein de cette Commune seule ne sont pas à mesure de soutenir l'économie locale. C'est ce qui a permis un rayonnement des activités économiques autour des zones voisines notamment, Kaélé, Salak...

### **3.3. 9 L'industrie**

Le système industriel n'est pas développé. La commune a gardée une physionomie rurale. Une expertise locale en matière de transformation des produits agricoles brassage et extraction d'huile est encore à l'état artisanal.

### **3.4. Services du secteur privé**

Le Développement de la commune de Mindif n'a pas encore atteint un niveau qui, puisse permettre l'installation des services tels que les banques, les assurances et autres services privés. Les acteurs locaux recourent aux services de la poste pour leur besoin d'épargne et s'appuient sur les quelques services étatiques existant pour palier à d'autres insuffisances.

#### **3.4.1. L'agriculture**

Le Ministère de l'Agriculture et de Développement Rural y est représenté par un poste agricole d'Arrondissement. Un bâtiment vétuste représente ce service. Un Délégué d'agriculture responsable de ce service, coordonne les activités. Ce dernier décrie une insuffisance en personnel et en moyen de déplacement.

#### **3.4.2. L'élevage**

Le service de l'élevage est un bâtiment qui abrite le bureau du chef de centre. Il est assez vieux cependant nouvellement restauré et permet aux agents vétérinaires de travailler. Il couvre l'Arrondissement et met en œuvre les actions liées au suivi du soin de santé animale.

#### **3.4.3. Administration Territoriale, Décentralisation et Maintien de l'Ordre**

Ce Ministère qui assure l'administration du territoire, est représenté au sein de cette commune. Les bâtiments (Bureau et logement) sont en bon état. Il est la porte d'entrée de cette commune, tant il représente la tutelle des Communes.

#### **3.4.4. Inspection de l'éducation de base**

Le Ministère de l'Education de base est représenté au sein de cet espace communal par une inspection. L'inspection est un bâtiment qui loge les bureaux et service de ce département.

#### **3.4.5. La santé**

Un effort a été consenti dans le domaine de la santé. Un réseau de dix centres de santé arrive à couvrir l'espace communal. Ces services arrivent à assurer les soins de santé primaire et une bonne couverture vaccinale. La majorité de ces centres de santé sont vétuste ou manque du matériel adéquat. C'est ce qui nécessite pour certain un agrandissement et une nouvelle construction en salles d'hospitalisation. Une extension des centres de Santé mérite d'être entamer du fait de la taille de la population et de l'éloignement des villages qui jusque là ne sont pas couvert.

Le cas u CSI de Yakang reste plus marquant. Le bâtiment de ce CSI est vieux mérite un nouvel investissement pour améliorer la qualité de ses services.



- Photo : le centre de santé Intégré de Mindi et de Mogom



Photo : Centre de santé intégré de Djapay et de Yakang

### 3.4.6 Atouts potentialité et contraintes du milieu socioéconomique

Domaines	Atouts/potentialités	Contraintes
<b>La démographie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une diversité ethnique</li> <li>- Un taux de croissance élevé</li> <li>- Une cohabitation pacifique</li> <li>- Une diversité de religion</li> <li>- Interaction entre les différentes ethnies</li> <li>- Une organisation sociale et administrative qui garanti la paix et la promotion sociale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Milieu favorables à la création des tensions sociales (diversité ethniques et religieuses importantes)</li> <li>- Populations essentiellement jeunes avec un taux de chômage élevé</li> <li>- Difficulté d'accès à l'emploi</li> </ul>
<b>Les populations vulnérables</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Acceptation des populations marginales par la société</li> <li>- Une société qui favorise l'insertion sociale des personnes vulnérables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté d'assurer une prise en charge des personnes vulnérables</li> <li>- Incapacité de ces acteurs d'avoir un décollage économique</li> </ul>
<b>Organisation sociales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une organisation administrative et traditionnelle qui assiste cette communauté</li> <li>- Favorise la mise sur pied d'organisations qui peuvent favoriser l'émergence de ses membres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance d'appui aux organisations professionnelles créées pour accroître le revenu de leurs membres</li> <li>- Inexistence de service notamment les banques qui pourraient appuyer le développement de ces formations sociales</li> </ul>

<b>Activités économiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une diversité d'activités qui permettent aux acteurs locaux d'accroître leur revenus (agriculture, élevage, pêche, commerce...)</li> <li>- Le potentiel économique est immense</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insécurité grandissante</li> <li>- Insuffisance des services de transfert de devises</li> </ul>
<b>Les acteurs de développement local</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plusieurs acteurs de développement ont accompagné les acteurs locaux au sein de l'espace communal</li> <li>- Cette commune représente un intérêt majeur puisqu'elle produit l'essentiel des produits de pêche, de l'agriculture et d'élevage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inexistence d'une dynamique d'accompagnement des acteurs locaux qui s'inscrit dans une logique de continuité</li> <li>- Ralentissement des actions d'appui direct au profit de la population à la base.</li> </ul>

*Tableau 8: Atouts potentialités et contraintes du milieu humain*

## CHAPITRE 4

### SYNTHESE DES RESULTATS DE DIAGNOSTIC

## 4.1 SYNTHÈSE DU RESULTAT DU DIAGNOSTIC

### 4.1.1. Synthèse du diagnostic institutionnelle communale

#### 4.1.1.1 Résultats du Diagnostic

##### a) Les ressources humaines

Domaines	Points forts	Points faibles
Les ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La régularité dans le traitement des salaires des agents communaux ;</li> <li>• La commune a prévu un plan de carrière qui permet aux agents de progresser et de bénéficier des avancements réguliers ;</li> <li>• Elle a su mettre en œuvre un système de coordination des activités de manière à obtenir des résultats ;</li> <li>• Le conseil joue un rôle que lui a confié la législation municipale ;</li> <li>• Les différentes commissions techniques s'impliquent véritablement dans la gestion de la commune et assurent une sorte de relais entre la population et l'institution communale</li> <li>• Les cadres de la commune effectuent une prestation remarquable, et manifestent de manière permanente une volonté de renforcer leurs capacités</li> <li>• La conseil est composé de 25 membres dont 02 femmes. C'est ce qui donne un pourcentage de représentativité des femmes de l'ordre de 8%.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans la stratégie de suivi et de gestion des ressources humaines, la commune n'a pas pu mettre au point une méthode qui permet de fixer dès le départ les objectifs à atteindre en mettant en place les moyens nécessaires conduisant à la réalisation des actions retenues.</li> <li>• La coordination des activités des agents ne se fait pas de manière professionnelle.</li> <li>• Il n'est pas possible de voir les PV de rencontre de coordination qui permet de voir le programme de travail adopté,</li> <li>• Il manque de séances d'évaluation des activités afin de déceler les forces et les faiblesses de leur mode d'intervention.</li> <li>• Les agents de bureau plus particulièrement les secrétaires n'ont aucune notion de l'outil informatique.</li> </ul>

*Tableau 9: Forces et faiblesses des ressources humaines*

##### b) Les ressources financières

Domaines	Points forts	Points faibles
Les ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans un contexte d'incivisme fiscal, la commune conscientise la communauté pour maximiser ses recettes propres</li> <li>• Un suivi professionnel des ressources est réalisé par des services spécialisés ;</li> <li>• La commune à réaliser dans les délais le budget et le compte administratif ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La faiblesse de la commune réside au niveau de la collecte des fonds propres. Les pourcentages de recouvrement sont de moins de 30% ;</li> <li>• Aucune stratégie n'a été mis sur pied pour rehausser le recouvrement ;</li> <li>• La commune ne sensibilise pas assez la communauté dans le recouvrement de ces redevances</li> <li>• La commune n'a pas d'autres sources de revenus que les taxes impôts et CAC</li> <li>• La population n'est pas suffisamment impliquer dans la gestion des ressources communales</li> <li>• Contraintes liées à l'élaboration et la mise en œuvre du compte de gestion</li> <li>• Difficulté liée à l'élaboration du fichier du contribuable</li> <li>• Difficulté à proposer des méthodes d'accroissement des recettes</li> </ul>

*Tableau 10 : Forces et faiblesses des ressources financières*

##### c) La gestion des relations

Domaines	Points forts	Points faibles
La gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> <li>Depuis sa création, la commune a ouvert ses portes aux acteurs de développement susceptibles de contribuer d'apporter leur contribution dans le développement ;</li> <li>Elle a su mettre à profit ses relations pour obtenir des subventions dans le financement de certaines infrastructures sociales ;</li> <li>Certaines de leurs contributions ont pu renforcer les capacités des acteurs communaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Malgré les efforts qui sont consentis, la commune ne s'ouvre pas assez aux partenaires</li> <li>La commune n'a pas développé un mécanisme de communication qui puisse le faire suffisamment connaître</li> <li>Une méconnaissance des procédés de marketing</li> <li>Il n'existe pas de stratégies propres à nouer des relations avec des partenaires pouvant aider la Commune</li> </ul>

Tableau 11: Forces et faiblesses Gestion de relation

#### d) Le patrimoine communal

Domaines	Points forts	Points faibles
Le patrimoine communal	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'un des objectifs de la commune consiste à se doter des infrastructures pouvant améliorer de manière sensible le niveau de vie des populations ;</li> <li>Elle a contribué à renforcer de manière sensible son dispositif en infrastructures scolaires, sanitaires, et celles liées aux activités économiques (les hangars de marché)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La commune a acquis suffisamment de biens en immobiliers, en matériels roulants et en appareils. Elle n'a pas mis au point une stratégie de gestion prévisionnelle de manière à prévoir les périodes d'amortissement ;</li> <li>Elle devra entamer des démarches auprès de MINAT pour acquérir un espace foncier qu'elle pourra lotir afin de rehausser ses ressources financières d'une part, et développer son centre urbain d'autre part.</li> <li>L'agent chargé de suivre le patrimoine accuse une insuffisance dans la mise en œuvre d'un système de suivi du patrimoine.</li> <li>La commune n'a pas mis au point une stratégie d'acquisition d'un patrimoine qui puisse lui générer des revenus</li> </ul>

Tableau 12 : Forces et faiblesses du patrimoine communal

#### 4.1.1.2 Les axes de renforcement de capacités

##### e) Les ressources humaines

DOMAINES	Faiblesses	Axes de renforcement de capacités
Ressources humaines	<ol style="list-style-type: none"> <li>Dans la stratégie de suivi et de gestion des ressources humaines, la commune n'a pas pu mettre au point une méthode qui permet de fixer dès le départ les résultats à atteindre en mettant en place les moyens nécessaires conduisant à la réalisation des actions retenues.</li> <li>La coordination des activités des agents ne se fait pas de manière professionnelle.</li> <li>Il n'est pas possible de voir les PV de rencontre de coordination qui permet de voir le programme de travail adopté,</li> <li>Il manque de séances d'évaluation des activités afin de déceler les forces et les faiblesses de leur mode d'intervention.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les capacités des cadres de la commune sur le management du personnel</li> <li>Renforcer les capacités du SG dans le domaine de la programmation et de la coordination des activités</li> <li>Coacher les cadres de la Commune afin d'instituer les rencontre périodiques</li> <li>Apprendre aux responsables de la Commune à fonctionner par des objectifs (cahier de charge et suivi-évaluation)</li> <li>Formés les agents de bureau en informatique, équiper la Commune des ordinateurs</li> </ol>

DOMAINES	Faiblesses	Axes de renforcement de capacités
	5. Les agents de bureau plus particulièrement les secrétaires n'ont aucune notion de l'outil informatique.	

*Tableau 13 : Axes de renforcement des capacités des ressources humaines*

#### f) Les ressources financières

DOMAINES	Faiblesses	Axes de renforcement de capacités
Ressources financières	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. La faiblesse de la commune réside au niveau de la collecte des fonds propres. Les pourcentages de recouvrement sont de moins de 30% ;</li> <li>2. La commune ne sensibilise pas assez la communauté dans le recouvrement de ces redevances</li> <li>3. La commune n'a pas d'autres sources de revenus que les taxes impôts et CAC</li> <li>4. La population n'est pas suffisamment impliquée dans la gestion des ressources communales</li> <li>5. Contraintes liées à l'élaboration et la mise en œuvre du compte de gestion</li> <li>6. Difficulté liée à l'élaboration du fichier du contribuable</li> <li>7. Difficulté à proposer des méthodes d'accroissement des recettes</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Mettre en place une bonne stratégie de recouvrement des recettes afin d'atteindre un niveau de recouvrement d'au moins 80%</li> <li>2. Mettre sur pied une stratégie de recouvrement qui permettra de rehausser systématiquement les recettes</li> <li>3. Diversifier les ressources de la Commune en mettant au point des activités génératrices de revenus</li> <li>4. Diffuser plus amplement les bilans annuels et les budgets de la Commune afin d'informer le public sur les activités de la Commune</li> <li>5. Former les gestionnaires et les comptables de la commune sur la nouvelle comptabilité</li> <li>6. Solliciter l'appui des partenaires pour former les responsables de la commune sur l'élaboration du fichier du contribuable</li> <li>7. Développer des stratégies de maximisation des recettes</li> </ol>

*Tableau 14: Axes de renforcement des capacités des ressources financières*

#### g) Le patrimoine Communal

DOMAINES	Faiblesses	Axes de renforcement de capacités
Patrimoine Communale	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. La commune a acquis suffisamment de biens immobiliers, en matériels roulants et en appareils. Elle n'a pas mis au point une stratégie de gestion prévisionnelle de manière à prévoir les périodes d'amortissement ;</li> <li>2. Elle devra entamer des démarches auprès de MINAT pour acquérir un espace foncier qu'elle pourra lotir afin de rehausser ses ressources financières d'une part, et développer son centre urbain d'autre part.</li> <li>3. L'agent chargé de suivre le patrimoine accuse une insuffisance dans la mise en œuvre d'un système de suivi du patrimoine.</li> <li>4. La commune n'a pas mis au point une stratégie d'acquisition d'un patrimoine qui puisse lui générer des revenus</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Renforcer les capacités des responsables communaux dans le domaine de suivi, prévisionnel et fonctionnel des biens de la commune. Appuyer la Commune dans la conception d'une nouvelle méthode de suivi des biens communaux</li> <li>2. Renforcer les capacités de la Commune dans le domaine de gestion du patrimoine communal et renforcer leur relation institutionnelle dans ce domaine</li> <li>3. Former le préposé comptable matière sur la gestion du patrimoine</li> <li>4. Réaliser une évaluation des biens communaux, et mettre au point une stratégie d'acquisition des biens communaux susceptibles de générer des revenus.</li> </ol>

*Tableau 15: Axes de renforcement des capacités du patrimoine communal*

#### h) La gestion de relation

DOMAINES	Faiblesses	Axes de renforcement de capacités
----------	------------	-----------------------------------

Gestion de relation	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Malgré les efforts qui sont consentis, la commune ne s'ouvre pas assez aux partenaires</li> <li>2. Une méconnaissance des procédés de marketing</li> <li>3. Il n'existe pas de stratégies propres à nouer des relations avec des partenaires pouvant aider la Commune</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Développer les capacités de la Commune dans la mise en œuvre d'une stratégie de recherche de partenariat</li> <li>2. Renforce les capacités de la Commune dans le marketing et la recherche de partenariat</li> <li>3. Appuyer la Commune dans la conception d'un plan de collaboration avec les partenaires identifier</li> </ol>
---------------------	--	--

*Tableau 16 : Axes de renforcement des capacités en gestion de relations*

## 4.1.2 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

### 4.1.2.1 Analyse des problèmes

#### A) Matrice d'analyse des problèmes de l'institution communale

N°	DOMAINES	PROBLEMES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS
1	Ressources humaines	Difficulté d'améliorer les performances des agents	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mauvaise stratégie de gestion des ressources humaines</li> <li>- Les cadres de la commune ont peu de notion sur le management du personnel</li> <li>- Retard sur le traitement des dossiers</li> <li>- Les agents de bureau ne sont pas formés en informatique</li> <li>- La commune dispose d'ordinateurs non fonctionnels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La notation des agents se fait sur des bases peu objectives</li> <li>- Difficulté d'élaborer pour chaque agent un cahier de charge</li> <li>- Rendement des agents faible</li> <li>- Retard par rapport à l'avancée de technologie</li> <li>- Retard dans le traitement des dossiers</li> <li>- Perte du temps</li> <li>- Manque à gagner pour la commune</li> </ul>
2	Ressources financières	Difficulté d'assurer le recouvrement des recettes attendues	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mauvaise stratégie de recouvrement des recettes</li> <li>- Insuffisance de sensibilisation des contribuables</li> <li>- Incivisme fiscal</li> <li>- Manque d'autres postes de recette</li> <li>- Difficultés que rencontrent les gestionnaires financiers de la Commune par rapport à la nouvelle comptabilité</li> <li>- Manque de formation et de recyclage sur la nouvelle comptabilité</li> <li>- Difficulté par ces derniers de développer des stratégies visant à maximiser les recettes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque à gagner pour la Commune</li> <li>- Difficulté à recouvrir toutes les recettes</li> <li>- Dépendances aux CAC</li> <li>- Incapacité de financer les prévisions en investissements</li> <li>- Incapacité de créer d'autres postes de recettes</li> </ul>
3	Patrimoine communale	Difficulté de mettre en place une bonne stratégie de gestion du patrimoine communal	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de suivi des biens communaux</li> <li>- La méthode de suivi est mal conçue</li> <li>- Les documents de suivi ne ressortent pas les valeurs exactes des biens</li> <li>- Le Responsable de suivi des biens communaux n'a pas reçu une formation satisfaisante</li> <li>- La commune n'est pas assez informée dans ce domaine</li> <li>- Aucune évaluation de la gestion du patrimoine communal n'a été fait</li> <li>- Peu d'intéressement à cette activité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les documents sont mal élaboré</li> <li>- La commune est mal renseignée sur l'usure et sur l'amortissement de ses biens et du matériel</li> <li>- La commune manque de données sur la valeur exacte de ses biens</li> <li>- Incapacité de décider</li> <li>- Prise de décisions sur des bases erronées</li> </ul>
4	Gestion de relation	Difficulté de nouer des relations avec des partenaires pouvant aider la commune	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Commune n'a pas développé une stratégie relationnelle propre</li> <li>- La commune a peu de partenaire</li> <li>- Non identification des véritables axes de développement</li> <li>- Insuffisance d'opportunités de relation au niveau local</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La commune arrive difficilement à mettre en œuvre des projets de développement</li> <li>- Frein au développement de la Commune</li> <li>- Incapacité à mettre en place des projets de grande envergure</li> </ul>

Tableau 17: Matrice d'analyse de l'institution communale

Analyse consolidée des problèmes identifiés au niveau urbain et village

Les problèmes qui avaient été posés par les populations locales ont été reformulés et analysés à l'aide des arbres à problèmes ceci au niveau des villages ainsi qu'au niveau de l'espace urbain communal

### B) Matrice des causes et des effets par secteur

N°	SECTEUR	PROBLEMES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS
1	AGRICULTURE	Difficulté d'améliorer le rendement agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de poste agricole</li> <li>- Difficulté de stocker les oignons</li> <li>- Destruction des champs par les éléphants</li> <li>- Manque d'organisation des jeunes (GIC)</li> <li>- Insuffisance des intrants agricoles et des produits phytosanitaire</li> <li>- Insuffisance des semences améliorées</li> <li>- Insuffisances de motopompes et pulvérisateurs</li> <li>- Cherté des semences et d'engrais</li> <li>- Insuffisance de matériel de labour</li> <li>- Inexistence de pénétrantes</li> <li>- Prix à l'achat du coton bas</li> <li>- Difficulté d'écouler les récoltes</li> <li>- Inondation des parcelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible assistance technique</li> <li>- Mauvaise technique culturale</li> <li>- Faible rendement</li> <li>- Baisse de fertilité des sols</li> <li>- Conflits agropastoraux</li> <li>- Troubles sociaux</li> <li>- Bagarres</li> <li>- Division dans les villages</li> <li>- Pénibilité de travail d'irrigation</li> <li>- Réduction des surfaces</li> <li>- Réduction des revenus</li> <li>- Destruction des plants</li> <li>- Mauvaise production</li> <li>- Faible récolte</li> <li>- Famine</li> <li>- Exode rural</li> </ul>
2	EDUCATION DE BASE	Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de tables bancs</li> <li>- Insuffisance d'enseignants formés</li> <li>- Insuffisance de salles de classes</li> <li>- Bâtiments dégradés</li> <li>- Insuffisance de matériels didactiques</li> <li>- Manque de latrines</li> <li>- Inexistence de clôture</li> <li>- Manque de point d'eau dans des écoles</li> <li>- Faible taux d'alphabétisation</li> <li>- Frais d'APEE élevés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Effectif pléthorique</li> <li>- Mauvais suivi</li> <li>- Echec</li> <li>- Débordement des enseignants</li> <li>- Mauvais suivi des élèves</li> <li>- Echec</li> <li>- Difficulté de dispenser les cours</li> <li>- Non acquittement des frais d'APEE</li> <li>- Non paiement des salaires des vacataires</li> <li>- Découragement</li> </ul>
3	ELEVAGE PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE	Difficulté d'améliorer la production animale et halieutique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maladies des animaux</li> <li>- Manque de produits vétérinaires appropriés</li> <li>- Manque de poste zootechnique et vétérinaire</li> <li>- Insuffisance de piste à bétail</li> <li>- Manque de marché à bétail</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas d'assistance technique</li> <li>- Mauvaise production</li> <li>- Difficulté d'abreuvement</li> <li>- Longue marche à la recherche d'eau</li> <li>- Conflits agropastoraux</li> </ul>

N°	SECTEUR	PROBLEMES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS
			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de personnel vétérinaire et zootechnique</li> <li>- Coût de tourteau élevé</li> <li>- Insuffisance de pâturage</li> <li>- Manque de formation sur de nouvelles innovations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Trouble sociaux mésentes</li> <li>- Mauvaise alimentation du bétail</li> <li>- Baisse de rendement</li> </ul>
4	SANTE	Difficulté d'accès aux soins médicaux de qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de centre de santé</li> <li>- Eloignement du centre de santé</li> <li>- Non sensibilisation sur les MST/SIDA, absence de paires éducateurs</li> <li>- Coût élevé de la santé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Frein au développement</li> <li>- Appauvrissement</li> <li>- Automédication</li> <li>- Intoxication</li> <li>- Décès</li> <li>- Recours aux tradipraticiens</li> <li>- Mauvais diagnostic et traitement inapproprié</li> <li>- Pauvreté</li> </ul>
5	EAU ET ENERGIE	Difficulté d'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de points d'eau</li> <li>- Consommation d'eau de mauvaise qualité</li> <li>- Prolifération des maladies hydriques</li> <li>- Non maîtrise de la technique de désinfection</li> <li>- Non électrification du village</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté d'accès à l'eau potable</li> <li>- Parcours de longue distance</li> <li>- Prolifération des maladies hydriques</li> <li>- Ralentissement des activités</li> <li>- Faible rendement</li> <li>- Ralentissement des activités</li> <li>- Oisiveté</li> <li>- Délinquance prostitution</li> <li>- Difficulté d'utilisation d'appareils électriques</li> <li>- Inexistences de moulins électriques</li> <li>- Utilisation des moulins à gasoil</li> </ul>
6	TRAVAUX PUBLIC	Difficulté d'emprunter une route praticable toute l'année	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Routes non entretenues</li> <li>- Dégradation des ouvrages de franchissement</li> <li>- Non respect des normes techniques</li> <li>- Faible suivi des chantiers</li> <li>- Mauvais état des pistes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Impraticabilité</li> <li>- Enclavement</li> <li>- Frein au développement</li> </ul>
7	COMMERCE	Difficulté l'améliorer les conditions d'exercice d'activités commerciales	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de marché</li> <li>- Manque de capital</li> <li>- Mauvaise connaissance de l'activité marchande</li> <li>- Faible approvisionnement en produits de première nécessité</li> <li>- Enclavement du village</li> <li>- Insuffisance de moyens financiers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Utilisation des hangars en matériaux provisoires</li> <li>- Dépenses en renouvellement</li> <li>- Produits de première nécessité indisponible</li> <li>- Difficulté d'approvisionner le village</li> <li>- Cherté des produits</li> </ul>
8	DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	Difficulté d'accès à l'urbanisation et à une amélioration de l'habitat	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de maisons en matériaux provisoires</li> <li>- Construction des infrastructures en matériaux provisoires</li> <li>- Prolifération des toitures en paille</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renouvellement régulier</li> <li>- Dépenses élevées</li> <li>- Matériaux provisoires peu résistants</li> </ul>

N°	SECTEUR	PROBLEMES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS
			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Multiplication des cas d'incendie</li> <li>- Manque de plan cadastral</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Eroulement et accident fréquents</li> <li>- Construction anarchique</li> <li>- Difficulté de circuler</li> </ul>
9	FORET ET FAUNE	Difficulté de préserver les forêts et la faune	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coupe anarchique du bois</li> <li>- Destruction de la biodiversité</li> <li>- Manque d'action de reboisement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disparition du couvert végétal</li> <li>- Changement climatique</li> <li>- Avancée du désert</li> <li>- Disparition des espèces fauniques</li> <li>- Désertification</li> <li>- Effet néfaste du désert</li> <li>- Perte des moyens de production</li> </ul>
10	JEUNESSE	Difficulté d'accès à l'épanouissement des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de centre d'animation</li> <li>- Aires de jeux non aménagés</li> <li>- Manque d'animation de la jeunesse</li> <li>- Conflits lors des tournois de vacances</li> <li>- Manque d'organisation des jeunes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non achèvement des tournois des jeunes</li> <li>- Division</li> <li>- Dépeuplement du village</li> <li>- Perte des forces productives</li> <li>- Oisiveté</li> <li>- Difficulté d'orienter les jeunes</li> <li>- Incivisme</li> </ul>
11	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire de qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inexistence des établissements secondaires</li> <li>- Eloignement avec les établissements secondaires les plus proches.</li> <li>- Abandon des études par les jeunes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non couverture du programme</li> <li>- Echec</li> <li>- Mauvaise gestion du Lycée</li> <li>- Détournement</li> <li>- Débordement des enseignants</li> <li>- Mauvais suivi</li> </ul>
12	SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	Difficulté de pratiquer du sport	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'enseignement d'E.P.S</li> <li>- Aires de jeux non aménagés</li> <li>- Ignorance sur les règles de jeux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ignorance des lois de jeux</li> <li>- Ignorance des règles de jeux</li> <li>- Méconnaissance des autres disciplines</li> </ul>
13	TOURISME	Difficulté de rentabiliser le tourisme	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non valorisation du site touristique</li> <li>- Méconnaissance des bienfaits du tourisme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de tourisme</li> <li>- Pas d'entrée de devise</li> <li>- Retard au développement</li> <li>- Manque à gagner important</li> <li>- Paupérisation</li> </ul>
14	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Difficulté d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de structure de formation professionnelle</li> <li>- Nombre élevé des jeunes sans emploi</li> <li>- Exode rural</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chômage</li> <li>- Banditisme et prostitution</li> <li>- Découragement</li> <li>- Pas de jeunes formés</li> <li>- Pas d'emploi</li> </ul>
15	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	Difficulté d'accès à la promotion de la femme et de la famille	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'assistance aux femmes</li> <li>- Non participation des femmes aux affaires du village</li> <li>- Analphabétisme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non épanouissement de la femme</li> <li>- Ignorance</li> <li>- Retard au développement</li> </ul>

N°	SECTEUR	PROBLEMES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS
			- Mariage précoce	- Prostitution - VIH/SIDA - Ignorance - Retard au développement
16	CULTURE	Difficulté de redynamiser les valeurs culturelles	- Abandon des valeurs culturelles - Inexistence de groupe de danse culturelle - Abandon es rites initiatiques	- Difficulté de transmettre les acquis culturels - Acculturation des jeunes générations - Pertes des valeurs culturelles - Non transmission des valeurs culturelles
17	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	Difficulté de préserver l'environnement	- Déforestation - Erosion - Inondation des habitats et des cultures	- Destruction de la biodiversité - Baisse de rendement agricole - Coupe non contrôlé - Désertification - Déforestation et dégradation des sols - Erosion
18	DOMAINE ET AFFAIRES FONCIERES	Difficulté d'immatriculer les domaines fonciers	- Manque de sensibilisation à l'acquisition du titre foncier - Méconnaissance des procédés d'immatriculation	- Abandon des champs - Baisse de production - Terrains non titrés - Conflits fonciers
19	TRANSPORT	Difficulté d'améliorer les infrastructures de transport	- Inexistence de gare routière - Enclavement du village - Insuffisance de radiers - Absence de l'appui de l'Etat - Mauvaise état des routes - Manque d'entretiens - Impraticabilité des routes en saison pluvieuse - Routes en latérites	- Difficulté de déplacement en saison pluvieuse - Enclavement - Risque d'accident - Perte en vies humaines - Difficulté d'écouler les produits agricoles - Pourrissement des denrées agricoles
20	AFFAIRE SOCIALE	Difficulté de prise en charge des personnes vulnérables	- Non prise en charges des personnes vulnérables - Pas des structures d'accueil - Manque 'appui pour les personnes vulnérables	- Délaissement des personnes vulnérables - Misère souffrance - Manque de formation - Difficulté de développer l'auto-emploi - Marginalisation de la femme - Non épanouissement de la femme
21	RECHERCHE SCIENTTIFIQUE ET INNOVAIONS	Difficulté d'accès aux résultats de la recherche	- Manque de semences améliorés - Baisse de la production agricole et d'élevage	- Absence de collaboration avec les services de recherche - Non prise en compte des problèmes paysans - Paysannerie abandonné - Difficulté de mise en valeur des résultats de recherche

N°	SECTEUR	PROBLEMES	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS
22	POSTE ET TELECOMMUNICATION	Difficulté d'accès aux services des postes et Télécommunication	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible couverture téléphonique</li> <li>- Pas de centre postal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté de bénéficier des services postaux</li> <li>- Difficulté d'acheminer des courriers</li> <li>- Mauvaise communication</li> <li>- Enclavement</li> </ul>
23	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIES SOCIALES ET ARTISANAT	Difficulté de d'améliorer les revenus issus de l'économie local et de l'artisanat	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inexistence d'entreprise</li> <li>- Utilisation du matériel artisanale archaïque</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inexistence d'entreprise</li> <li>- Retard de développement</li> <li>- Long parcours à la recherche de moulins</li> <li>- Epuisement des femmes et des enfants</li> <li>- Inexistence de microprojets</li> <li>- Retard au développement</li> </ul>
24	MINES ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	Difficulté d'augmenter les recettes communales à travers les produits miniers	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de site d'exploitation minière</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Méconnaissance des potentialités minière</li> <li>- Importation des ressources minières</li> <li>- Sous valorisation du potentiel local</li> <li>- Dépendance d'aide extérieure</li> </ul>
25	AMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE	Difficulté d'accès à la sécurité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible appui aux comités de vigilance</li> <li>- Pas de poste d'Etat civil</li> <li>- Faible sensibilisation sur le processus de décentralisation</li> <li>- Pas de poste d'identification</li> <li>- Vol du bétail aggravé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vol et agression</li> <li>- Pauvreté inquiétude</li> <li>- Ignorance sur le processus de décentralisation</li> <li>- Non établissement des papiers officiels</li> <li>- Eloignement du centre d'état civil</li> </ul>
26	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Difficulté d'accès à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coûts de prise en charge des étudiants élevés</li> <li>- Eloignement des Universités et grandes écoles</li> <li>- Impossibilité de poursuivre des études supérieures</li> <li>- Endettement des parents et des étudiants pour financer les études</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non poursuite des études au niveau supérieur</li> <li>- Elites peu engagées</li> <li>- Abandon des études</li> <li>- Oisiveté</li> <li>- Banditisme</li> </ul>
27	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	Difficulté d'accès aux informations relatives au travail et à la sécurité social	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non sensibilisation sur la sécurité sociale</li> <li>- Méconnaissance du système de prise en charge social</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucune assurance sociale</li> <li>- Manque de garantie</li> <li>- Manque d'employeurs</li> <li>- Moins de rendements</li> </ul>
28	COMMUNICATION	Difficulté d'accès à la communication	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inexistence de médias</li> <li>- Non couverture du village par la presse écrite</li> <li>- Les ondes de la CRTV se captent difficilement au village</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sous information</li> <li>- Taux d'inadaptés sociaux élevés</li> <li>- Retard au développement</li> <li>- Inaccessibilité aux informations et aux annonces</li> <li>- Réduction des opportunités</li> <li>- Pauvreté</li> </ul>

Tableau 18 : Problèmes causes et effets

#### 4.1.2.2 Recherche des solutions : les arbres à objectifs

##### a) Au niveau Communal

DOMAINES	Objectifs	Moyens	FIN
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer la gestion et la performance des ressources humaines de la Commune</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les capacités des cadres de la commune sur le management du personnel</li> <li>Formés les agents de bureau en informatique</li> <li>Equiper la Commune des ordinateurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les capacités des cadres de la commune sur le management du personnel sont renforcées</li> <li>Les agents de bureau sont formés en informatique</li> <li>La commune dispose d'ordinateurs fonctionnels</li> </ul>
Ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer la stratégie de recouvrement et la gestion des ressources financières de la Commune</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en place une bonne stratégie de recouvrement des recettes</li> <li>Sensibiliser les contribuables sur</li> <li>Incivisme fiscal</li> <li>Créer de nouveaux postes de recettes</li> <li>Former les gestionnaires et les comptables de la commune sur la nouvelle comptabilité</li> <li>Développer des stratégies de maximisation des recettes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une bonne stratégie de recouvrement des recettes est mise sur pied</li> <li>Les contribuables sont sensibilisés sur l'incivisme fiscal</li> <li>Les Gestionnaires et les Comptables de la Commune sont formés sur la nouvelle comptabilité</li> <li>Des stratégies de maximisation de recettes sont développées</li> </ul>
Patrimoine Communale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer la gestion du patrimoine communal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer le suivi des biens communaux</li> <li>Concevoir une nouvelle méthode de suivi des biens communaux</li> <li>Concevoir des documents de gestion qui ressortent les valeurs des biens communaux</li> <li>Former le préposé comptable matière sur la gestion du patrimoine</li> <li>Réaliser une évaluation des biens communaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le suivi des biens communaux est renforcé</li> <li>Les documents qui ressortent les valeurs des biens communaux sont conçus</li> <li>Le Préposé comptable matière est formé sur la gestion du patrimoine</li> <li>Une évaluation des biens communaux est faite</li> </ul>
Gestion de relation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer la gestion des relations de la Commune</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développer une stratégie de recherche de partenariat</li> <li>Augmenter le nombre de partenaires de la Commune</li> <li>Identifier de véritables axes de développement</li> <li>Rechercher les opportunités de relation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une stratégie de recherche de partenariat est développée</li> <li>Le nombre de partenaires de la Commune est augmenté</li> <li>Des opportunités de relation sont recherchées</li> </ul>

Tableau 19 : Recherche de solution au niveau Communal

**b) Les différentes causes se sont vues transformés en objectifs spécifiques qui constituent les moyens par lesquels les fins sont atteintes**

N°	DOMAINES		MOYENS	FIN
1	AGRICULTURE	Améliorer les conditions de production agricole	<p>Octroyer des crédits d'équipement agricole aux paysans</p> <p>Affecter des chefs de poste agricole dans la commune</p> <p>Créer des points de vente d'intrants agricoles dans les villages ayant un fort potentiel agricole</p> <p>Former les paysans en technique de maraîchage</p> <p>Former les bénéficiaires aux techniques de fertilisation et de traitement des plantes et mauvaises herbes</p> <p>Mettre en place un comité de contrôle de passage des éléphants dans les villages</p>	<p>Des crédits d'équipement agricoles sont octroyés aux paysans</p> <p>Des chefs de postes agricoles sont affectés dans la Commune</p> <p>Des points de vente d'intrants sont créés dans la Commune</p> <p>Les paysans Sont formés en technique de maraîchage</p> <p>Les bénéficiaires sont formés aux techniques de fertilisation et de traitement des plantes et mauvaises herbes</p> <p>Un comité de contrôle de passage des éléphants est mis sur pied dans les villages</p>
2	EDUCATION DE BASE	Faciliter l'accès à l'éducation de base	<p>Créer 15 écoles dans les villages</p> <p>Réhabiliter 26 salles de classes dans les écoles</p> <p>Construire 36 salles de classes dans les écoles</p> <p>Doter les établissements de 4500 tables-bancs dans les écoles</p> <p>Affecter 43 enseignants dans les écoles</p> <p>Réaliser 22 points d'eau dans les écoles</p> <p>Réaliser 36 blocs de deux latrines dans les écoles</p> <p>Fabriquer 36 bacs à ordures dans les écoles</p> <p>Clôturer 36 écoles dans les villages</p> <p>Reboiser 36 écoles dans les villages</p> <p>Construire 58 logements des enseignants dans les villages</p>	<p>15 écoles sont créées dans les villages</p> <p>26 salles de classes sont réhabilitées dans les écoles</p> <p>36 salles de classes sont construites dans les écoles</p> <p>Les établissements sont dotés de 4500 tables-bancs dans les écoles</p> <p>43 enseignants sont affectés dans les écoles</p> <p>22 points d'eau sont réalisés dans les écoles</p> <p>36 blocs de deux latrines sont réalisés dans les écoles</p> <p>36 bacs à ordures sont fabriqués dans les écoles</p> <p>36 écoles sont clôturées</p> <p>36 écoles son reboisées</p> <p>58 logements des enseignants sont reboisés</p>
3	ELEVAGE PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE	Faciliter les conditions de production animales et halieutiques	<p>Créer des points de vente de produits vétérinaires</p> <p>Délimiter des zones de pâturage</p> <p>Organiser des campagnes de vaccination du bétail et volaille</p> <p>Affecter des agents zootechniques et vétérinaires</p> <p>Réaliser des puits pastoraux dans les villages</p>	<p>Des points de vente de produits vétérinaires sont créés</p> <p>Des zones de pâturage sont délimitées</p> <p>Des campagnes de vaccination du bétail et volaille sont organisées</p> <p>Des agents zootechniques et vétérinaires sont affectés</p> <p>Des puits pastoraux sont réalisés dans les villages</p>

N°	DOMAINES		MOYENS	FIN
4	SANTE	Faciliter les conditions d'accès aux soins de santé	<p>Créer et construire 04 nouveaux centres de santé dans les localités</p> <p>Affecter le personnel de santé dans les centres de santé opérationnels</p> <p>Construire des bâtiments abritant la maternité et le laboratoire dans les installations sanitaires</p> <p>Equiper les centres de santé en matériels de travail, lits, réfrigérateur, stérilisateur et de dispositif de traitement de déchets.</p> <p>Clôturer et reboiser les centres de santé</p> <p>Construire des latrines dans les centres de santé</p> <p>Réaliser des points d'eau dans les centres de santé</p> <p>Construire des logements pour le personnel de santé</p> <p>Former des Comités de Gestion (COGE) et de Santé (COSA) dans les centres de santé</p> <p>Appuyer les centres de santé en produits pharmaceutiques</p>	<p>04 nouveaux centres de santé sont créés et construits</p> <p>Le personnel de santé est affecté dans les centres de santé opérationnels</p> <p>Des bâtiments abritant la maternité et le laboratoire dans les installations sanitaires sont construits</p> <p>Les centres de santé sont équipés en matériels de travail, lits, réfrigérateur, stérilisateur et de dispositif de traitement de déchets.</p> <p>Les centres de santé sont clôturés et reboisés</p> <p>Des latrines sont construites dans les centres de santé</p> <p>Des points d'eau sont réalisés dans les centres de santé</p> <p>Des logements pour le personnel de santé sont construits</p> <p>Des Comités de Gestion (COGE) et de Santé (COSA) dans les centres de santé sont formés</p> <p>Les centres de santé sont appuyés en produits pharmaceutiques</p>
5	EAU ET ENERGIE	Faciliter les conditions d'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique	<p>Réhabiliter 19 forages en pannes dans les villages</p> <p>Réhabiliter 30 puits à ciel ouverts non fonctionnels dans les villages</p> <p>Réhabiliter 11 puits couverts non fonctionnels dans les villages</p> <p>Réaliser 166 forages dans villages</p> <p>Réaliser 25 puits dans les villages</p> <p>Sensibiliser et former les populations sur les techniques de traitement des eaux</p> <p>Faire une extension du réseau électrique dans l'ensemble des villages</p>	<p>19 forages en pannes sont réhabilités</p> <p>30 puits à ciel ouverts non fonctionnels Sont réhabilités</p> <p>11 puits couverts non fonctionnels sont réhabilités</p> <p>166 forages sont réalisés</p> <p>25 puits sont réalisés</p> <p>Les populations sont sensibilisées et formées sur les techniques de traitement des eaux</p> <p>Une extension du réseau électrique est faite dans l'ensemble des villages</p>
6	TRAVAUX PUBLIC	Faciliter l'accès à une route praticable toute l'année	<p>Aménager les routes praticables en toutes saisons</p> <p>Construire les ouvrages de franchissement sur les pistes</p>	<p>Des routes praticables en toutes saisons sont aménagées</p> <p>Des ouvrages de franchissement sont construits</p>

N°	DOMAINES		MOYENS	FIN
7	COMMERCE	Faciliter les conditions d'accès aux activités génératrices de revenus	Créer des marchés dans les villages afin de permettre les échanges et les rentrées des devises Construire des boutiques, les hangars et les magasins dans les marchés existants Créer des marchés périodiques	Des marchés sont créés dans les villages afin de permettre les échanges et les rentrées des devises Des boutiques, les hangars et les magasins sont construits dans les marchés existants Des marchés périodiques sont créés
8	DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	Faciliter les conditions d'accès aux matériaux de construction de qualité	Elaborer des plans cadastraux pour au profit de l'extension des villages Créer des dépôts de matériaux de construction moderne Vulgariser la construction en matériaux définitifs	Des plans cadastraux pour au profit de l'extension des villages sont élaborés Des dépôts de matériaux de construction moderne sont créés La construction en matériaux définitifs est vulgarisée
9	FORET ET FAUNE	Limiter la destruction de la forêt et de la faune	Entamer une action de reboisement dans les villages Former les pépiniéristes sur la technique de production des plants Créer des forêts communales Affecter des agents des eaux et forêts afin de limiter la coupe abusive du bois et le braconnage.	Une action de reboisement est entamée Les pépiniéristes sont formés sur la technique de production des plants Des forêts communales sont créées Des agents des eaux et forêts sont affectés afin de limiter la coupe abusive du bois et le braconnage
10	JEUNESSE	Faciliter l'accès au loisir	Créer et construire des centres de loisirs jeunes dans les villages Créer et construire un centre multimédia	Des centres de loisirs jeunes sont créés et construits dans les villages Un centre multimédia est créé et construit
11	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	Faciliter l'accès à l'enseignement secondaire de qualité	Créer et construire un C.E.S Construire des salles de classe (au Lycée de Mindif, Modjombodi, Mogom, au CES de Loubour Affecter des enseignants formés (au Mindif, Modjombodi, Mogom, au CES de Loubour Construire blocs de latrines Mindif, Modjombodi, Mogom, au CES de Loubour Clôturer tous les établissements de l'enseignement secondaire de l'espace communal Construire des bibliothèques dans tous les établissements l'enseignement secondaire et les équiper en manuels	Un C.E.S Est créé et construit Des salles de classes sont construites (au Lycée de Mindif, Modjombodi, Mogom, au CES de Loubour Des enseignants formés sont affectés (au Mindif, Modjombodi, Mogom, au CES de Loubour Des blocs de latrines sont construits Mindif, Modjombodi, Mogom, au CES de Loubour Tous les établissements de l'enseignement secondaire de l'espace communal sont clôturés Des bibliothèques sont construits dans tous les établissements l'enseignement secondaire et les équiper en manuels
12	SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	Faciliter l'accès aux infrastructures sportives	Aménager un centre d'encadrement sportif à Mindif Affecter des encadreurs techniques d'éducation physique	Un centre d'encadrement sportif est aménagé à Mindif Des encadreurs techniques d'éducation physique sont affectés

N°	DOMAINES		MOYENS	FIN
			Aménager des aires de jeux Organiser des compétitions sportives Doter les associations sportives du matériel et équipement du sport	Des aires de jeux sont aménagés Des compétitions sportives sont organisés Les associations sportives sont dotées du matériel et équipement du sport
13	TOURISME	Faciliter la promotion du tourisme	Aménager des sites touristiques autour du Pic de Mindif Créer un centre d'accueil à Mindif Sensibiliser les communautés sur la rentabilité du tourisme	Des sites touristiques sont aménagés autour du Pic de Mindif Un centre d'accueil est créé à Mindif Les communautés sont sensibilisés sur la rentabilité du tourisme
14	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Faciliter l'accès à l'emploi et à la formation professionnelle	Créer un centre de formation professionnelle à Mindif Organiser des sessions de formation des jeunes sur les petits métiers Elaborer un répertoire des jeunes en quête d'emploi Nouer des relations avec les services pourvoyeurs d'emploi	Créer un centre de formation professionnelle à Mindif Organiser des sessions de formation des jeunes sur les petits métiers Elaborer un répertoire des jeunes en quête d'emploi Nouer des relations avec les services pourvoyeurs d'emploi
15	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	Faciliter les conditions de la promotion de la femme et de la famille	Organiser les femmes en groupements pour une dynamique opportuniste Développer un plaidoyer en faveur de la femme rurale Sensibiliser les parents contre le mariage précoce Inscrire les filles en âge scolarisable à l'école Créer des centres d'alphabétisation dans les villages	Les femmes sont organisées en groupements pour une dynamique opportuniste Un plaidoyer est développé en faveur de la femme rurale Les parents sont sensibilisés contre le mariage précoce Les filles en âge scolarisable sont inscrites à l'école Des centres d'alphabétisation sont créés dans les villages
16	CULTURE	Améliorer le niveau de la promotion culturelle	Créer des associations culturelles Créer un centre culturel Rétablir un climat d'entente entre les initiés Restaurer les rites et les sacrifices Créer et construire un musée d'art pour la conservation des objets d'art à Mindif	Des associations culturelles sont créées Un centre culturel est créé Un climat d'entente entre les initiés est rétabli Les rites et les sacrifices sont restaurés Un musée d'art pour la conservation des objets d'art est créé à Mindif
17	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	Limiter la destruction du couvert végétal	Installer des poubelles publiques pour lutter contre la pollution Limiter les feux de brousse Former des pépiniéristes sur la production des plants	Des poubelles publiques sont installées pour lutter contre la pollution Les feux de brousse sont limités Des pépiniéristes sont formés sur la production des plants
18	DOMAINE ET AFFAIRES	Faciliter les conditions	Former les citoyens sur la procédure	Les citoyens sont formés sur la procédure

N°	DOMAINES		MOYENS	FIN
	FONCIERES	d'immatriculation des domaines fonciers	d'immatriculation domaniale Mettre en possession des acteurs locaux un manuel de procédure d'immatriculation des domaines	d'immatriculation domaniale Des manuel de procédure sont mis en possession des acteurs locaux un d'immatriculation des domaines
19	TRANSPORT	Faciliter le développement du trafic routier	Inciter les investisseurs à financer le transport public Installer les barrières des pluies sur les axes des gros transporteurs Créer et construire une gare routière à Mindif Respecter les consignes de la prévention routière	Les investisseurs sont incités à financer le transport public Les barrières des pluies sont installées sur les axes des gros transporteurs Une gare routière est créée et construites à Mindif Les consignes de la prévention routière sont respectées
20	AFFAIRE SOCIALE	Faciliter l'assistance des personnes vulnérables	Désigner des agents d'Etat-Civil dans les chefferies de 3 <sup>e</sup> degré Recenser les naissances et produire des actes de naissance aux enfants Prendre en charge les personnes vulnérables et les orphelins Créer un centre de réinsertion sociale à Mindif	Des agents d'Etat-Civil sont désignés dans les chefferies de 3 <sup>e</sup> degré Les naissances sont recensés et des actes de naissance des enfants sont produites Les personnes vulnérables et les orphelins sont pris en charge Un centre de réinsertion sociale est créé à Mindif
21	RECHERCHE SCIENTTIFIQUE ET INNOVAIONS	Faciliter l'accès aux résultats de la recherche	Mener des recherches sur l'amélioration des rendements agricoles et pastoraux Vulgariser la production des semences améliorées Introduire des variétés précoces de semences dans les cultures	Des recherches sur l'amélioration des rendements agricoles et pastoraux sont conduites La technique' de production des semences améliorées est introduite Des variétés précoces de semences dans les cultures sont introduites
22	POSTE ET TELECOMMUNICATION	Faciliter l'accès aux services des postes et télécommunication	Installer une antenne de téléphonie mobile dans les zones non couvertes par le réseau Rapprocher les services des postes des villages	Une antenne de téléphonie mobile est installée dans les zones non couvertes par le réseau les services des postes sont rapprochés des villages
23	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIES SOCIALES ET ARTISANAT	Faciliter la promotion de l'économie sociale et l'artisanat	Organiser des sessions de formation sur la notion d'entreprise Appuyer la création des entreprises au sein de l'espace communal Implanter des moulins dans les villages Renforcer les AGR Organiser les artisans pour une rentabilisation de leurs produits	Des sessions de formation sur la notion d'entreprise sont organisées La création des entreprises est appuyée au sein de l'espace communal Des moulins sont implantés dans les villages Les AGR sont renforcés Les artisans sont organisés pour une rentabilisation de leurs produits

N°	DOMAINES		MOYENS	FIN
24	MINES ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	Faciliter la réalisation d'un prospection minière	Réaliser la prospection autour des villages Explorer les sous-sols de la commune	Une prospection est faite autour des villages Le sous-sol de la commune est exploré
25	AMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE	Faciliter l'accès à la sécurité	Créer des unités locales mobiles du BIR autour des villages Créer des comités de vigilance	Des unités mobiles du BIR sont créées autour des villages Des comités de vigilance sont créés
26	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur	Créer un répertoire des étudiants de la commune Créer un comité de soutien aux étudiants Mettre en place un système de dotation de bourses	Un répertoire des étudiants de la commune est créé Un comité de soutien aux étudiants est mis sur pied Un système de dotation de bourses est mis sur pied
27	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	Faciliter l'accès aux informations relatives au travail et à la sécurité social	Sensibiliser les populations pour souscrire à la CNPS afin de leur garantir une sécurité sociale Assister les pensionnés dans l'obtention de leurs droits	Les populations sont sensibilisés pour souscrire à la CNPS afin de leur garantir une sécurité sociale Les pensionnaires sont assistés dans l'obtention de leurs droits
28	COMMUNICATION	Faciliter l'accès à la communication	Faciliter l'accès aux médias nationaux et internationaux Installer une antenne relais de CRTV Rapprocher les populations des services de presses écrites	L'accès aux médias nationaux et internationaux sont facilité Une antenne relais de CRTV est installée Rapprocher les populations des services de presses écrites

Tableau 20 recherche de solutions

#### 4.1.2.3 Besoins consolidés par composantes

##### A) Besoins de corps de métier

Corps de métiers	Audiences		Difficultés rencontrées	Opportunités	Niveau d'organisation	Besoins/attentes vis-à-vis de la Commune
	concernés	présents				
<b>Call box</b>	11	3	- Insuffisance de moyens - Difficulté d'approvisionnement - Les taxes élevées	Forte consommation du crédit de communication	Aucune organisation	- Subventionner les calls boxeurs - Limiter le coût des impôts
<b>Forgerons</b>	6	2	- Difficulté d'accès à la matière première (fer et charbon de bois) - Impôts libératoires élevés - Difficulté de développer l'activité en entreprise	- Forte demande en outils agricoles et domestiques	Aucune	- Appui en capital pour un approvisionnement en quantité en matière première - Subventionner le forgerons - Construire des ateliers
<b>Moto taximen</b>	34	7	- Tracasserie policière sur l'axe Mindif-Maroua - Mauvais état des routes - Manque de pont - Incompréhension entre propriétaires et moto-taximen - Conflit entre moto-taximen et la SETRACOCAM	Flux Maroua-Mindif assez important	Une association des motos taximen	- Subventionner l'association des moto-taximen - Limiter les tracasseries policières - Entretien des routes - Construire les ponts
<b>potiers</b>	15	3	Difficulté d'accès à l'eau	Présence de l'argile de bonne qualité	Aucune	- Relancer l'activité touristique - Faciliter l'accès à l'eau
<b>Menuisiers</b>	13	3	- Non consommation des produits de la menuiserie - Difficulté d'accéder à la matière première - Difficulté d'accéder aux machines de scierie et de fabrication des pièces - Insuffisance de formation - Manque de capital	La Commune se développe Les demandes augmentent progressivement La proximité de Maroua	Aucune	- Demande d'appui en création d'une menuiserie communale - Formation en utilisation des différentes machineries - Dotation d'un fonds de roulement
<b>Charpentiers</b>	7	2	Difficulté d'accès à la formation sur les nouvelles techniques qui se développent Les gens sont mauvais payeurs Insuffisance d'organisation	Les villages se développent Les gens veulent se doter d'une maison en toiture de tôle	Aucun	- Appui en formation - Organisation des charpentiers
<b>Peintre</b>	5	1	- Manque de formation - Peu de demande en peinture	Les gens s'intéressent peu à la peinture		- Création de l'atelier - Lancer un programme de formation

Corps de métiers	Audiences		Difficultés rencontrées	Opportunités	Niveau d'organisation	Besoins/attentes vis-à-vis de la Commune
	concernés	présents				
			- Manque d'atelier			
<b>Tailleurs</b>	8	3	- Manque des machines à coudre et à broderie - Manque d'atelier proprement dite - Faible revenus financiers	Forte croissance démographique Forte demande vestimentaire	2 GIC des tailleurs 1 GIE des tailleurs	- Appui par la Commune pour la réalisation d'un grand atelier de couture - Dotation en machine à coudre - Dotation en machine pour la broderie
<b>Tisserant</b>	15	2	- Manque d'atelier - Difficulté d'écouler les produits	Présence de matière première	02 GIC des tisserands	- Construction d'un atelier - Subventionner les Tisserant
<b>Vendeurs de charbon</b>	8	3	- Tracasserie des contrôleurs de prix - Manque de bénéfice - Difficulté de faire entrer le carburants - Enclavement en saison de pluies	- Bonne relation avec les consommateurs	Aucune	- Facilité l'entrée de charbon - Limité les tracasseries - Subventionner les vendeurs de charbon - Désenclaver la ville
<b>Vendeurs de mil</b>	15	5	- Insuffisance de moyen financier - Manque de hangar - Manque de soutien	Présence du mil sur place	Aucune	- Donner des crédits - Construire des hangars
<b>Vendeuses de poissons</b>	23	5	- Insuffisance de moyen financier - Difficulté de s'approvisionner - Manque de hangar	Demande en poissons sur le marché local	Aucune	- Subventionner les vendeuses - Construire des hangars
<b>Bouchers</b>	12	3	- Manque de hangar - Abattoir non aménagé - Insuffisant de moyen financier	- Forte demande en viande - Approvisionnement en animaux sur le marché local	Aucune	- Construire des hangars - Aménager l'abattoir - Subventionner les bouchés
<b>Vendeuses de BIL</b>	26	6	- Manque d'eau - Insuffisance de moyens - Trop de consommation à crédit	Présence de consommateurs	Aucune	Faciliter l'accès à l'eau potable
<b>Grilleurs de viande</b>	7	2	- Manque de fonds de roulement - Cherté des animaux - Manque d'un hangar - Difficulté d'accès aux animaux de bonne qualité	Les jours des marchés sont destinés aux bonnes affaires	Aucune	Appui en construction d'un hangar Dotation en crédit
<b>Vendeurs ambulants</b>	9	1	- Tracasserie des agents de la commune - Faible consommation des articles Manque de moyens pour acheter de	Pas d'opportunités	Aucune	

Corps de métiers	Audiences		Difficultés rencontrées	Opportunités	Niveau d'organisation	Besoins/attentes vis-à-vis de la Commune
	concernés	présents				
			nouveaux articles			
Boutiquier	9	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible consommation des ménages</li> <li>- Insuffisance de capitaux pour diversifier les activités</li> <li>- Tracasserie douanière</li> </ul>	Le villages augmente et se développe	Aucune	Appui en crédit et en fonds de roulement

Tableau 21 : Besoins consolidés des corps de métiers

### B) Besoins et attente des couches vulnérables

Couche vulnérable	Audiences		Activités pratiquées	Opportunités	Niveau d'organisation	Besoins/attentes vis-à-vis de la Commune	Relation avec la Mairie	Difficultés rencontrées
	concernés	présents						
- Enfants de la rue	32	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Domestiques</li> <li>- Aide boucher</li> <li>- Nettoyage du marché</li> <li>- Aide vendeuses des beignets</li> </ul>	- Les parents existent	-Aucune	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en charge Scolarisation</li> <li>- Apprentissage d'un métier</li> </ul>	- Insuffisance d'assistance	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté d'accès à la nourriture</li> <li>- Santé,</li> <li>- Assistance,</li> <li>- Protection des droits de l'enfant</li> </ul>
- Handicapés moteurs	- 8	- 5	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucune pour certains</li> <li>- Elèves</li> <li>- Vendeurs en petits étalages</li> <li>- Mendiant</li> </ul>	- Aucun	- Rien	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en charge des handicapés</li> <li>-</li> </ul>	- Insuffisance d'assistance	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Marginalisation</li> <li>-</li> </ul>
Aveugles	- 5	- 1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tissage des corde</li> <li>- Mandicité</li> </ul>	-	-	-	-	-
- Personnes âgées	20	-4	- Aucune	- Aucun	- Rien	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en charge des vieux</li> <li>- Aide à la subsistance</li> </ul>	Délaissement	- Difficulté à s'assumer
- Les veuves	- 43	- 10	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vente des produits de consommation</li> <li>- Fabrication du Bil</li> <li>- Vente des beignets</li> </ul>	- Elles disposent de la force et peuvent mener une activité avec un peu d'appui	- Aucune	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui dans les activités génératrices de revenus</li> </ul>	- Pas de relation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Trop d'enfants en charge</li> <li>- Assumer la charge de la famille</li> <li>- Scolariser les enfants</li> </ul>

Tableau 22 : Besoins consolidés des couches vulnérables

### C) Besoin en point d'eau

Village	Population (a)	FONCTIONNEMENT DU POINT D'EAU EXISTANT										NOUVEAUX BESOINS HYDRAULIQUES			
		Type de point d'eau	Coordonnées géographiques de l'ouvrage			Etat de l'ouvrage	Exploitation de l'ouvrage	Si panne, cause	Quantité d'eau suffisante	Qualité de l'eau	Entretien et réparation	Nouveaux points d'eau (vi)			
		(i)	X	Y	Z	(ii)	(iii)		(O/N)	(iv)	(v)	Forage	Puits	Source	Autres
BEMBEL	2311	F	14.45278°	10.41964°	389	B	EX	0	O	C		7	4		
		F	14.43393°	10.41018°	394	B	EX	0	O	C					
DIR YALLAGARE	1488	P	14.45827°	10.33347°	422	B	EX	0	O	C		9	4		
DJANGAL	1583	F	14.29594°	10.44871°	406	B	EX	0	O	C		11	5		
		P	14.29990°	10.44899°	412	B	EX	0	N	T					
DJAPAÏ GARRE	3805	F	14.33328°	10.42893°	413	B	EX	0	O	C		9	3		
		F	14.33340°	10.42749°	405	B	EX	0	O	C					
		F	14.32986°	10.32986°	404	B	EX	0	O	C					
		F	14.32171°	10.43993°	407	B	EX	0	O	C					
		Mare	14.32311°	10.44349°	395	R	AS	NA	O	C	1				
DJOUTA WANDE	9167	P	14.28415°	10.41145°	414	R	EX	0	N	L	1	7	3		
			14.28693°	10.43970°	411	B	EX	0	N	L					
DOYANG GARRE	2239	F	14.47486°	10.29586°	403	B	EX	0	O	C		8	4		
			14.47923°	10.29153°	407	B	EX	0	O	C					
			14.47943°	10.29090°	410	R	AB	BE	O	C	1				
		P	14.48186°	10.29434°	404	B	EX	0	N	C					
HOPPO	1966	F	14.34735°	10.38888°	404	B	EX	0	O	C		9	5		
		F	14.34716°	10.38977°	426	B	EX	0	O	C					
		F	14.35764°	10.42048°	398	B	EX	0	O	C					
		F	14.34891°	10.38545	406	E	AB	BE	O	C					
		F	14.34857°	10.38212°	402	B	EX	0	O	C					
		F	14.35046°	10.37843°	403	R	AB	BE	O	C	1				

Village	Population (a)	FONCTIONNEMENT DU POINT D'EAU EXISTANT										NOUVEAUX BESOINS HYDRAULIQUES			
		Type de point d'eau	Coordonnées géographiques de l'ouvrage			Etat de l'ouvrage	Exploitation de l'ouvrage	Si panne, cause	Quantité d'eau suffisante	Qualité de l'eau	Entretien et réparation	Nouveaux points d'eau (vi)			
		(i)	X	Y	Z	(ii)	(iii)		(O/N)	(iv)	(v)	Forage	Puits	Source	Autres
		P	14.34709°	10.37974°	376	R	EX	0	N	L	1				
		P	14.34707°	10.39050°	410	R	EX	0	N	C	1				
<b>LOUBBOUR GARRE</b>	2177	F	14.34735°	10.38888°	404	B	EX	0	O	C					
		F	14.34716°	10.38977°	426	B	EX	0	O	C					
		F	14.35764°	10.42048°	398	B	EX	0	O	C					
		F	14.34891°	10.38545	406	E	AB	NA	N	C		10	3		
		F	14.34857°	10.38212°	402	B	EX	0	O	C					
		F	14.35046°	10.37843°	403	R	AB	BE	N	C	1				
		P	14.43939°	10.54619°	385	R	EX	0	O	T	1				
<b>MATFAI GARRE</b>	2708	F	14.39048°	10.4825°	388	E	EX	0	O	T					
		F	14.39128°	10.48333°	397	B	EX	0	O	C					
		F	14.39293°	10.47425°	391	B	EX	0	O	C					
		P	14.39017°	10.47922°	389	R	EX	0	N	C	1	6	6		
		P	14.39165°	10.48174°	388	B	EX	0	O	C					
		P	14.39167°	10.48220°	390	R	EX	0	N	L	1				
		P	14.390.16°	10.47922°	383	R	EX	0	O	T	1				
<b>MEMEYEL</b>	5155	F	14.40352°	10.50000°	382	B	EX	0	O	C					
			14.40198°	10.49909°	385	B	EX	0	O	C					
		P	14.40324°	10.50073°	377	R	EX	0	N	C	1	8	5		
			14.39510°	10.47685°	383	R	EX	0	N	C	1				
<b>MINDIF</b>	9167	F	14.44447°	10.39900°	373	B	EX	0	O	C					
			14.44360°	10.39309°	382	B	EX	0	O	C		8	3		
			14.44623°	10.39452°		B	EX	0	O	C					

Village	Population (a)	FONCTIONNEMENT DU POINT D'EAU EXISTANT										NOUVEAUX BESOINS HYDRAULIQUES			
		Type de point d'eau	Coordonnées géographiques de l'ouvrage			Etat de l'ouvrage	Exploitation de l'ouvrage	Si panne, cause	Quantité d'eau suffisante	Qualité de l'eau	Entretien et réparation	Nouveaux points d'eau (vi)			
		(i)	X	Y	Z	(ii)	(iii)		(O/N)	(iv)	(v)	Forage	Puits	Source	Autres
			14.44341°	10.39126°	396	E	AB	NA	N	C					
			14.42950°	10.39897°	410	B	EX	0	O	C					
		P	14.43495°	10.40015°	398	E	AB	NA	N	C					
			14.44074°	10.39437°	386	E	AB	NA	N	C					
			14.44363°	10.39307°	383	B	EX	0	N	L					
			14.44537°	10.40292°	389	E	AB	EN	N	C					
			14.28624°	10.44177°	409	E	AB	EN	N	C					
			14.43836°	10.40214°	402	E	AB	EN	N	C					
			16.34627°	13.42566°	364	B	EX	0	O	C					
			14.43109°	10.39522°	395	E	AB	NA	N	C					
<b>MODJOMBODI</b>	1989	F	14.40294°	10.31394°	464	B	EX	0	O	C					
			14.40023°	10.31565°	422	B	EX	0	C	C					
			14.40202°	10.31411°	416	B	EX	0	O	C					
			14.42299°	10.32253°	418	B	EX	0	O	C					
			14.42350°	10.32271°	407	B	EX	0	O	C					
		P	14.39984°	10.31049°	419	R	EX	N	N	C	1				
			14.39901°	10.31428°	429	B	EX	0	N	C					
<b>MOGOM GARRE</b>	8771	F	14.41067°	10.50435°	376	B	EX	0	O	C					
			14.42190°	10.51355°	383	E	AB	EN	N	C					
			14.42708°	10.51579°	383	R	AB	EN	N	C	1				
			14.42318°	10.51513°	381	R	AB	EN	N	C	1				
			14.43176°	10.53055°	381	B	EX	0	O	C					
			14.42905°	10.52986°	379	B	EX	0	O	C					
			14.42531°	10.51734	378	B	EX	0	O	C					

Village	Population (a)	FONCTIONNEMENT DU POINT D'EAU EXISTANT										NOUVEAUX BESOINS HYDRAULIQUES			
		Type de point d'eau	Coordonnées géographiques de l'ouvrage			Etat de l'ouvrage	Exploitation de l'ouvrage	Si panne, cause	Quantité d'eau suffisante	Qualité de l'eau	Entretien et réparation	Nouveaux points d'eau (vi)			
		(i)	X	Y	Z	(ii)	(iii)		(O/N)	(iv)	(v)	Forage	Puits	Source	Autres
			14.41197°	10.51142°	388	B	EX	0	O	C					
		P	14.42590°	10.51616°	371	B	EX	0	O	C					
			14.42320°	10.51517°	387	B	EX	0	O	C					
			14.42312°	10.51528°	369	R	EX	0	N	C	1				
			14.42729°	10.51672°	383	B	EX	N	O	C					
<b>NGARAWO</b>	2177	F	14.51775°	10.44100°	368	R		0	O	C	1	5	2		
<b>OURO BOUNNE</b>	1354	P	14.44209°	10.54548°	382	B	EX	0	L	C					
			14.44108°	10.54593°	383	R	EX	N	O	C	1	6	7		
			14.44150°	10.54589°	384	B	EX	N	O	C					
<b>PARI</b>	1611	P	14.52075°	10.45482°	347	B	EX	0	O	C		3			
<b>SOULKADOU</b>	2203	F	14.33642°	10.47467°	405	B	EX	0	O	C					
			14.36975°	10.48049°	396	R	AB	0	O	C	1				
			14.33586°	10.47457°	401	B	EX	0	O	C					
			14.33365°	10.47690°	401	B	EX	0	O	C		9	5		
			14.33306°	10.48124°	403	B	EX	0	O	C					
			14.32275°	10.48319°	404	B	EX	0	O	C					
			14.33608°	10.47480°	421	B	EX	0	O	C					
<b>TONDEO</b>	2332	F	14.37001°	10.47937°	397	B	EX	0	O	C		8	3		
			14.39559°	10.30962°	427	B	EX	0	O	C					
<b>TOUMDOUROM</b>	2771	F	14.42808°	10.52385°	380	R	AB	0	O	C	1	8	8		
<b>YAKANG GARRE</b>	2708	F	14.28459°	10.41200°		B	EX	0	O	C					
			14.28990°	10.42974°	415	B	EX	0	O	C		9	3		
			14.28900°	10.42895°	415	B	EX	0	O	C					

Village	Population (a)	FONCTIONNEMENT DU POINT D'EAU EXISTANT										NOUVEAUX BESOINS HYDRAULIQUES								
		Type de point d'eau	Coordonnées géographiques de l'ouvrage			Etat de l'ouvrage	Exploitation de l'ouvrage	Si panne, cause	Quantité d'eau suffisante	Qualité de l'eau	Entretien et réparation	Nouveaux points d'eau (vi)								
		(i)	X	Y	Z	(ii)	(iii)		(O/N)	(iv)	(v)	Forage	Puits	Source	Autres					
			14.29000	10.42772°	408	B	EX	0	O	C										
	<b>0</b>															<b>21</b>	<b>155</b>	<b>83</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Tableau 23 : Besoins en points d'eau

#### D) Besoin en en santé

Village	Population (a)	CENTRE EXISTANT																							BES OIN DE NOU VEAU CENTRE							
		Informations générales sur le Centre				Besoin en personnel						Besoins en infrastructures		Besoins en équipement du centre					Besoin en aménagement					Gestion du Centre								
		Statut du centre	Coordonnées géographiques de l'ouvrage			Médic in	ID E	IB	AS	Mat rone	Co mis	Réah abilit ation	No uv eau bat iment	Lit	Labo	Mate rité	Pha rma cie	Réf rigé rate ur	Poi nt d'eau	Lat rine	Rebo isement	Clôt ure	Dispo siti f de trait ement déc het	Log em ent mé dec in		For mation Co mit é de ges tion	Form ation Comit é de santé					
			(i)	X	Y																							Z	(ii)			
DJAPAI GARRE	3 805	CSI	14.32179°	10.43797°	413	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
DJOUTA WANDE	9 167	CSI	14.28634°	10.44176°	414	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
DOYANG GARRE	2 239	CSI	14.47460°	10.29224°	407	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
GARWA	1 989	CSI	14.45555°	10.36769°	339	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
LOUBBOUR GARRE	2 177	CSI	14.35150°	10.43776°	404	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
MATFAI GARRE	2 708	CSI	14.39112°	10.48287°	388	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
MINDIF	9 167	CSI	14.44191°	10.40342°	403	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
		HÔPITAL	14.44086°	10.39534°	386	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	

Village	Population (a)	CENTRE EXISTANT																							BES OIN DE NOUVEAU CENTRE												
		Informations générales sur le Centre				Besoin en personnel						Besoins en infrastructures		Besoins en équipement du centre					Besoin en aménagement					Gestion du Centre													
		Statut du centre	Coordonnées géographiques de l'ouvrage			Médecin	ID E	IB	AS	Matron e	Comis	Réhabilitation	Nouveaux bâtiment	Lit	Labo	Maternité	Pharmacie	Réfrigérateur	Point d'eau	Latrine	Reboisement	Clôture	Dispositif de traitement des déchets	Logement médecin		Formation Comité de gestion	Formation Comité de santé										
			(i)	X	Y																							Z	(ii)						(ii)		(ii)
MODJOMBODI	1 989	CSI	14.39901°	10.31287°	425	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
MOGOMGARRE	8 771	CSI	14.42601°	10.51789°	379	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
NGARAWO	2 177	CSI	14.52055°	10.45483°	362	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
YAKANGGARRE	2 708	CSI	14.29065°	10.43098°	409	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
<b>0</b>						<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>									<b>1</b>		

Tableau 24 : Besoins en infrastructures sanitaires

E) Besoin en infrastructure sociale

Village	Population (a)	INFRASTRUCTURE EXISTANTE																						BESOIN D'UNE NOUVELLE INFRASTRUCTURE		
		Coordonnées géographiques de l'ouvrage			Type d'infrastructures					Besoins en bâtiment et en Equipement du centre								Besoins en aménagement								
					Foyer communautaire	Centre promotion de la femme	Centre Sociale	Centre multifonctionnel	Autres	Nombre de bâtiment	Réhabilitation	Machines à coudre	Mobiliers	Lits	Ordinateurs	Photocopieuse	Autres	Point d'eau	Lati-ne	Reboisement	Clôture	Dispositif de traitement déchets	Electrication		Aire de jeux	
		X	Y	Z						(i)								(i)							(ii)	
BEMBEL	2 311	14.47981°	10.44479°	376	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
DIR YALLAGARE	1 488				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
DJANGAL	1 583	14.29982°	10.44899°	410	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
DJAPAI GARRE	2 311	14.33332°	10.42874°	397	0	0	0	1	0	2	0	30	0	0	5	3	0	1	1	1	1	1	1	1	1	0
DJOUTA WANDE	2 398	14.28634°	10.44176°	414	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
DOYANG GARRE	2 239	14.48207°	10.29378°	406	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
GARWA	3 161	14.45555°	10.36769°	339	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
HOPPO	1 966	14.34731°	10.38085°	405	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
LOUBBOUR GARRE	3 636	14.35150°	10.43776°	404	0	0	0	1	0	2	0	30	30	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1	0
MATFAI GARRE	2 290	15.02813°	10.00603°	350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
MEMEYEL	5 155	14.40436°	10.50111°	379	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
MENDEO GARRE	3 805	14.44273°	10.33744°	401	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
MINDIF	9 167	14.43495°	10.40015°	398	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
MINDIF	0	14.43495°	10.40015°	398	0	0	0	1	0	2	0	0	30	0	5	3	0	1	1	1	1	1	1	1	1	
MINDIF	0	14.43495°	10.40015°	398	0	0	1	0	0	2	0	30	30	40	5	3	0	1	1	1	1	1	1	1	1	
MINDIF	0	14.43495°	10.40015°	398	0	1	0	0	0	2	0	20	30	0	5	3	0	1	1	1	1	1	1	1	1	

Village	Population (a)	INFRASTRUCTURE EXISTANTE																						BESOIN D'UNE NOUVELLE INFRASTRUCTURE	
		Coordonnées géographiques de l'ouvrage			Type d'infrastructures					Besoins en bâtiment et en Equipement du centre								Besoins en aménagement							
					Foyer communautaire	Centre promotion de la femme	Centre Sociale	Centre multifonctionnel	Autres	Nombre de bâtiment	Réhabilitation	Machines à coudre	Mobiliers	Lits	Ordinateurs	Photocopieuse	Autres	Point d'eau	Laiterie	Reboisement	Clôture	Dispositif de traitement des déchets	Électrification		Aire de jeux
		X	Y	Z	(i)								(i)						(ii)						
MINDIF	0	14.43495°	10.40015°	398	1	0	0	0	0	2	0	0	30	0	5	3	0	1	1	1	1	1	1	1	0
MODJOMBODI	1 989	14.39782°	10.31074°	423	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MOGOM GARRE	8 771	14.42591°	10.51621°	369	0	0	0	1	0	2	0	30	30	0	5	3	0	1	1	1	1	1	1	1	0
NGARAWO	2 177	14.51775°	10.43968°	370	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OURO BOUNNE	1 354	14.43859°	10.54435°	379	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PARI	1 611	14.47936°	10.44686°	375	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOULKADOU	2 203	14.33592°	10.47458°	454	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TONDEO	2 332	14.36999°	10.47968°	393	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOUMDOUROM	2 771	14.42691°	10.51772°	374	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
YAKANG GARRE	2 708	14.28901°	10.42884°	417	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<b>67 426</b>				<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>4</b>		<b>14</b>	<b>0</b>	<b>140</b>		<b>40</b>	<b>30</b>	<b>18</b>		<b>7</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>0</b>

Tableau 25: Besoins en infrastructures sociales

F) Besoins infrastructures marchandes

Village	Population (a)	EQUIPEMENT EXISTANT																							BES OIN DE NOU VEL EQUIPEMENT		
		Coordonnées géographiques de l'ouvrage			Type d'infrastructures								Besoins sur l'équipement							Besoins en aménagement							
					Maga sin	March é / compl exe comm erciale	Gar e routi ère	Parc à bétail	Abb atoir	Pé pini ère	Autr es	Réha bilitati on	Co mpt oir	Bo utiq ue	Ha nga r	Bo uch erie	Poi sso nerie	Ch am bre froi de	Autr es	P oi nt d' e a u	Latr ine	Dis pos itif de trait em ent déc het	Reboi sement	Ele ctrif icité		Ram pes d'acc ès pour handi capés	B ur e a u
		X	Y	Z	(i)								(i)							(i)							(ii)
DJAPAI GARRE	2 311	14.32184°	10.44095°	409	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0	1	
LOUBBO UR GARRE	3 636	14.36484°	10.44640°	398	0	1	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0	1	
MATFAI GARRE	2 290	14.39087°	10.48273°	403	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0	1	
	0	14.38975°	10.48664°	314	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	2	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0	1	
	0	14.39094°	10.48138°	401	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1		1	1	0	1	
	0	14.39985°	10.39985°	386	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1		1	1	0	1	
MINDIF	9 167	14.45129°	10.39561°	381	0		0	0	1	0	0	0	0	8	4	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0	1	
	0	14.44181°	10.40336°	388	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0	1	
MOGOM GARRE	8 771	14.42617°	10.51622°	389	0	1	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0	1	
	<b>26 175</b>				<b>1</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	

Tableau 26: Besoins en infrastructures marchandes

## G) Besoin en électricité

Village	Population (a)	REHABILITATION ET ENTRETIEN DE L'OUVRAGE						BESOINS NOUVEAUX					
		Transformateurs à réhabiliter	Groupes à réhabiliter	Poteaux à remplacer	Longueur moyenne tension à remplacer	Longueur basse tension à remplacer	Nombre de branchements à réaliser	Transformateurs	Groupes électrogènes	Poteaux	Moyenne tension	Basse tension	Autres
		(i)			(en km)	(en km)		(i)			(en km)	(en km)	
DJANGAL	1583	0	0	6	11	0	12	0	0	6	13	0	0
DJAPAÏ GARRE	2311	0	0	4	8	0	11	0	0	4	11	0	0
LOUBBOUR GARRE	3636			12	13	0	21	0	0	12	21	0	0
MATFAI GARRE	2290	0	0	15	21	0	14	0	0	15	28	0	0
MINDIF	10689	0	0	17	22	0	9	0	0	17	16	0	0
MOGOM GARRE	8771	0	0	13	13	0	31	0	0	13	11	0	0
SOULKADOU	1051	0	0	6	9	0	8	0	0	6	14	0	0
YAKANG GARRE	2306	0	0	10	7	0	11	0	0	10	14	0	0
	<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>83</b>	104	<b>0</b>	<b>117</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>83</b>	<b>128</b>	<b>0</b>	

Tableau 27: Besoins en électricités

H) Besoin en route

Village	Population (a)	REHABILITATION				POINTS CRITIQUES			
		Longueur de route à réhabiliter	Nature des travaux	Coordonnées caractéristiques		Nature	Travaux à effectuer	Coordonnées caractéristiques	
		(en km)	Rechargement et nivelage	X	Y			X	Y
<b>DJANGAL</b>	1583	25	Rechargement et nivelage	14.29614°	10.44880°	0	0	0	0
<b>MATFAI GARRE</b>	2290	14	Rechargement et nivelage	14.39091°	10.48276°	0	0	0	0
<b>MINDIF</b>	10689	25	Rechargement et nivelage	14.43710°	10.40079°	0	0	0	0
<b>MODJOMBODI</b>	1887	15	Rechargement et nivelage	14.41057°	10.31835°	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>16449</b>	<b>79</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

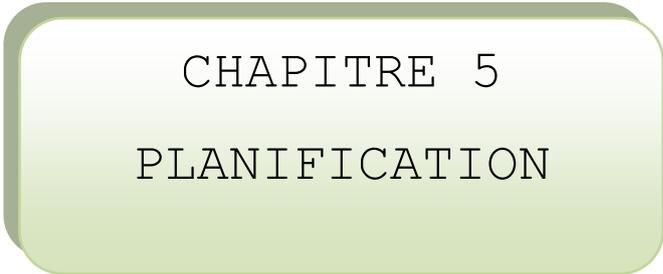
Tableau 28 Besoins routiers

## I) BESOINS EN INFRASTRUCTURES EDUCATIVES

Village	ECOLE EXISTANTE																		BESOIN D'UNE NOUVELLE ECOLE	
	Statut école	Coordonnées géographiques			Effectifs et besoins			Salles de classe, équipement et besoins					Besoins en aménagements							
	(i)	X	Y	Z	Elèves	Enseignants	Besoins en enseignants	Nombre de salle	Table-bancs	Réhabilitation salle	Construction	Besoins en table-bancs	point d'eau	latrines	Bac à ordures	reboisement	cloture	logt. Enst.		autres
						(ii)	(iii)		(iv)	(ii)	(v)	(vi)							(vii)	
BEMBEL	PUB	14.47963°	10.44481°	417	315	5	0	3	51	2	2	107	1	1	1	1	1	1		
DIR YALLAGARE	PUB	14.45836°	10.33338°	392	421	5	2	5	100	3	2	111	1	1	1	1	1	1		
DJANGAL	PUB	14.30519°	10.44852°	397	443	6	1	4	74	2	3	148	1	1	1	1	1	1		
DJAPAI GARRE	PUB	14.32259°	10.43320°	392	465	5	3	5	89	3	3	144	1	1	1	1	1	1		
	PUB	14.32245°	10.43315°	402	453	5	3	4	0	4	4	227	1	1	1	1	1	1		
DOYANG GARRE	PUB	14.48110°	10.29405°	405	483	4	4	4	0	3	4	242	1	1	1	1	1	1		
	PUB	14.47499°	10.29586°	403	483	4	4	4	180	3	4	62	1	1	1	1	1	1		
GARWA	PUB	14.57403°	10.43631°	364	333	6	0	4	150	3	2	17	1	1	1	1	1	1		
	PUB	14.51651°	10.43912°	375	335	6	0	0	32	0	6	136	1	1	1	1	1	1		
HOPPO	PUB	14.34518°	10.39291°	410	343	6	0	4	90	2	2	82	1	1	1	1	1	1		
	PUB	14.35044°	10.37835°	406	327	2	3	6	43	2	-1	121	1	1	1	1	1	1		
LOUBBOUR GARRE	PUB	14.35244°	10.43769°	397	323	4	1	4	59	3	1	103	1	1	1	1	1	1		
MATFAI GARRE	PUB	14.39131°	10.48333°	389	471	3	5	2	0	2	6	236	1	1	1	1	1	1		
MEMEYEL	PUB	14.40352°	10.50000°	382	339	4	2	4	112	2	2	58	1	1	1	1	1	1		
MENDEO GARRE	PUB	14.44164°	10.33674°	390	211	0	4		0	0	4	106	1	1	1	1	1	1		

MINDIF	PUB	14.43503°	10.39838 °	395	17	1	-1	1	30	0	-1	-22	1	1	1	1	1	1			
	PUB	14.44326°	10.40159 °	377	396	4	3	6	357	4	1	-159	1	1	1	1	1	1			
	PUB	14.44389°	10.39949 °	365	6	3	-3	1	48	0	-1	-45	1	1	1	1	1	1			
	PUB	16.34627°	13.42566 °	364	500	6	2	6	25	3	2	225	1	1	1	1	1	1			
	PUB	14.44537°	10.40292 °	389	821	10	4	14	60	10	0	351	1	1	1	1	1	1			
MODJOMBODI	PUB	14.47251°	10.29142 °	404	339	4	2	6	134	4	0	36	1	1	1	1	1	1			
	PUB	14.40283°	10.31395 °	432	262	3	1	4	88	2	0	43	1	1	1	1	1	1			
	PUB	14.40082°	10.31507 °	425	68	1	0	2	67	2	-1	-33	1	1	1	1	1	1			
MOGOM GARRE	PUB	14.41196°	10.51143 °	389	482	8	0	8	1	5	0	240	1	1	1	1	1	1			
	PUB	14.41197°	10.51149 °	389	434	6	1	6	0	4	1	217	1	1	1	1	1	1			
NGARAWO	1,2,3	14.51775°	10.43945 °	352	433	6	1	6	1	4	1	216	1	1	1	1	1	1			
OURO BOUNNE	PUB	14.42529°	10.51737 °	380	358	3	3	3	9	2	3	170	1	1	1	1	1	1			
PARI	PUB	14.51701°	10.	364	62	2	-1	2	8	1	-1	23	1	1	1	1	1	1			
	PUB	14.60447°	10.40451 °	369	500	4	4	4	26	4	4	224	1	1	1	1	1	1			
SOULKADOU	PUB	14.34398°	10.47632 °	406	258	5	-1	4	0	4	0	129	1	1	1	1	1	1			
TONDEO	PUB	14.36953°	10.47910 °	395	328	0	5	3	0	3	2	164	1	1	1	1	1	1			
YAKANG GARRE	PUB	14.28902°	10.42880 °	414	500	4	4	4	26	4	4	224	1	1	1	1	1	1			
<b>TOTAL</b>					<b>1150</b>	<b>9</b>	<b>135</b>	<b>57</b>	<b>133</b>	<b>1860</b>	<b>90</b>	<b>59</b>	<b>3895</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Tableau 29 Besoins en infrastructures éducatives



CHAPITRE 5  
PLANIFICATION

## **5 PLANIFICATION STRATEGIQUE**

### **5.1 VISION ET OBJECTIFS DU PCD**

Lors du Diagnostic au niveau village et de l'espace urbain communal, les actions identifiées par secteur ont été classées par ordre de priorités. Les trois actions prioritaires qui reviennent toujours sont dans l'ordre de priorité celles liées à l'eau et à l'énergie, à l'éducation de base et la santé.

Ainsi, La Commune a bâti sa vision autour d'un idéal de l'amélioration optimale des conditions de travail de l'éducation de base, d'accès à l'eau potable et à l'électricité pour tous et du rapprochement des populations des formations sanitaires performantes d'ici 2035.

Pour se faire, elle se fixe un certains nombre d'objectifs spécifiques à savoir :

- Amener les acteurs locaux à une prise en charge de leur propre développement
- Améliorer les conditions d'accès à l'eau potable
- Réduire le taux de contamination des maladies hydriques
- Améliorer les conditions d'accès à l'énergie électrique
- Familiariser les populations locales à une gestion durable des infrastructures sociales
- Améliorer les structures sanitaires
- Créer et construire de nouveaux CSI
- Améliorer le fonctionnement des structures sanitaires
- Améliorer l'environnement des structures de santé
- Améliorer les infrastructures et le cadre des Etablissement scolaires
- Augmenter le nombre des infrastructures scolaires
- Améliorer le fonctionnement des établissements scolaires
- Contribuer à une pérennisation de tous les investissements

## **5.2 L'économie locale**

C'est une économie traditionnelle. Sa force provient essentiellement de petites exploitations agricoles, d'élevage, de transformation (extraction des huiles végétales et brassage de la bière locale), l'artisanat et des échanges. L'agriculture procure les 50% des revenus des ménages. L'élevage concerne près de 25%. Les activités de transformation et les échanges se taillent 25%.

Situation de référence

### **Secteur primaire**

Le secteur primaire concerne particulièrement les activités productives notamment :

- l'agriculture qui assure la production des céréales qui constituent l'aliment de base, du coton qui est destiné à l'exportation et des légumineuses qui sont souvent vendues sur les marchés externes ou transformées sur place
- L'élevage concerne ici la volaille, le petit bétail et le bovin. La production locale est souvent écoulee au niveau des marchés du centre urbain de Maroua.
- Les activités de transformation (brassage et extraction d'huile) et de l'artisanat (Tissage, vannage, fabrication d'outils...) permettent à une partie de la population de tirer sa subsistance.

Ces activités procurent des revenus substantiels aux populations locales. L'accroissement des moyens de production pourrait générer une plus value importante.

### **Le secteur secondaire**

La commune de MIndif est demeurée essentiellement rural. Le développement industriel est inexistant. Par conséquent, les populations locales ne tirent pas encore leur revenu de ce domaine.

### **Le secteur tertiaire**

Du fait de l'urbanisation, les demandes en service augmentent considérablement. On peut remarquer l'apparition de nouveaux métiers à savoir, le secrétariat bureautique, les calls box, le commerce sous toutes ses formes, qui, reste également un domaine qui occupe près de 25% de la population active. Cette dernière activité ouvre la commune aux produits venant des marchés alentour et de ceux des pays voisins (Nigeria, Tchad plus particulièrement). Il se développe de plus en plus de nouvelles activités ouvertes vers le mode salarial. Il s'agit des manœuvres, d'ouvriers qui opèrent dans les chantiers, les exploitations agricoles...

## Possibilité de création d'emploi et de richesse

Les différents secteurs autour desquelles peuvent se créer l'emploi et la richesse au point d'assurer le développement d'une économie locale

Secteur	Potentialités	Axes stratégiques	Activités Génératrices de revenus possibles	Emploi probable
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité de terre cultivable</li> <li>- Disponibilité de la main d'œuvre</li> <li>- Possibilité d'accéder au crédit</li> <li>- Disponibilité des intrants</li> <li>- Disponibilité des semences améliorées (IRAD)</li> <li>- Voie d'accès permettant l'évacuation de la production</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mis sur pied des exploitations agricole</li> <li>- Mise sur pied de petites unités de transformation des produits agricoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Production agricole</li> <li>- Vente des produits agricoles (vente sur les marchés internes et externes)</li> <li>- Transformation des produits agricoles</li> <li>- Stockage des denrées agricoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Producteurs agricoles</li> <li>- Ouvriers agricoles</li> <li>- Transporteurs des produits agricoles</li> </ul>
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des pâturages</li> <li>- Disponibilité des compléments pour petits bétail et gros ruminants</li> <li>- Disponibilité des agents vétérinaires</li> <li>- Disponibilités des produits de santé animale</li> <li>- Existence de marchés pour bétail</li> <li>- Disponibilité de banque</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création des exploitations pour l'engraissement du petit bétail et des bovins</li> <li>- Création des exploitations de production des poulets et des œufs</li> <li>- Création des entreprises de production de viande (de mouton, chèvres, bœuf et du porc)</li> <li>- Production de lait de vache</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Embouches bovines et du petits bétail</li> <li>- Production de viande</li> <li>- Vente du bétail</li> <li>- Vente des poulets</li> <li>- Vente de lait</li> <li>- Vente des aliments à bétail</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Producteur de viande</li> <li>- Producteur lait</li> <li>- Vendeur du bétail</li> <li>- Vendeur d'aliment à bétail</li> <li>- Exportateur de petit bétail et du porc</li> <li>- Producteur des œufs</li> <li>- Vendeurs de la volaille</li> </ul>
Transport	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence d'un trafic entre Mindif et Maroua et Mindif et Kaélé</li> <li>- Existence de trafic entre Mindif et Salak</li> <li>- Existence de trafic entre Mindif et Dargala</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exploitation des véhicules (bus) de transport</li> <li>- Valorisation des motos taxi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Transport des marchandises</li> <li>- Transport des passagers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chauffeur de camion et bus</li> <li>- Moto taximen</li> </ul>
Tourisme	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présence de la dent de Mindif</li> <li>- Existence d'un artisanat</li> <li>- Cadre naturel favorable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement d'activité touristique</li> <li>- Entamer une campagne promotionnelle de Mindif comme direction touristique</li> <li>- Entamer une campagne promotionnelle des produits artisanaux de Mindif</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer des cadres d'accueil</li> <li>- Créer des stands de vente de produits artisanaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Guide touristique</li> <li>- Vendeur des produits artisanaux</li> <li>- Restaurateurs /restauratrices</li> </ul>
Mies et Développement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence de carrières de sables,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vente de matériaux de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Concassage de pierre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ouvrier</li> </ul>

Secteur	Potentialités	Axes stratégiques	Activités Génératrices de revenus possibles	Emploi probable
industriel	<ul style="list-style-type: none"> <li>graviers et de terres</li> <li>- Forte demande en matériaux de construction</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>construction</li> <li>- Transport de matériaux de construction</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Remplissage des camions de sable de terre et de gravier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Concasseur de pierre</li> </ul>
Petites et moyennes entreprises, économie locale et artisanat	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consommation de service (secrétariat, photocopieur, moto taxi)</li> <li>- Consommation des produits des restaurants</li> <li>- Consommation des produits de transformation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création d'entreprise de secrétariat bureautique</li> <li>- Création de réseau de distribution de crédits de téléphone</li> <li>- Création des lieux de restauration et de boisson</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Secrétariat public</li> <li>- Call-Box</li> <li>- Restauration</li> <li>- Brassage de boisson</li> <li>- G*grillade de viande</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Secrétaire publique</li> <li>- Call-boxeur</li> <li>- Restaurateur</li> <li>- Vendeur de boissons</li> <li>- Vendeuse de Boissons locales</li> </ul>
Culture	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diversité culturelle</li> <li>- Richesse artistique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation des groupes de danses</li> <li>- Création d'un groupe de danse équestre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion des groupes de danse</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promoteur des groupes de danse</li> </ul>
Développement urbain et habitat	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diversité des matériaux de construction</li> <li>- Une technique traditionnelle de construction</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création des entreprises de productions de matériaux locaux</li> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vente des matériaux locaux</li> <li>- Formation des techniques de construction des édifices traditionnelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ramasseurs de matériaux</li> <li>- Transporteurs</li> <li>- Agent de fabrication de matériaux de construction</li> <li>- Transporteurs</li> <li>- Vendeurs de briques</li> </ul>

*Tableau 30 Possibilité de création de richesses*

## 5.3 CADRES LOGIQUES PAR SECTEUR

### 1. CADRE LOGIQUE

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
<b>Commune</b>								
<b>Problèmes : Difficultés d'améliorer la performance de la Commune</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la Compétitivité de la Commune</b>								
Améliorer les compétences des chefs de services en management du personnel	1. La compétence des chefs de services en management sont améliorées	Les chefs de services ont reçu au moins une formation en management du personnel	Former les chefs de services de la Commune sur le management du personnel	La Commune	FEICOM, PADDL, PNDP, CEFAM	5000 000	Commune	PADDL, CEFAM, FEICOM
Améliorer la qualité du matériel informatique	2. La qualité des équipements informatiques de la commune est améliorée	La commune s'est équipée au moins de deux ordinateurs complets	Equiper les services du matériel informatique	La Commune	FEICOM, PADDL, PNDP	3 500 000	Commune	PADDL, CEFAM, FEICOM
Améliorer la compétence des cadres communaux en informatique	3. Les agents communaux ont amélioré leur compétence en informatique	Les agents communaux ont reçu au moins une formation en informatique	1.3. Organiser une formation en informatique	La Commune	FEICOM, PADDL, PNDP	5000 000	Commune	PADDL, CEFAM, FEICOM
Améliorer la connaissance des cadres communaux en code de gestion et de la nouvelle comptabilité,	4. Les agents communaux améliorent leur compétence en code de gestion et en la nouvelle comptabilité	Les agents communaux ont reçu au moins une formation en code de gestion et en la nouvelle comptabilité	2.1 Formation sur le code de gestion, la nouvelle comptabilité,	La Commune	FEICOM, PADDL, PNDP	5000 000	Commune	PADDL, CEFAM, FEICOM
Améliorer la capacité des acteurs communaux en mobilisation des recettes	5. Des capacités des acteurs communaux sont renforcées en vue d'améliorer les recettes	Les acteurs communaux ont reçu au moins une formation en vue d'améliorer leur compétence en mobilisation des recettes	2.2 Formation sur le code de gestion, la nouvelle comptabilité,	La Commune	FEICOM, PADDL, PNDP	5000 000	Commune	PADDL, CEFAM, FEICOM
Développer les compétences de la	6. Les compétences de la	La commune a noué au moins 05 nouvelles	Appuyer la commune dans la recherche des partenaires, en valorisant les différents atouts dont elle dispose.	La Commune	FEICOM, PADDL, PNDP	5000 000	Commune	PADDL, CEFAM, FEICOM

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
Commune en recherche de partenariat	Commune en matière de recherche de partenariat sont renforcées	relations						
Améliorer la capacité de la Commune en tenue des documents de gestion de son patrimoine	7. Les capacités des agents communaux en matière de la tenue des documents de la gestion du patrimoine sont renforcées	Les agents communaux ont reçu au moins 02 formations sur la tenue des documents de gestion du patrimoine communal	Apporter un appui à la commune dans la tenue des documents de gestion du patrimoine Communal	La Commune	FEICOM, PADDL, PNDP	500 000	Commune	PADDL, CEFAM, FEICOM
Améliorer les locaux de la Commune	8. Les locaux de la commune sont étendus et construits	Au moins deux nouveaux bureaux sont construits	. Etendre et construire les locaux de la commune	La Commune	FEICOM, PADDL, PNDP	25 000 000	Commune	PADDL, CEFAM, FEICOM
Améliorer la gestion des relations de la commune	9. La commune entretient une bonne relation avec les différentes institutions partenaires et les communes voisines	-Des projets intercommunaux sont mis en œuvre et exécutés -Des relations avec des différentes institutions sont formalisées	- La réhabilitation de la piste Mindif-Maroua	La Commune	Commune de Maroua 1 <sup>er</sup>	50 000 000	Commune	Commune de Maroua 1 <sup>er</sup>
			- La réhabilitation de la piste Mindif-Kaélé	La Commune	Commune de Kaélé	70 000 000	Commune	Commune de Kaélé
			- La réhabilitation de la route Maroua-Salak	La Commune	Commune de Maroua 1 <sup>er</sup>	30 000 000	Commune	Commune de Maroua 1 <sup>er</sup>
			- La participation aux activités de CVUC	La Commune	Bureau exécutif CVUC		Commune	
<b>TOTAL 1</b>						<b>208 500 000</b>		
<b>SECTEUR : Eaux et énergies</b>								
<b>Problème : Difficulté d'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
1. Améliorer les conditions d'accès à l'eau potable et réduire le taux de contamination	1. Le Nombre de Forage a augmenté	166 forages sont réalisés dans les villages et dans l'espace communal	1.1. Réaliser 166 forages dont (07) à Bembel, (03) à Dir Yallagaré, (11) à Djangal (01) à Djapaï Garré, (14) à Djouta Wandé, (25) à Mindif, (02) à Ngarawo, (01) à Ouro Bounné, (02) à Toundouroum, (08) à Paris, (05) à Maoudine, (07) à Ngarwa, (21) à Doyang, (11) à Mendéo, (07) à Yakang, (12) à Loubour, (21) à Modjombodi, (28) à Mogom, (19) à Matfaï	Commune	Délégation MINEE, PDR	1 328 000 000	Commune	BIP, PDR

Objectifs spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
des maladies hydriques	2. Le Nombre de Puits a augmenté	19 puits sont réalisés dans les villages et l'espace communal	2.1 Réaliser 20 puits à ciel ouvert dont (01) à Bembel, (02) à Dir Yallagaré, (01) à Djangal, (01) à Djapaï Garré, (02) à Loubour Garré, (05) à Mindif, (02) à Ngarawo, (02) à Soulkandou, (01) à Toundouroum, (02) à Yakang Garré	Commune	Délégation MINEE, PDR	120 000 000	Commune	BIP, PDR
	3. Les forages en panne sont restaurés	21 forages en panne sont restaurés	3.1. Restaurer 21 forages dont (01) à Djapaï Garré, (01) à Djouta Wandé, (01) à Doyang Garré, (03) à Hoppo, (02) à Loubour, (03) Matfaï Garré, (02) à Méméyel, (01) à Modjombodi, (03) à Mogom Garré, (01) à Ngarawo, (01) à Ouro Bounné, (01) à Soulkandou, (01) à Toundouroum	Commune	Délégation MINEE, PDR	21 000 000	Commune	BIP, PDR
2. Améliorer les conditions d'accès à l'énergie électrique	4. Des villages de la Communes sont reliés au réseau de distribution de l'AES-SONEL	Le Réseau électrique est étendu dans au moins 03 villages de la Commune	4.1. Etendre le réseau AES-SONEL dans 4 villages	Commune	Délégation MINEE, PDR	720 000	Commune	BIP, PDR
TOTAL 2						<b>2 189 000 000</b>		
<b>SECTEUR : santé publique</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Améliorer les structures sanitaires	Les centres de santé sont restaurés	Les aménagements sont visibles	1.1. Rénover les centres de santé de Matfaï, Mindif, Modjombodi, Mogom, Ngarawo, Yakang, Doyang Garré, Djappaï Garré, menew et Loubour	Commune	District de Santé	50 000 000	Commune	BIP, PNDP, FEICOM
Créer et construire de nouveaux CSI	De nouveau centre de santé sont créés et construits	Les CSI sont fonctionnels	Créer et construire des centres de santé à Ngariwa et à Hardéo Gadjé	Commune	District de Santé	40 000 000	Commune	BIP, PNDP, FEICOM
Améliorer le fonctionnement des structures sanitaires	Du personnel soignant est affecté dans les CSI	La taille du personnel a augmenté	2.1 Affecter du personnel de santé à dont 8 Infirmiers diplômés d'Etat et 08 infirmiers brevetés à Matfaï, Mindif, Modjombodi, Mogom, Ngarawo, Yakang, Doyang Garré, Loubour, Mendew et Djappaï Garré 08 Infirmiers brevetés à Matfaï, Mindif,	Commune	District de Santé		Commune	BIP, PNDP, FEICOM

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
			Modjombodi, Mogom, Ngarawo, Yakang, Doyang Garré, Djappaï Garré, Mendew et Loubour					
	Les CSI sont équipés en matériels médicaux et acquièrent des dotations en médicaments	La qualité de service amélioré	2.2 Doter du matériel médical (Frigo, chaîne de froid, microscopes) les CSI Matfai, Mindif, Modjombodi, Mogom, Ngarawo, Yakang, Doyang Garré, Djappaï Garré, Menew et Loubour	Commune	District de Santé	18 000 000	Commune	BIP, PNDP, FEICOM
.1. Equiper les CSI en lits Matfai (10 lits), Mindif(10 lits), Modjombodi (10 lits), Mogom (10 lits), Ngarawo(10 lits), Yakang(10 lits), Doyang Garré (10 lits), Djappaï Garré(10 lits), Mendew10lits) et Loubour (10 lits)			Commune	District de Santé	5 000 000	Commune	BIP, PNDP, FEICOM	
2.4. Former les Comités de Gestion et les comités de santé des CSI de Matfai, Mindif, Modjombodi, Mogom, Ngarawo, Yakang, Doyang Garré Djappaï Garré, Menew, Loubour, e Dir de Ngouma et de Gagadjé			Commune	District de Santé	20 000 000			
4.2. <b>Equiper les CSI</b> de Matfai, Mindif, Modjombodi, Mogom, Ngarawo, Yakang, Doyang Garré, Djappaï Garré, menew et Loubour <b>d'une moto tout terrain</b>			Commune	District de Santé	15 000 000	Commune	BIP, PNDP, FEICOM	
Améliorer l'environnement des structures de santé	Les centres de santé sont clôturés et reboisés	La prestation de service du CSI est améliorée	3.1. Clôturés les centres de santés de Matfai, Mindif, Modjombodi, Mogom, Ngarawo, Yakang, Doyang Garré, Djappaï Garré, Menew et Loubour	Commune	District de Santé	100 000 000	Commune	BIP, PNDP, FEICOM
			3.2. Reboiser les CSI de Matfai, Mindif, Modjombodi, Mogom, Ngarawo, Yakang, Doyang Garré, Djappaï Garré, Menew et Loubour	Commune	District de Santé	5 000 000	Commune	BIP, PNDP, FEICOM
TOTAL 3						<b>253 000 000</b>		
<b>SECTEUR : Education de base</b>								
<b>PPROBLEME : Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité</b>								
<b>OBJECTIF GLOBAL : Améliorer les conditions de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Améliorer les infrastructures et le cadre des Etablissements scolaires	Les établissements scolaires sont clôturés	Le nombre d'établissements scolaires clôturés	Clôturer (18) établissements primaires de l'espace communal	Commune	IAEB	180 000 000	Commune	BIP, PNDP, FEICOM
Augmenter	Les salles	Le Nombre	Construire 52 salles de classes à Yakang	Commune	IAEB	468 000 000	Commune	BIP, PNDP, FEICOM

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
le nombre des infrastructures scolaires	de classes sont construites	de salles de classes construites	(04), Bembel (02) Djangal (03), Djapay (03), Doyang (04), Ngarwa (02), Loubour (03), Matfay (02), Mindif (02), Modjobodi (01), Pari (03 et 07), Soulandou (08), Toundouroum (04)					
	Les latrines sont construites	Le nombre de latrines construites	Construire des latrines dans (18) établissements primaires	Commune	IAEB	52 000 000	Commune	BIP, PNDP, FEICOM
Améliorer le fonctionnement des établissements scolaires	Les enseignants sont affectés	Le nombre des enseignants	Affecter les enseignants dans le établissements Bembel (02), Djangal (03), Djapay (03), Doyang garré (04 ), Ngarwa (02), Loubour (03), Matfay (02), Mindif (02), Modjobodi (01),Pari (03 à l(07 ) Soulkandou (08), Toundouroum (04)	Commune	IAEB		Commune	BIP, PNDP, FEICOM
	Les établissements scolaires sont équipés de manuels didactiques	Le nombre de manuels obtenus	Doter (18) établissements scolaires primaires de la logistique de l'enseignement	Commune	IAEB	18 000 000	Commune	BIP, PNDP, FEICOM
	Les établissements scolaires sont reboisés	Le nombre des établissements scolaires reboisés	Reboiser (18) établissements primaires de l'espace communal	Commune	IAEB	9 000 000	Commune	BIP, PNDP, FEICOM, MINFOF
TOTAL4						718 900 000		
<b>SECTEUR : Enseignement secondaire</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire de qualité</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Améliorer les infrastructures	R1 : Les établissements	Le nombre d'établissements	Clôturer (05) établissements secondaires de l'espace communal	Commune	Les Chefs	150 000 000	Commune	BIP,

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
et le cadre des Etablissement secondaires	nts secondaires sont clôturés	ts scolaires clôturés			d'établissement secondaire			PNDP, PDR
	R2 : Les établissements secondaires sont reboisés	Le nombre des établissements scolaires reboisés	Reboiser (05) établissements secondaires de l'espace communal	Commune	Les Chefs d'établissement secondaire	2 500 000	Commune	BIP, PNDP, PDR
Augmenter le nombre des infrastructures scolaires	R3 : Les salles de classes sont construites	Le Nombre de salles de classes construites	Construire 20 salles de classes dont au CES de Doyang (02) au Lycée de Mindif (07), Lycée de Mogom (04), CES de Djapay (03) au CES de Modjobodi (04),	Commune	Les Chefs d'établissement secondaire	47 500 000	Commune	BIP, PNDP, PDR
	R4 : Les latrines sont construites	Le nombre de latrines construites	Construire des latrines dans (05) établissements secondaires	Commune	Les Chefs d'établissement secondaire	5 000 000	Commune	BIP, PNDP, PDR
Améliorer le fonctionnement des établissements secondaires	Le Nombre d'établissement	Arrêté de création	Créer un CETIC à Mindif	Commune	Les Chefs d'établissement secondaire	0	Commune	BIP, PNDP, PDR
	R5.2 Les enseignants sont affectés	Le nombre des enseignants	Affecter 48 enseignants dans les établissements CES de Doyang (08) au Lycée de Mindif (16), Lycée de Mogom (11), CES de Djapay (08) au CES de Modjobodi (08),	Commune	Les Chefs d'établissement secondaire	0	Commune	BIP, PNDP, PDR
			Doter (05) établissements scolaires secondaires de la logistique de l'enseignement	Commune	Les Chefs d'établissement secondaire	2 000 000	Commune	BIP, PNDP, PDR
TOTAL 5						207 000 000		
<b>SECTEUR : Enseignement supérieur</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté d'accès à l'enseignement supérieur</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Identifier les étudiants au sein de l'espace communal	un répertoire des étudiants de la commune est élaboré	Les étudiants de l'espace communal sont connus	Créer un répertoire des étudiants de la commune	Commune	Elites	2 000 000	Commune	Comité de développement
Appuyer la formation	un système de dotation	Organier un système de	Créer un comité de soutien aux étudiants	Commune	Elites	1 000 000	Commune	Comité de développe

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
universitaire des étudiants	de bourses et d'appui aux étudiants est mis en place	mobilisation des ressources pouvant soutenir les étudiants	Mettre en place un système de dotation de bourses	Commune	Elites	50 000 000	Commune	Comité de développement
	un mini cité à l'Université de Maroua est construit	Un mini cité est construit	Construire un mini cité à l'Université de Maroua	Commune	Elites	30 000 000	Commune	Comité de développement
<b>TOTAL 6</b>						<b>83 000 000</b>		
<b>SECTEUR : Agriculture</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté d'améliorer le rendement agricole</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Améliorer les conditions de production agricole	Des points de vente d'intrants agricoles sont créés dans les villages ayant un fort potentiel agricole	50% paysans accèdent aux intrants à proximité	Créer (07) centres de distribution et de vente d'intrants agricoles à à Mindif, à Mogom, Mafay, Djapay, Maoudine, Doyang et Modjombodi	Commune	Délégué de l'Agriculture	70 000 000	Commune	MINADER, SODECOTON, BIP
			Créer (07) points de vente des attelages en agriculture à Mindif, à Mogom, Mafay, Djapay, Maoudine, Doyang et Modjombodi	Commune	Délégué de l'Agriculture	35 000 000	Commune	MINADER, SODECOTON, BIP
	Les paysans sont formés en technique de production de semences et de fertilisation	80% des paysans ont acquis de nouvelles techniques en fertilisation et en production de semences	Former les producteurs sur les techniques de fertilisation dans tous les villages de a Commune	Commune	Délégué de l'Agriculture	3 000 000	Commune	MINADER, SODECOTON, BIP
			Former les groupements agriculteurs sur la technique de production des semences sélectionnées de Mindif, de Ouro Bounné, de Loubour, de Djapay, de Ngarwa, de Pari et de Bembel	Commune	Délégué de l'Agriculture	3 000 000	Commune	MINADER, SODECOTON, BIP
Améliorer les conditions de commercialisation des produits agricoles	R.3 Une filière maraîchère est organisée afin d'écouler les produits aux meilleurs prix	80% des maraîchers adhèrent à cette organisation	Organiser les filières maraîchères pour produire et écouler leur production aux meilleurs prix	Commune	Délégué de l'Agriculture	5 000 000	Commune	MINADER, SODECOTON, BIP
	R.4 Un cadre de gestion des conflits mis en place dans	Un cadre de gestion de conflits agropastoraux est opérationnel	Créer un cadre de gestion des conflits agropastoraux au sein de l'espace communal	Commune	Délégué de l'Agriculture	2 000 000	Commune	MINADER, SODECOTON, BIP
<b>TOTAL 7</b>						<b>118 000 000</b>		

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
<b>SECTEUR : Promotion de la femme et de la famille</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté d'assurer l'autopromotion de la femme et de la famille</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Favoriser l'émancipation	R.1 Un centre de promotion de la femme est créé	80% des femmes atteignent leur émancipation	Créer et construire un centre de promotion de la femme à Mindif			70 000 000		
			Développer un plaidoyer au profit de l'insertion sociale de la femme au sein des villages de Mindif, Dir Yillagaré, Modjombodi, Ngariwa, Hoppo, Loubour, Djapay, Sirotoré, Matfay, Tondéo, Soulandou, Mogom, Ouro Bounné, Doyang, Bembel, Memeyel, Toundouroum et Yakang	Commune	Délégué de la Promotion de la femme et de la famille	10 500 000	Commune	BIP
			Appuyer le réseau des associations des femmes de l'Arrondissement de Mindif à la sensibilisation contre le mariage précoce	Commune	Délégué de la Promotion de la femme et de la famille	50 000 000	Commune	BIP
Appuyer l'accès à l'autonomie des femmes	R.2 Appuyer les AGR	Les femmes mènent des activités rentables	Octroyer un crédit en (07) moulins aux groupes de femmes de Mogom, Ouro Bounné, Matfay, Mindif, Dir, Modjombodi, Hoppo	Commune	Délégué de la Promotion de la femme et de la famille	3 000 000	Commune	BIP
			Doter les groupes de femmes du crédit pour le financement des activités génératrices de revenus (Yanang, Toundouroum, Soukandou, Tondéo, Méméyel, Bembel, Djapay, Loubour, Ngariwa, Sirotoré, Doyang	Commune	Délégué de la Promotion de la femme et de la famille	3 000 000	Commune	BIP
<b>TOTAL 8</b>						<b>146 500 000</b>		
<b>SECTEUR AFFAIRES SOCIALES</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté d'assurer une prise en charge sociale</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Identifier les personnes vulnérables	Un répertoire des personnes vulnérables est élaboré chaque année	Un répertoire des personnes vulnérables est élaboré	Elaborer un répertoire des personnes vulnérables chaque année	Commune	Délégué des Affaires sociales	3 000 000	Commune	BIP
Apporter une assistance aux personnes vulnérables	un centre social est créé et construit à Mindif	80% des personnes vulnérables identifiées ont reçu un appui	Créer et construire un centre social à Mindif	Commune	Délégué des Affaires sociales	65 000 000	Commune	BIP
	une aide financière annuelle est apportée aux invalides	80% des personnes vulnérables identifiées ont reçu un appui	Apporter une aide financière annuelle aux invalides et vulnérables	Commune	Délégué des Affaires sociales	50 000 000	Commune	BIP

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
TOTAL 9						118 000 000		
<b>SECTEUR : Domaine et Affaires foncières</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté d'accès à une immatriculation de la propriété</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Former et informer les communautés des villages sur le procédé d'immatriculation des domaines foncières	Les communautés des villages sont formées et informées sur le procédé d'immatriculation des domaines foncières	Les membres des différentes communautés sont informés sur les procédés d'immatriculation des domaines	Former et informer les communautés des villages sur le procédé d'immatriculation des domaines foncières	Commune	DDAF	2 500 000	Commune	BIP
Mettre en possession des acteurs locaux un manuel de procédure d'immatriculation des domaines	Des acteurs locaux ont en leur possession un manuel de procédure d'immatriculation des domaines	Les acteurs locaux maîtrisent le contenu du manuel de procédure d'immatriculation	Mettre en possession des acteurs locaux un manuel de procédure d'immatriculation des domaines	Commune	DDAF	3 000 000	Commune	BIP
TOTAL 10						5 500 000		
<b>SECTEUR : Travaux publics</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté de désenclaver les villages de la Commune</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Aménager les tronçons de pistes	R.1 Des tronçons de pistes sont aménagés	Les pistes sont praticables toutes les saisons	Aménager le tronçon de pistes reliant : - Mindif à Gagadjé, - Mindif, Djapay, Loubour et Yakang - Soulkandou à la piste Mindif-Loubour Mindif-Kaélé et Modjombodi	Commune	Délégué des travaux publics	500 000 000	Commune	BIP
Aménager les ouvrages de franchissement	R.2 Des ouvrages de franchissements sont aménagés	Les pistes sont praticables toutes les saisons	Installer les ouvrages de franchissement sur les pistes reliant : - Mindif à Gagadjé, - Mindif, Djapay, Loubour et Yakang - Soulkandou à la piste Mindif-Loubour La piste Mindif-Kaélé et Modjombodi	Commune	Délégué des travaux publics	150 000 000	Commune	BIP
TOTAL 11						650 000 000		
<b>SECTEUR : Culture</b>								
<b>PROBLEME : Perte des valeurs culturelles</b>								

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Redynamiser des activités culturelles	R.1 Des comités culturels auprès des différents groupes ethniques sont mis en place	Un comité culturel dynamique opérationnel est mis sur pied	Mettre en place des comités culturels auprès des différents groupes ethniques	Commune	Délégué de la Culture	5 000 000	Commune	BIP
	R.2 Un calendrier de fêtes traditionnelles retenues par les différentes communautés est élaboré	Les différentes fêtes traditionnelles sont répertoriées	Elaborer un calendrier de fêtes traditionnelles retenues par les différentes communautés	Commune	Délégué de la Culture	3 000 000	Commune	BIP
Valoriser toute la richesse culturelle	R.3 le musée est alimenté par des expositions des ouvrages artistiques des différentes ethnies	Le contenu du musée représente tous les groupes ethniques	Alimenter le musée par des expositions des ouvrages artistiques des différentes ethnies	Commune	Délégué de la Culture	5 000 000	Commune	BIP
			Relancer les activités sportives traditionnelles	Commune	Délégué de la Culture	3 000 000	Commune	BIP
TOTAL 12						16 000 000		
<b>SECTEUR : Elevages pêches et industries animales</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté d'améliorer la production animale et halieutique</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Améliorer les conditions de production animales	R1. Des points d'eau pastoraux sont réalisés	Les conditions d'abreuvement des animaux ont améliorées	Réaliser des points d'eau pastoraux dont (1) à Djapay, (01) à Yakang, (01) à Loubour, (01) à Mogom, (01) à Mindif, (01) à Modjombodi, (01) à Doyang	Commune	DDMINEPIA	42 000 000	Commune	PDR, BIP
	R2. Les espaces pastoraux et les pistes à bétail sont bornés	Les conflits agropastoraux sont réduits	Borner les espaces pastoraux et les pistes à bétail dans les villages de Mogom, Matfay, Mindif, Djapay, Loubour, Yakang	Commune	DDMINEPIA	5 000 000	Commune	PDR, BIP
	R3. Des pharmacies vétérinaires sont créées et	La santé animale est améliorée	Créer des pharmacies zootechniques à Modjombodi, Mogom, Soukandou, Mindif	Commune	DDMINEPIA	40 000 000	Commune	PDR, BIP

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
	construites							
	R4. Du personnel d'encadrement en zootechnie est affecté	Les conditions d'encadrement des éleveurs sont améliorées	Affecter du personnel d'encadrement en zootechnie à Mogom, Modjombodi, Doyang, et Loubour	Commune	DDMINEPIA	0	Commune	PDR, BIP
Améliorer les conditions de commercialisation des produits d'élevage	R5. Les éleveurs de l'espace communal sont organisés	Les conditions d'accès aux aliments pour bétail sont améliorées	Organiser les éleveurs de l'espace communal en groupement pour un achat des aliments pour bétail groupés	Commune	DDMINEPIA	3 000 000	Commune	PDR, BIP
	Améliorer les conditions de vente de produits animaux	Les conditions d'abattage et de vente des produits animaux sont améliorées	Construire un abattoir moderne à Mindif	Commune	DDMINEPIA	19 000 000	Commune	PDR, BIP
TOTAL 13						<b>109 000 000</b>		
<b>SECTEUR : Développement Urbain et habitat</b>								
<b>Problème difficulté de vulgariser l'habitat moderne</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Elaborer un plan sommaire d'urbanisme (PSU) pour les différents villages de plus de 2000 âmes	Un plan d'urbanisation pour les différents villages de la commune est élaboré	Un plan cadastral respectant les normes est élaboré	Elaborer un plan sommaire d'urbanisme (PSU) pour les différents villages de plus de 2000 âmes	Commune	DDDUH	8 000 000	Commune	BIP
Vulgariser le style de l'habitat moderne dans les différents villages de la Commune à travers la	Le style de l'habitat moderne est vulgarisé dans les différents villages de la	De l'habitat moderne est visible dans l'espace communal	Vulgariser le style de l'habitat moderne dans les différents villages de la Commune à travers la réalisation d'un projet pilote	Commune	DDDUH	40 000 000	Commune	DDDUH

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
réalisation d'un projet pilote	Commune							
<b>TOTAL 14</b>						48 000 000		
<b>SECTEUR : Environnement et protection de la nature</b>								
<b>Problème : Difficulté de préserver l'environnement</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Mettre en œuvre des actions en vue de protéger l'environnement	les communautés des différents villages sont sensibilisées sur les menaces qui minent la destruction de l'environnement	Les communautés sont sensibles sur les questions environnementales	Sensibiliser les communautés des différents villages sur les menaces qui minent la destruction de l'environnement	Commune	DDEPN	3 000 000	Commune	BIP
Restaurer les espaces environnements dégradés	les membres des différentes communautés sont formés sur les gestes simples qui agissent pour une préservation de l'environnement	Les membres des différentes communautés sont formés sur les gestes simples pour une préservation de l'environnement	Former les membres des différentes communautés sur les gestes simples qui agissent pour une préservation de l'environnement	Commune	DDEPN	5 000 000	Commune	BIP
	Des actions de restauration de l'environnement sont mises en place	L'environnement est restauré	Mettre en place des actions de restauration de l'environnement	Commune	DDEPN	10 000 000	Commune	BIP
<b>TOTAL 15</b>						18 000 000		
<b>SECTEUR : Forêts et faunes</b>								
<b>Problème : Difficulté de préserver la biodiversité</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
Entamer une action de reboisement des espaces dégradés et de la protection des espèces menacées	R1. les pépiniéristes sont formés sur la technique de production des plants	Les pépiniéristes maîtrisent la technique de production des plants	Former les pépiniéristes sur la technique de production des plants	Commune	DDFOF	5 000 000	Commune	BIP
	R2. une action de reboisement est entamée dans les villages	La population des espèces végétales a augmenté au sein de l'espace communal	Entamer une action de reboisement dans les villages	Commune	DDFOF	5 000 000		
	R3. des forêts communales sont créées	La population des espèces végétales a augmenté au sein de l'espace communal	Créer des forêts communales	Commune	DDFOF	10 000 000	Commune	BIP
	R4. le personnel des gardes forestier est renforcé afin de limiter la coupe abusive de bois et le braconnage.	Le nombre d'agent a augmenté	Renforcer le personnel des gardes forestier afin de limiter la coupe abusive de bois et le braconnage.	Commune	DDFOF		Commune	BIP
Impliquer les communautés locales	R.5 Créer au sein de l'espace	Une réserve est délimitée au sein de	Créer au sein de l'espace communal une réserve pour la sauvegarde des espèces fauniques	Commune	DDFOF	50 000 000	Commune	BIP

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
dans la gestion durable des ressources forestières et fauniques	communal une réserve pour la sauvegarde des espèces fauniques	l'espace communal						
TOTAL 16						70 000 000		
<b>SECTEUR : Administration territoriale, Décentralisation et maintien de l'ordre</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté de maîtriser l'insécurité</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Renforcer la sécurité au sein de l'espace communal	R1. la sécurité est renforcée au sein de l'espace communal	Le nombre des agents de sécurité a augmenté au sein de l'espace communal	Renforcer la sécurité au sein de l'espace communal			0		
Créer des comités de vigilance	R2. Des comités de vigilance sont créés	Les populations assurent leur sécurité dans les villages	Créer des comités de vigilance			0		
TOTAL 17						0		
<b>SECTEUR : Jeunesse</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté de créer des cadres favorable à l'épanouissement des jeunes</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Créer un cadre d'émancipation des jeunes	un foyer des jeunes est créé et construit	Un cadre ou les jeunes se retrouvent pour s'épanouir est construit et équipé d'une fanfare et d'un orchestre musical, des appareils de sonorisation et un vidéoprojecteur	Créer, construire et équiper un foyer des jeunes	Commune	MINJEUNE	25 000 000	Commune	BIP
Créer un	un centre	Les jeunes	Créer et construire un centre multimédia	Commune	MINJEUNE	30 000 000	Commune	BIP

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
cadre d'apprentissage des jeunes	multimédia est créé et construit	accèdent aux différentes technologies de l'information et de la communication	Créer et construire es centres d'alphabétisation	Commune	MINJEUNE	15 000 000	Commune	BIP
TOTAL 18						70 000 000		
<b>SECTEUR : Sport et éducation physique</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté de pratiquer du sport</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Créer et construire des centres sportifs de haut niveau	un complexe sportif est aménagé au sein de la Commune à Mindif	Les infrastructures sportives ont augmentées au sein de l'espace communal	Créer et construire un complexe sportif au sein de la Commune à Mindif	Commune	DDSEP	160 000 000	Commune	BIP
	des cadres d'éducation physique sont affectés dans l'espace communal à Mindif	Le nombre de formateurs en éducation physique et sportive a augmenté	Affecter des cadres d'EPS dans l'espace communal à Mindif	Commune	DDSEP	0	Commune	BIP
Organiser les jeunes pour mieux apprendre les disciplines sportives	des compétitions sportives sont organisées	Le nombre des compétitions sportives on augmenté	Organiser des compétitions sportives	Commune	DDSEP	5 000 000	Commune	BIP
	Doter les organisations sportives du matériel du sport	Les organisations sportives ont reçu du matériel	Doter les organisations sportives du matériel du sport	Commune	DDSEP	20 000 000	Commune	BIP

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
TOTAL 19						185 000 000		
<b>SECTEUR : Transport</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté de circuler sur les pistes</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Organiser les services du transport	trois bus sont achetés pour assurer la liaison Mindif-Maroua et Mindif-Kaélé	Les contraintes liées au transport ont diminuées	Acheter trois bus pour assurer la liaison Mindif-Maroua et Mindif-Kaélé	Commune	DDTRANSPORT	60 000 000	Commune	BIP, FEICOM
Développer le trafic au sein de l'espace communal	la liaison entre le chef lieu de la Commune et les villages périphériques est assurée	Les villages satellites se rapprochent du centre urbain	Assurer la liaison entre le chef lieu de la Commune et les villages périphériques	Commune	DDTRANSPORT	0	Commune	BIP, FEICOM
			Construire une gare routière	Commune	DDTRANSPORT	70 000 000	Commune	BIP, FEICOM
TOTAL20						130 000 000		
<b>SECTEUR : Emploi et formation professionnelle</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté d'accès à une formation professionnelle</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Améliorer les conditions d'accès à l'emploi	Des sessions de formation des jeunes sur les petits métiers sont organisées	Les jeunes ont appris un métier	Organiser des sessions de formation des jeunes sur les petits métiers	Commune	DDEFP	10 000 000	Commune	BIP
Favoriser l'insertion des jeunes à la vie active	Un répertoire des jeunes en quête d'emploi est élaboré	Une liste des jeunes sans emploi est disponible	Créer un répertoire des jeunes en quête d'emploi	Commune	DDEFP	2 000 000	Commune	BIP
			Nouer des relations avec les services pourvoyeurs d'emploi	Commune	DDEFP	0	Commune	BIP
TOTAL 21						12 000 000		

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
<b>SECTEUR : Petites et moyennes entreprises économies locales et artisanat</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté de créer une entreprise</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Favoriser la création d'entreprises	Des sessions de formation sont organisées sur la notion d'une entreprise	Les bénéficiaires ont acquis la notion de l'entreprise	Organiser des sessions de formation sur la notion d'une entreprise	Commune	DDPMEESA	5 000 000	Commune	BIP
Appuyer la formation des filières artisanales	La création des entreprises est soutenue au sein de l'espace communal	Le nombre d'entreprises a augmenté au sein de l'espace communal	Appuyer la création des entreprises au sein de l'espace communal	Commune	DDPMEESA	30 000 000	Commune	BIP
	Les artisans sont organisés pour une rentabilisation de leurs produits	Le chiffre d'affaire des artisans a accru	Organiser les artisans pour une rentabilisation de leurs produits	Commune	DDPMEESA	15 000 000	Commune	BIP
TOTAL 22						50 000 000		
<b>SECTEUR : Recherche scientifique et Innovations</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté d'accès aux résultats de la recherche</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Rapprocher les producteurs des activités de recherches	Des semences améliorées sont produites	Les producteurs accèdent à une semence de bonne qualité	Produire des semences améliorées	Commune	MINRESI	5 000 000	Commune	BIP
	Des variétés précoces ont introduites	Les producteurs obtiennent des variétés de	Introduire es variété précoces	Commune	BIP	5 000 000	Commune	BIP

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
		culture à cycle court						
Prendre en compte les préoccupations paysannes	Le temps et la pénibilité de travail sont réduits	Le temps et la pénibilité du travail sont réduits	Réduire le temps et la pénibilité de travail	Commune	BIP	5 000 000	Commune	BIP
	Les rendements agricoles et pastoraux sont augmentés	Les producteurs arrivent à une satisfaction des itinéraires techniques	Augmenter les rendements agricoles et pastoraux	Commune	BIP	5 000 000	Commune	BIP
TOTAL 23						20 000 000		
<b>SECTEUR : Tourisme</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté de valoriser le tourisme</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Valoriser les sites touristiques	Un cadre d'accueil à Mindif est aménagé	Un lieu d'accueil est visible au sein du centre urbain communal	Construire des structures d'accueil à Mindif	Commune	DD Tourisme	80 000 000	Commune	BIP, FEICOM
	Des sites touristiques autour de la montagne de Mindif sont aménagés	Un village touristique est construit à Mindif	Aménager la dent de Mindif à des fins touristiques	Commune	DD Tourisme	10 000 000	Commune	BIP, FEICOM
Informers les communautés sur les possibilités de rentabiliser le tourisme	Une filière d'écoulement des produits artisanaux est créée	Les ventes des produits artisanaux ont augmenté	Développer l'industrie du souvenir	Commune	DD Tourisme	5 000 000	Commune	BIP, FEICOM
	Des groupes de danse sont créés	Les groupes sont visibles	Créer des groupes de danse	Commune	DD Tourisme	2 000 000	Commune	BIP, FEICOM
			Promouvoir la ville de Mindif comme destination touristique	Commune	DD Tourisme	20 000 000	Commune	BIP,

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
								FEICOM
			Appuyer la création des GIC autour d'activité écotouristiques	Commune	DD Tourisme	2 000 000	Commune	BIP, FEICOM
TOTAL 24						119 000 000		
<b>SECTEUR : Mines et Développement Industriel</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté de valoriser les ressources minières</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Identifier les ressources minières exploitées au sein de l'espace communal	Des taxes communales sont prélevées sur l'exploitation des carrières	Amélioration des recettes communales	Prélever des taxes communales sur l'exploitation des carrières	Commune	La tutelle	0		
Créer des recettes au profit de la Commune sur les productions minières au sein de l'espace communal	Des taxes communales sont prélevées sur l'exploitation du sable	Amélioration des recettes communales	Prélever les taxes communales sur l'exploitation du sable	Commune	La tutelle	0		
	Les explorations du sous-sol sont entamées	La carte des ressources du sous-sol est élaborée	Entamer les explorations du sous-sol	Commune	La tutelle	0		
TOTAL 25						0		
<b>SECTEUR : Commerce</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté de mener des activités commerciales</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Améliorer la prestation	R1. Des hangars du	Les conditions	Réaliser des hangars du marché dont (02) à Djapaï, (02) à Loubour, (02) à	Commune	DD Commerce	60 000 000	Commune	FEICOM

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
de la Commune en matière d'infrastructures marchandes	marché sont construits	de travail des commerçants sont améliorées	Matfaï, (04) à Mindif, (02) à Mogom					, BIP
	R2. Des points d'eau sont aménagés	L'eau est accessible au marché	Aménager des points d'eau au marché dont (01) à Djapaï, (01) à Loubour, (01) à Matfaï, (01) à Mindif, (01) à Mogom	Commune	DD Commerce	50 000 000	Commune	FEICOM, BIP
Améliorer les conditions d'hygiène autour du marché	R3. Des latrines sont construites	Les conditions d'hygiène sont respectées	Réaliser des latrines au sein des marchés (01) à Djapaï, (01) à Loubour, (01) à Matfaï, (01) à Mindif, (01) à Mogom	Commune	DD Commerce	5 000 000	Commune	FEICOM, BIP
	R4. Des poubelles de traitement des déchets sont aménagées	Les ordures ménagères sont collectées et traitées	Aménager des poubelles de traitement des déchets (01) à Djapaï, (01) à Loubour, (01) à Matfaï, (01) à Mindif, (01) à Mogom	Commune	DD Commerce	1 500 000	Commune	FEICOM, BIP
TOTAL 26						116 500 000		
<b>SECTEUR : poste et télécommunication</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté de d'accès aux services des postes et télécommunication</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Rapprocher les services de la poste de communautés locales	Les services des postes sont rapprochés des villages	Les populations accèdent aux services des postes	Créer des services de postes dans les villages	Commune	Receveur des PT	0		PT
Améliorer la prestation de la poste	Le réseau des télécommunications est étendu dans les villages	Les infrastructures de télécommunication sont aménagées	Etendre le réseau de télécommunication dans les villages	Commune	Receveur des PT	0		PT

Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Sources de financement	
TOTAL 27						0		
<b>SECTEUR : Travail et Sécurité sociale</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté d'immatriculation à la CNPS</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Sensibiliser les populations pour leur immatriculation à la CNPS et leur adhésion à une mutuelle de santé	Les populations sont sensibilisées par leur immatriculation à la CNPS afin de bénéficier d'une sécurité sociale	Les populations ont compris la nécessité de se faire immatriculer à la CNPS	Sensibiliser les populations pour une immatriculation à la CNPS afin de leur garantir une sécurité sociale	Commune	DD TSS	2 000 000	Commune	BIP
TOTAL 28						2 000 000		
<b>SECTEUR : Communication</b>								
<b>PROBLEME : Difficulté d'accéder aux médias</b>								
<b>Objectif global : Améliorer la condition de vie des populations de la Commune de Mindif</b>								
Faciliter l'accès aux médias nationaux et internationaux	R1. L'accès aux médias nationaux et internationaux est facilité	Les populations accèdent aux différents médias	Des Antennes relais sont implantés dans l'espace communal	Commune	Délégué de la Culture	0	Commune	BIP
Rapprocher les populations des services de presses écrites	R.2 Les populations sont rapprochées des services de presses écrites	Les populations accèdent à la presse écrites	Des kiosques à journaux sont établis dans les points stratégiques	Commune	Délégué de la Culture	0	Commune	Délégué de la Culture
TOTAL 29						0		

*Tableau 31 : Cadre logique*

#### 5.4 COÛTS ESTIMATIFS DU CADRE LOGIQUE

N°	SECTEUR	MONATNT
1.	COMMUNE	208 500 000
2.	EAUX ET ENERGIES	2 189 000 000
3.	SANTE	253 000 000
4.	EDUCATION DE BASE	718 900 000
5.	EDUCATION SECONDAIRE	207 000 000
6.	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	83 000 000
7.	AGRICULTURE	118 000 000
8.	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	146 500 000
9.	AFFAIRES SOCIALES	118 000 000
10.	DOMAINE DES AFFAIRES FONCIERES	5 500 000
11.	TRAVAUX PUBLICS	650 000 000
12.	CULTURE	16 000 000
13.	ELEVAGE PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	109 000 000
14.	DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	48 000 000
15.	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	18 000 000
16.	FORET ET FAUNE	70 000 000
17.	ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE	0
18.	JEUNESSE	70 000 000
19.	SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	185 000 000
20.	TRANSPORT	130 000 000
21.	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	12 000 000
22.	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	50 000 000
23.	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS	20 000 000
24.	TOURISME	119 000 000
25.	MINES ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	0
26.	COMMERCE	116 500 000
27.	POSTE ET TELECOMMUNICATION	0
28.	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	2 000 000
	<b>TOTAL</b>	<b>5 662 900 000</b>

Tableau 32: Coûts estimatifs du cadre logique

### 5.5 Tableau: plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Ressources Naturelles	Statut d'emploi + Localisation	Potentiel	Utilisateur	Contrôleur	Mode Gestion	Tendance	Problème/ Contrainte	Action à Entreprendre
Zone de polyculture	Tous les villages	Espace disponible, terres par endroit fertiles, possibilité de pratiquer toutes les variétés de cultures	Agriculteurs, éleveurs	Chefs traditionnels	Libre	Baisse fertilité, dégradation, érosion, inondation,	Conflits agropastoraux, baisse de la fertilité, inondation, érosion, vols, feux de brousse, rareté et cherté des intrants et matériels agricoles	-Aménagement des parcelles, utilisation de la fumure organique, -mise en place des comités de gestion, faciliter l'accès aux intrants et matériels agricoles, délimitation des périmètres agricoles
Forêt	Les forêts de Dir Yallagaré, Djangal, Djapaï Garré, Djouta Wandé, (Mindif, Ngarawo, Ouro Bounné, (Toundouroum, Paris, Maoudine, Ngarwa, Doyang, Mendéo, Yakang, Loubour, Modjombodi, Mogom, Matfai	70 ha de superficie, Présence de biodiversité floristique autour des villages	Population locale,	Service MINFOF Commune Chefs traditionnels	libre	Dégradation (coupe fréquente de bois), pratique agricole par endroit, élevage bovin	1. Coupe anarchique du bois, Création des champs non autorisés, Insuffisance du personnel et moyens pour la surveillance, Occupation par les habitations, Destruction du couvert arboré, Production bois de services et production de charbon et bois de chauffe, Pêche non contrôlée	1. Sensibilisation des populations 2. Intensifier le contrôle 3. Engager le processus de mise en place de la forêt communale (poursuivre et finaliser) 4. Entreprendre des actions de reboisement des espaces dégradés 5. Sensibiliser les habitants actuels sur le statut futur de la forêt
mares	Djapaï, Gagadjé	Eau tarie en saison sèche, abreuvement bétails	agriculteurs, éleveurs,	Chefs traditionnels	Accès libre	ensablement du lac, érosion des abords,	dégradation des berges (déforestation, érosion,...), perte de la biodiversité (faune, flore), ensablement du lac, pollution des eaux, modification de la biodiversité	Reboisement systématique des berges du lac, aménager les berges (plan d'aménagement), consolidation, aménagement des zones de frais, mise en place d'un mécanisme de gestion faire respecter la réglementation
Bas-fonds	Ouro Bounné, Loubour, Matfai	Herbes de pâturage, eau,	Agricultures, éleveurs	Chefs traditionnels	Accès par	Dégradation, baisse de la	Conflits agropastoraux,	Aménagement, mise en place des comités de

Ressources Naturelles	Statut d'emploi + Localisation	Potentiel	Utilisateur	Contrôleur	Mode Gestion	Tendance	Problème/ Contrainte	Action à Entreprendre
		terre fertile, maraîchage, riziculture, vergers			métayage ou achat de lopins	fertilité, érosion, inondation	débats des cultures par le bétail,	gestion, appui des agriculteurs en équipement d'irrigation
Zone de pâturage	Dir Yallagaré, Djangal, Djapaï Garré, Djouta Wandé, (Mindif, Ngarawo, Ouro Bounné, (Toundouroum, Paris, Maoudine, Ngarwa, Doyang, Mendéo, Yakang, Loubour, Modjombodi, Mogom, Matfaï	Existence du pâturage	Eleveurs	Chefs traditionnels	Accès libre	Dégradation, réduction de l'espace	Conflits agropastoraux, occupation par les cultures, feux de brousse	Sécurisation, mise en place des comités de gestion, planter les arbres fourragères,
Cours d'eau (Mayo Boula, Mayo Mindif)	Matfaï, Mogom, Loubour, Djapaï, Djodjong, Tondéo	Eau en permanence, ressource halieutique, fourrage, abreuvement bétails, sables, transport	pêcheurs, agriculteurs, éleveurs, transporteurs	Chefs traditionnels	Accès libre	Baisse drastique des ressources halieutiques, ensablement, érosion des berges, baisse en eau	dégradation des berges, baisse des ressources halieutiques, perte de la biodiversité, ensablement du lac, pollution des eaux, modification de la biodiversité	Reboisement systématique des berges, aménager les berges (plan d'aménagement), consolidation, régler l'accès

*Tableau 33 : Plan d'utilisation et de gestion de terres*

CHAPITRE 6  
PROGRAMMATION DES ACTIONS A MENER

## 6.1 MOBILISATION DES RESSOURCES ET PLAN DE FINANCEMENT DES ACTIVITES DU CDMT ET DU PIA

### 6.1.1 Capacité de mobilisation des ressources pour les années 2011/2012/2013

#### ANNEE 2011

N°	SOURCES DE FINANCEMENT 2011/2012	MONTANT MOBILISABLE	FACTEURS INFLUANCANT LA MOBILISATION DE CHAQUE RESSOURCES
1	Projet retenus dans le plan de campagne de 2011	34 000 000	Le non mobilisation de la fiscalité locale
2	ALLOCATION PNDP	85 000 000	Lae non respect des clauses contractuelles entre les deux parties
3	FEICOM	50 000 000	Rejet du dossier de crédit
4	PDR	30 000 000	Projet présenté non éligibles
5	BIP		Difficulté d'accès au mécanisme de financement
		<b>199 000 000</b>	

#### ANNEE 2012

N°	SOURCES DE FINANCEMENT 2013	MONTANT MOBILISABLE	FACTEURS INFLUANCANT LA MOBILISATION DE CHAQUE RESSOURCES
1	MOYENNE PLAN DE CAMPAGNE DES TROIS DERNIERES ANNEES	67 099 779	Le non mobilisation de la fiscalité locale
2	ALLOCATION PNDP	0	Lae non respect des clauses contractuelles entre les deux parties
3	FEICOM	0	Rejet du dossier de crédit
4	PDR	0	Projet présenté non éligibles
5	BIP	0	Difficulté d'accès au mécanisme de financement
		<b>67 099 779</b>	

#### ANNEE 2013

N°	SOURCES DE FINANCEMENT 2014	MONTANT MOBILISABLE	FACTEURS INFLUANCANT LA MOBILISATION DE CHAQUE RESSOURCES
1	MOYENNE PLAN DE CAMPAGNE DESTROIS DERNIERES ANNEES	67 099 779	Le non mobilisation de la fiscalité locale
2	ALLOCATION PNDP	0	Lae non respect des clauses contractuelles entre les deux parties
3	FEICOM	0	Rejet du dossier de crédit
4	PDR	0	Projet présenté non éligibles
5	BIP	0	Difficulté d'accès au mécanisme de financement
		<b>67 099 779</b>	

Tableau 34: Mobilisation des ressources pour le financement du CDMT et du PIA

### 6.1.2 UTILISATION DES RESSOURCES POUR L'ANNEE 2011

DOMAINE D'UTILISATION	%	MONTANT CORRESPONDANT	Ouvrages correspondant
Eaux et énergies	10%	32 000 000	4 forages
Education de base	7%	32 000 000	4 salles de classes
Education secondaire	7%	32 000 000	4 salles de classes
• Santé	9%	20 000 000	1 CSI construit
•	7%	10 000 000	Doter les 10 CSI de d'un fond de roulement pour l'approvisionnement en médicament
Agriculture	7%	10 000 000	Création de lieu de dépôt et vente d'intrants
Elevage	7%	30 000 000	Construction de l'abattoir à Mindif
Commerce	30%	10 000 000	Construction de deux hangars de marché
Commune	3%	5 000 000	Contribution à au fonctionnement de la CVUC pour la période de 03 ans
		5 000 000	Appui à la mise en œuvre du PCD
Culture	7%	1 000 000	Mettre en place des comités culturels auprès des différents groupes ethniques
		2 000 000	Elaborer un calendrier de fêtes traditionnelles retenues par les différentes communautés
		5 000 000	Alimenter le musée par des expositions des ouvrages artistiques des différentes ethnies
		2 000 000	Relancer les activités sportives traditionnelles
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>195000 000</b>	

### UTILISATION DES RESSOURCES POUR L'ANNEE 2012

DOMAINE D'UTILISATION	%	SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT CORRESPONDANT	Ouvrages correspondant
Eaux et énergies	10%	COMMUNE	32 000 000	4 forages
Education de base	10%	COMMUNE	32000 000	4 salles de classes
<b>TOTAL</b>			<b>64 000 000</b>	

### UTILISATION DES RESSOURCES POUR L'ANNE 2013

DOMAINE D'UTILISATION	%	SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT CORRESPONDANT	Projets correspondant
Eaux et énergies	10%	COMMUNE	32 000 000	Réaliser (04) forages
Education de base	10%	COMMUNE	32000 000	Réaliser (04) salles de classes
<b>TOTAL</b>			<b>64 000 000</b>	

Tableau 35 : Utilisation des ressources

## 6.2 PROGRAMMATION DES ACTIONS A MENER

### 6.2.1 CADRE DE DEPENSES A MOYENS TERMES

Projet	Coût unitaire	Coût total	Source de financement	Lieu d'implantation	Période de réalisation			Responsables	Partenaires	Observation
					2011	2012	2013			
Construction de (04) salles de classes	8 000 000	36 000 000	Commune/PNDP	- (02) à EP Bobora - (02) à EP Yakang	X			- Le Maire - L'Inspecteur de l'Education de Base	- PNDP - MINEDUB	
Construction de (04) salles de classes	8 000 000	36 000 000	Commune/PNDP	(02) au Lycée de Mindif (02) au CES de Modjombdi	X			- Le Maire - Les Chef d'Etablissement Secondaire	- PNDP - MINSEC	
Réalisation de 04 forages	8 000 000	48 000 000	Commune/PDR	(01) à Dir, (01) à Hoppo, (01) à Mogom, (01) à Yakang, (02) à Mindif	X			- Le Maire,- Les responsables des villages Bénéficiaires - Le Délégué MINEE	- PDR - MINEE	
Construction d'un Centre de Santé Intégré	20 000 000	20 000 000	Commune/FEICOM	Hardéo Gadjé	X			- Le Maire - Le Médecin Chef de District	- FEICOM - MINSANTE	
Dotation de 10 CSI de d'un fond de roulement pour l'approvisionnement en médicament	1600 000	16 000 000	Commune/FEICOM	Matfaï, Mindif, Modjombodi, Mogom, Ngarawo, Yakang, Doyang Garré, Djappaï Garré, Mendew et Loubour	X			- Le Maire - Le Médecin Chef de District	- FEICOM - MINSANTE	
Construction de 02 hangars de marché	5 000 000	10 000 000	Commune/FEICOM	Marché de Mindif	X			- Le Maire - Le Délégué des Commerçants - Le Délégué du Commerce	- FEICOM - MINCOMME RCE	

Projet	Coût unitaire	Coût total	Source de financement	Lieu d'implantation	Période de réalisation			Responsables	Partenaires	Observation
					2011	2012	2013			
Créer un centre de vente d'intrants agricoles	10 000 000	10 000 000	Commune	Mindif	X			Le Maire Le Délégué de l'Agriculture	-MINADER	
Construction d'un abattoir moderne	30 000 000	30 000 000	Commune	Mindif	X			Le Maire Le délégué de l'Elevage	-MINEPIA	
Construction d'une auberge	65 602 295	65 602 295	commune	Mindif	X			Le Maire Le Délégué du Tourisme	-MINTOUR	
Contribution au fonctionnement de la CVUC pour la période de 03 ans	5 000 000	5 000 000	commune	Maroua	X			Le Maire Le SG Le RM	Le Président de CVUC	
Appui à la mise en œuvre du PCD	5 000 000	5 000 000	commune	Mindif	X			Le Maire Le SG Le RM	Le Comité de suivi	
Mise en place des comités culturels auprès des différents groupes ethniques	1 000 000	1 000 000	commune	Dans l'espace communal	X			Le Maire Le Délégué de la Culture	MINCULTURE	
Elaboration un calendrier de fêtes traditionnelles retenues par les différentes communautés	2 000 000	2 000 000	commune	Dans l'espace communal	X			Le Maire Le Délégué de la Culture	MINCULTURE	
Alimentation du musée par des expositions des ouvrages artistiques des différentes	5 000 000	5 000 000	commune	Dans l'espace communal	X			Le Maire Le Délégué de la Culture	MINCULTURE	

Projet	Coût unitaire	Coût total	Source de financement	Lieu d'implantation	Période de réalisation			Responsables	Partenaires	Observation
					2011	2012	2013			
ethnies										
Projet de relance des activités sportives traditionnelles	2 000 000	2 000 000	commune	Dans l'espace communal	<b>X</b>			Le Maire Le Délégué de la Culture	MINCULTURE	
<b>TOTAL ANNEE 1</b>		<b>195 000 000</b>								
Réalisation de 04 forages	8 000 000	32 000 000	Commune/PNDP	- (02) à EP Bobora - (02) à EP Yakang		<b>X</b>		- Le Maire - L'Inspecteur de l'Education de Base	- PNDP - MINEDUB	
Construction de 04 salles de classes	8 000 000	32 000 000	Commune/PNDP	(02) au Lycée de Mindif (02) au CES de Modjombdi		<b>X</b>		- Le Maire - Les Chef d'Etablissement Secondaire	- PNDP - MINSEC	
<b>TOTAL ANNEE 2</b>		<b>64 000 000</b>								
Réalisation de (04) forages	8 000 000	32 000 000	BIP	Mindif (02), Mogom(01), Djapay			<b>X</b>	- Le Maire,- Les responsables des villages Bénéficiaires - Le Délégué MINEE	- BIP - MINEE	
Construction de (04) salles de classes	8 000 000	32 000 000	Commune	EP Djapay (02) EP Bembel (02)			<b>X</b>	- Le Maire - L'Inspecteur de l'Education de Base	- PNDP - MINEDUB	
<b>TOTAL ANNEE 3</b>		<b>64 000 000</b>								

Tableau : 36CDMT

## 6.2. 2 CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CDMT et du PIA

### 6.2.3 Principaux impacts environnementaux potentiels (principaux impacts positifs et négatifs)

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Construction de (04) salles de classes</li> <li>• Construction de (04) salles de classes</li> <li>• Réaliser <b>04</b> forages</li> <li>• Construire un Centre de Santé Intégré</li> <li>• Construire <b>02</b> hangars de marché</li> <li>• Créer un centre de vente d'intrants agricoles</li> <li>• Construire un abattoir moderne</li> <li>• Aménager un tronçon de route</li> <li>• Construire Une structures d'accueil</li> <li>• Réaliser un point d'eau pastoral à Mindif</li> </ul>	<p>Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques d'érosion des sols ;</li> <li>- Risques de pertes d'espèces ligneuses ;</li> <li>- Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ;</li> <li>- Mise en place de comités de gestion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bon choix du site ;</li> <li>- Engazonnement des pentes perturbées ;</li> <li>- Replantation des arbres ;</li> <li>- Remise en état des zones d'emprunt ;</li> <li>- Création des divergents</li> </ul>

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réaliser <b>04</b> forages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public</li> <li>- Diminution de la pression</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques d'érosion des sols ;</li> <li>- Risques de pertes d'espèces ligneuses ;</li> <li>- Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange)</li> <li>- Risques d'envasement et de stagnation des eaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ;</li> <li>- Mise en place de comités de gestion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bon choix du site ;</li> <li>- Engazonnement des pentes perturbées ;</li> <li>- Replantation des arbres ;</li> <li>- Remise en état des zones d'emprunt ;</li> <li>- Création des divergents ;</li> <li>- Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles</li> </ul>

*Tableau 37: Principaux impacts socio environnementaux*

## 6.2.4 Mesures d'optimisation ou d'atténuations envisageables

Tableau n°12 : Mesures d'optimisation ou d'atténuations envisageables

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociales d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de (04) salles de classes</li> <li>- Construction de (04) salles de classes</li> <li>- Réaliser 04 forages</li> <li>- Construire un Centre de Santé Intégré</li> <li>- Construire 03 hangars de marché</li> <li>- Créer et construire un centre de vente d'intrants agricoles</li> <li>- Construire un abattoir moderne</li> <li>- Construire Une structures d'accueil</li> <li>- Réaliser un point d'eau pastoral à Mindif</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ;</li> <li>- Amélioration de la gouvernance locale ;</li> <li>- Amélioration des revenus des populations locales (main d'œuvre)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Risques de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs ;</li> <li>- Risques de conflits sur le choix du site</li> <li>-Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ;</li> <li>-Risques de conflits au sein des bénéficiaires du micro projet ;</li> <li>-Risques de marginalisation des populations vulnérables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Participation et sensibilisation des populations ;</li> <li>- Sensibiliser les communautés ;</li> <li>-Mettre en place les Comités de gestion ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ;</li> <li>- Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ;</li> <li>-Contre l'insécurité : nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Mise en place de sous-comité de vigilance</li> <li>- Construction des clôtures autour des ouvrages ;</li> <li>-Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD.</li> <li>- Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Facilitation de l'accès aux soins;</li> <li>- Amélioration des conditions de fréquentation ;</li> <li>- Amélioration des conditions de vie des enseignants ;</li> <li>- Facilitation et amélioration des activités sportives ;</li> <li>- Amélioration des conditions de vie des populations</li> <li>- Facilitation de l'accès à la formation professionnelle</li> <li>- Développement des activités culturelles et des mouvements associatifs ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ;</li> <li>- Risques d'intoxication dû au mauvais dosage du clore ;</li> <li>- Risques de mauvaises manipulations des ouvrages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-sensibilisation des populations</li> <li>-encourager les projets HIMO</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ;</li> <li>- Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ;</li> <li>- Contre les risques d'intoxication à l'eau de puits et autres : former le Comité de gestion au dosage de l'eau de javel dans les puits,</li> <li>- Gestion des risques d'envasement et maintenance des ouvrages</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diminution des maladies hydriques ;</li> <li>- Facilitation de l'accès à l'eau potable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ;</li> <li>- Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet ;</li> <li>- Risques de marginalisation des populations vulnérables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibilisation des populations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Contre l'insécurité : nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Mise en place de sous-comité de vigilance, - Construction des clôtures autour des ouvrages ; -Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD.</li> <li>- Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives</li> </ul>
<b>Microprojets structurants :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménager un tronçon de route : -Loubour-Matfay</li> <li>- Loubour Modjombodi</li> <li>- Mindif Gagadjé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ;</li> <li>- Amélioration de la gouvernance locale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibilisation des populations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées)</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration des revenus (main d'œuvre locale)</li> <li>- installation des moulins</li> <li>- création d'emploi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Risques d'augmentation de la prévalence du VIH /SIDA et autres maladies ;</li> <li>- Risques de marginalisation des populations vulnérables ;</li> <li>-Risque d'intensification de la déforestation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibilisation des populations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Inclure la lutte contre le VIH SIDA et le déforestation dans le DAO (cahier de clauses environnementales et sociales) ;</li> <li>- Sensibilisation des populations</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de l'accès à l'énergie ;</li> <li>- Désenclavement des localités et développement des activités socio économiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques d'insécurité pour les personnes et les biens (accidents de circulation) ;</li> <li>- Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet ;</li> <li>- Risques d'incendies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibilisation des populations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Contre les accidents : mettre une signalisation routière ; limiter les vitesses.</li> <li>-Contre les conflits : mettre en place un Comité de gestion</li> </ul>

Tableau38: Mesures d'atténuations

## 6.2.5 Plan sommaire de Gestion de l'environnement

Le plan consiste simplement à préciser pour chaque mesure environnementale envisagée du programme, les acteurs (arrangements institutionnels), les coûts, les périodes, et les indicateurs de suivi.

Tableau n° 13 : Plan sommaire de Gestion de l'environnement

Mesures environnementale	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	PNDP		Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP	PM	
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local		Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développement	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	PNDP		Délégation MINEP ; Délégation MINAS ;	PM	
Provision pour la réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires NB	PNDP, Mairie (conseil municipal)		Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	2 500 000	En cas de recasement, les coûts sont pris en charge par la mairie
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs)	Agent de développement		Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	4 000 000	
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des Mp	Entrepreneurs		Délégation MINEP ; Agent de développement ; Conseil municipal	PM (intégrer dans le coût du Mp)	

Tableau 39: Plan sommaire de gestion environnemental

## 6.2.6 TABLEAU DES PROJETS PRIORITAIRES

SECTEURS	PROJETS	COUT	DATES DE REALISATION 2012
EDUCATION DE BASE	Réaliser <b>04</b> salles de classes dont (02) à Bobra et (02) à Yakang	36 000 000	Premier trimestre
EAUX ET ENERGIES	Réaliser <b>10</b> forages dont (01) à Dir, (01) à Hoppo, (01) à Mogom, (01) à Yakang, (03) à Mindif, (01) à Modjombodi, (01) à Loubour, (01) à Tondéo	56 000 000	Deuxième trimestre
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	Réaliser <b>04</b> salles de classes dont (02) au Lycée de Mindif et (02) au CES e Modjombodi	36 000 000	Premier trimestre
SANTÉ PUBLIQUE	Construire un Centre de Santé Intégré à Ngarwa	20 000 000	Deuxième trimestre
	Doter les <b>10</b> CSI de Matfaï, Mindif, Modjombodi, Mogom, Ngarawo, Yakang, Doyang Garré, Djappaï Garré, Mendew et Loubour d'un fond de roulement pour l'approvisionnement en médicament	16 000 000	Deuxième trimestre
COMMERCE	Construire <b>02</b> hangars de marché à Mindif	18 000 000	Deuxième trimestre
AGRICULTURE	Créer un centre de distribution d'intrants agricoles à Mindif	10 000 000	Deuxième trimestre
ELEVAGES PECHES ET INDUSTRIES ANIMALES	Construire un abattoir moderne à Mindif	38 000 000	Deuxième trimestre
TOURISME	Construire des structures d'accueil à Mindif	35 000 000	Deuxième trimestre
TRAVAUX PUBLICS	Aménager le tronçon Loubur-Djodjong-Matfay	90 000 000	Deuxième trimestre

Tableau 40: Programmation annuel des projets prioritaires

## 6. 3 PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL

Projet	Coût unitaire	Coût total	Source de financement	Lieu d'implantation	Période de réalisation				Responsables	Partenaires	Observation
					T1	T2	T3	T4			
Construction de (04) salles de classes	8 000 000	36 000 000	Commune/PNDP	- (02) à EP Bobora - (02) à EP Yakang	X				- Le Maire - L'Inspecteur de l'Education de Base	- PNDP - MINEDUB	
Construction de (04) salles de classes	8 000 000	36 000 000	Commune/PNDP	(02) au Lycée de Mindif (02) au CES de Modjombdi		X			- Le Maire - Les Chef d'Etablissement Secondaire	- PNDP - MINSEC	
Réalisation de 04 forages	8 000 000	48 000 000	Commune/PDR	(01) à Dir, (01) à Hoppo, (01) à Mogom, (01) à Yakang, (02) à Mindif		X	X	X	- Le Maire,- Les responsables des villages Bénéficiaires - Le Délégué MINEE	- PDR - MINEE	
Construction d'un Centre de Santé Intégré	20 000 000	20 000 000	Commune/FEICOM	Hardéo Gadjé		X			- Le Maire - Le Médecin Chef de District	- FEICOM - MINSANTE	
Dotation de 10 CSI de d'un fond de roulement pour l'approvisionnement en médicament	1600 000	16 000 000	Commune/FEICOM	Matfai, Mindif, Modjombodi, Mogom, Ngarawo, Yakang, Doyang Garré, Djappaï Garré, Mendew et Loubour		X			- Le Maire - Le Médecin Chef de District	- FEICOM MINSANTE	
Construction de 02 hangars de marché	5 000 000	10 000 000	Commune/FEICOM	Marché de Mindif		X			- Le Maire - Le Délégué des Commerçants - Le Délégué du Commerce	- FEICOM - MINCOMMERCE	

Projet	Coût unitaire	Coût total	Source de financement	Lieu d'implantation	Période de réalisation				Responsables	Partenaires	Observation
					T1	T2	T3	T4			
Créer un centre de vente d'intrants agricoles	10 000 000	10 000 000	Commune	Mindif		X			Le Maire Le Délégué de l'Agriculture	-MINADER	
Construction d'un abattoir moderne	30 000 000	30 000 000	Commune	Mindif		X			Le Maire Le délégué de l'Elevage	-MINEPIA	
Construction d'une auberge	65 602 295	65 602 295	commune	Mindif		X			Le Maire Le Délégué du Tourisme	-MINTOUR	
Contribution au fonctionnement de la CVUC pour la période de 03 ans	5 000 000	5 000 000	commune	Maroua		X			Le Maire Le SG Le RM	Le Président de CVUC	
Appui à la mise en œuvre du PCD	5 000 000	5 000 000	commune	Mindif	X	X	X		Le Maire Le SG Le RM	Le Comité de suivi	
Mise en place des comités culturels auprès des différents groupes ethniques	1 000 000	1 000 000	commune	Dans l'espace communal	X	X	X		Le Maire Le Délégué de la Culture	MINCULTURE	
Elaboration un calendrier de fêtes traditionnelles retenues par les différentes communautés	2 000 000	2 000 000	commune	Dans l'espace communal	X	X	X		Le Maire Le Délégué de la Culture	MINCULTURE	
Alimentation du musée par des expositions des ouvrages artistiques des différentes ethnies	5 000 000	5 000 000	commune	Dans l'espace communal		X	X	X	Le Maire Le Délégué de la Culture	MINCULTURE	
Projet de relance des activités sportives	2 000 000	2 000 000	commune	Dans l'espace communal		X	X	X	Le Maire Le Délégué de	MINCULTURE	

Projet	Coût unitaire	Coût total	Source de financement	Lieu d'implantation	Période de réalisation				Responsables	Partenaires	Observation
					T1	T2	T3	T4			
traditionnelles									la Culture		
<b>TOTAL ANNEE 1</b>		<b>195 000 000</b>									

*Tableau 40: Plan d'investissement annuel*

#### 6.4 PLAN DE PASSATION DES MARCHES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL DE LA COMMUNE DE MINDIF

PROJETS	Etudes de faisabilité	COMES et signature des conventions	Préparation du DAO ou de la DC	Lancement de la procédure	Période de soumission	Ouverture/Evaluation des offres/Attribution /Notification	Signature de contrat ou de la lettre de commande	Enregistrement contrat ou LC	Période d'exécution	Réception provisoire des travaux
	DUREE ESTIMEE EN SEMAINES									
	4 sem.	4 sem.	2sem	1sem	3 sem.	1 sem.	2 sem	1 sem	12-16 sem	1 sem
<b>Construction de (04) salles de classes</b> (02) à EP Bobora - (02) à EP Yakang	01-30 nov	01-29 Déc	30 Déc-13 Janv	14-21 janv	22 Janv-11 fév	12-18Fév	19fév-02 mars	5-11 mars	12 mars-13 juillet	14-20 juillet
<b>Construction de (04) salles de classes</b> (02) au Lycée de Mindif (02) au CES de Modjombdi	03 nov-03 Déc	04Déc-02 Janv	03 Janv-16 Janv	18-25 janv	26 Janv-16 fév	17-21Fév	22fév-06 mars	07-15 mars	15 mars-16 juillet	17-23 juillet
<b>Réalisation de 04 forages dont</b> (01) à Dir, (01) à Hoppo, (01) à Mogom, (01) à Yakang, (02) à Mindif	06 nov-05 Déc	06Déc-04Janv	05 Janv-19 Janv	20-27 janv	28 Janv-19 fév	20-27Fév	28fév-29 mars	9-16 mars	17 mars-18 juillet	19-25 juillet
<b>Construction d'un Centre de Santé</b>	01-30 nov	01-29 Déc	30 Déc-13 Janv	14-21 janv	22 Janv-11 fév	12-18Fév	19fév-02 mars	5-11 mars	12 mars-13 juillet	14-20 juillet

PROJETS	Etudes de faisabilité	COMES et signature des conventions	Préparation du DAO ou de la DC	Lancement de la procédure	Période de soumission	Ouverture/Evaluation des offres/Attribution /Notification	Signature de contrat ou de la lettre de commande	Enregistrement contrat ou LC	Période d'exécution	Réception provisoire des travaux
	DUREE ESTIMEE EN SEMAINES									
	4 sem.	4 sem.	2sem	1sem	3 sem.	1 sem.	2 sem	1 sem	12-16 sem	1 sem
Intégré à Hardéo Gadjé										
<b>Construction de 02 hangars</b> Au Marché de Mindif	03 nov-03 Déc	04 Déc-02 Janv	03 Janv-16 Janv	18-25 janv	26 Janv-16 fév	17-21 Fév	22 fév-06 mars	07-15 mars	15 mars-16 juillet	17-23 juillet
<b>Construction d'un abattoir moderne A Mindif</b>	06 nov-05 Déc	06 Déc-04 Janv	05 Janv-19 Janv	20-27 janv	28 Janv-19 fév	20-27 Fév	28 fév-29 mars	9-16 mars	17 mars-18 juillet	19-25 juillet
<b>Construction d'une auberge A Mindif</b>	03 nov-03 Déc	04 Déc-02 Janv	03 Janv-16 Janv	18-25 janv	26 Janv-16 fév	17-21 Fév	22 fév-06 mars	07-15 mars	15 mars-16 juillet	17-23 juillet

Tableau 42: Plan de passation de marché

CHAPITRE 7  
SUIVI-EVALUATION

## **7. LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN**

La Commune de Mindif envisage mettre en œuvre son plan de Développement en respectant les principes de suivi et d'évaluation afin de restreindre les écarts, et mettre à profit ces outils pour atteindre sur un large spectre ses objectifs. En d'autres termes, il lui reviendra en interne d'entamer une action d'autoévaluation sans toute fois recourir à un appui d'un partenaire.

Afin de remplir ces conditions, un organe a été mis sur pied et jouera un rôle de premier plan à savoir celui d'apporter un appui à l'exécutif dans la mise en œuvre du plan. Il s'intéressera tout particulièrement aux aspects ayant trait au niveau d'atteinte des objectifs fixés.

### **7.1.1 Le Comité de concertation au niveau village et le comité de pilotage du PCD**

#### **a) le comité de concertation**

Pour assurer le suivi de l'exécution et d'évaluation de la phase de mise en exécution des plans élaborés au niveau des villages, dans chacun d'eux, une structure villageoise a été mise sur pied. Lors des tenues des l'assemblées générales constitutives, les rôles et les attributions des différents comités ont été clairement spécifiés. Dans les différents cas, le bureau d'Honneur se compose des chefs traditionnels. Il se charge de conseiller les différents comités dans le pilotage des activités. Le bureau exécutif coordonne les activités du CC. Les Délégués secteur ont été désignés à chaque fois qu'une activité relevant d'un secteur avait été planifiée.

#### **c) le comité de pilotage**

Le Comité de pilotage du Plan de Développement Communal de Mindif a été mis sur pied par les acteurs communaux eux-mêmes. Il se compose des membres ayant une bonne connaissance du terrain et nt pris part de bout en bout aux différentes phases d'élaboration du PCD.

### **7.1.2 Les membres du comité de pilotage**

Composé de (07) membres, identifiés par l'exécutif municipal, ces derniers ont été choisis en respectant des critères de disponibilité, de la connaissance de leur milieu, et fortement imprégnés des concepts de planification.

Ce comité compte parmi ses membres :

- Une Présidente : MADAME HAOUA AMADOU
- Un secrétaire : Mr HAMADJAM MOUSA
- Membres
- Sœur FRANCISCA
- Mr ISSEINI OUMAR
- Mr HAMADOU WAZIRI
- Mr MAHAMAT ABANI
- Dr NYORE

### **7.1.3 Le rôle du comité**

La mission du comité est :

- De suivre la mise en œuvre du PCD;
- De veiller à la transparence du processus de planification et de sa mise en œuvre;
- De proposer des critères de choix au conseil en cas de choix des projets de développement à financer ;
- De coordonner le processus d'élaboration et de mise en œuvre du PCD ;

- De suivre le déroulement des travaux ;
- De rendre compte au maire et/ou au conseil municipal ;
- De veiller à la diffusion des informations sur le processus ;
- D'actualiser le PCD (le PIA) en fin d'année pour que celui-ci reflète continuellement les préoccupations des communautés;
- De dresser un rapport annuel de suivi évaluation du PCD
- 

#### **7.1.4 Le conseil municipal**

Le conseil municipal, organe délibérant, prend activement part à l'exécution, au suivi et l'évaluation du PCD et des projets qui en sont issus. Il joue le rôle de relais à travers les conseillers qui ont pris part à certaines étapes d'élaboration du PDC.

### **7.2 LES ETAPES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PDC**

#### **7.2.1 La diffusion du plan**

Une fois le PCD validé par le COMES, le conseil municipal sera sollicité pour la mise en œuvre d'une campagne promotionnelle de ce document. Pour avoir un rayonnement important, la phase communicationnelle concernera des organisations locales dont l'importance s'est avérée incontournable pour le développement local. Cette action induira une appropriation par les bénéficiaires de ce document

#### **7.2.2 L'élaboration des programmes annuels (PIA)**

Chaque année, le comité de suivi appuyé par l'exécutif municipal et les conseillers municipaux seront chargé d'élaborer le PIA. Celui-ci devra s'inspirer du PIA élaboré avec l'appui de l'OAL. En e effet, il s'agira de déterminer l'enveloppe budgétaire mobilisable par cette institution. Puis les projets et leurs coûts approximatifs seront tirés du cadre logique.

#### **7.2.3 Le montage et le suivi de la requête**

L'exécutif municipal en concertation avec ses proches collaborateurs ont pris dans cette action les préoccupations sociales et ont identifié des projets prioritaires.

### **7.3 LE SUIVI-EVALUATION DU PLAN**

#### **7.3.1 Le suivi**

Une fiche de suivi du PIA a été conçue. Les responsables chargés d'effectuer ce suivi n'auront qu'à s'appuyer sur ce document afin de déceler les insuffisances et les retard autour des activités qui devraient être mises en œuvre, de vérifier leur délai d'exécution, d'en identifier les contraintes afin de proposer une autre reprogrammation en concertation avec l'exécutif municipal.

Le suivi s'effectuera en fonction d'une certaine période fixée d'avance par les responsables chargés de cette mission. Ils veilleront à remplir le formulaire correspondant à l'activité de concert avec l'exécutif municipal.

## 7.4 Suivi et d'évaluation du CDMT et du PIA

### 7.4.1 Plan de travail du Comité de suivi-évaluation

Qualité de l'équipe	Chefs d'équipes	membres	Contenu de la mission	Rapport attendu	Périodes
Equipe de suivi	Madame Haoua Amadou	Madame Haoua Amadou	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser mensuellement une rencontre de suivi</li> <li>- Procéder au relevé des données sur les activités programmées</li> <li>- Faire effectivement le suivi et relever les points positifs et les imperfections</li> <li>- Fournir des données à l'équipe d'évaluation pour analyse et formulation des recommandations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Produire une situation de référence au démarrage du projet (contenu du cahier de charge de consultant, entrepreneurs chargés de mise en œuvre des projets)</li> <li>- Produire un rapport à mi-parcours</li> <li>- Produire un rapport à la fin du projet</li> </ul>	Fixer les périodes de suivi de concert avec tous les intervenants autour d'un projet en sachant au moins trois suivis sont nécessaires (Se référer au support de suivi-évaluation)
		Monsieur Hamadou Waziri			
		Monsieur sseini Oumar			
		Monsieur Mahamat Abani			
Equipe d'évaluation	M. Hamandjam Moussa	Monsieur Hamandjam Moussa	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rencontrer les acteurs impliqués dans la réalisation des actions planifiées</li> <li>- Soumettre à ces acteurs le contenu du rapport de l'équipe de suivi et recueillir les avis</li> <li>- Formuler une nouvelle réorientation afin d'atteindre les objectifs visés par l'activité</li> <li>- Organiser une rencontre entre les différents acteurs chargés de la mise en œuvre des projets et l'équipe de suivi afin décider de la mise en application des recommandations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Produire un rapport d'évaluation après la production du rapport à mi-parcours de l'équipe de suivi</li> <li>- Produire un rapport d'évaluation à la fin du projet</li> </ul>	Fixer les périodes d'évaluation de concert avec tous les intervenants autour d'un projet en sachant au moins deux évaluations sont nécessaires (Se référer au support de suivi-évaluation)
		Sœur Francisca			
		D <sup>r</sup> Nyoré			

*Tableau 43 répartition des tâches des membres du comité de suivi*

**NB : Les responsables de suivi évaluation considéreront comme premier outil de travail, les supports de suivi-évaluation du CDMT et du PIA**

### 7.4.2 Support de suivi-évaluation du CDMT

Tâches planifiées	Période			Résultats		Indicateur s	Source de vérification	écart s	Explication pour l'écart	Actions à mener (reprogrammation)
	prévu e	réalisé e	Niveau d'exécution	prévue	réalisé e					
Construction de (04) salles de classes	2012			Quatre de salles de classes construites et opérationnelles		Les salles de classes sont fonctionnelles	PV de réception			
Construction de (04) salles de classes	2012			Quatre de salles de classes construites et opérationnelles		Les salles de classes sont fonctionnelles	PV de réception			
Réalisation de 04 forages	2012			Quatre forages sont réalisés		Les forages sont fonctionnels	PV de réception			
Construction d'un Centre de Santé Intégré	2012			Le CSI est construit		Le CSI est opérationnel	PV de réception			
Dotation de 10 CSI d'un fond de roulement pour l'approvisionnement en médicament	2012			Les fonds de roulement sont réceptionnés		Les capacités des CSI sont réellement renforcées	Bordereau de décharge			
Construction de 02 hangars de marché	2012			Les hangars sont construits		Les hangars sont opérationnels	PV de réception			
Création d'un centre de vente d'intrants	2012			Un point de vente d'intrant est créé		Le point de vente	Facture de cessation d'intrants			

Tâches planifiées	Période			Résultats		Indicateurs	Source de vérification	écarts	Explication pour l'écart	Actions à mener (reprogrammation)
	prévue	réalisée	Niveau d'exécution	prévue	réalisée					
agricoles						d'intrant est opérationnel				
<b>Construction d'un abattoir moderne</b>	2012			Un abattoir moderne est construit		Un abattoir respectant les normes sectorielles est construits et fonctionnels	PV de réception			
<b>Construction d'une auberge</b>	2012			Un centre d'accueil est construit		La construction de la structure d'accueil respecte les normes techniques	PV de réception			
<b>Contribution au fonctionnement de la CVUC pour la période de 03 ans</b>	2012			La contribution de la commune de Mindif est réellement donnée		La CVUC est fonctionnelle	Reçus			
<b>Appui à la mise en œuvre du PCD</b>	2012			Le financement à la disposition du financement de la mise en œuvre du PCD est réellement mobilisé		Les caisses de la Commune sont fournies	Relevé bancaire			
<b>Mise en place des comités culturels</b>	2012			Les comités culturels sont mis en place		Les comités sont	Rapport d'activité			

Tâches planifiées	Période			Résultats		Indicateur s	Source de vérification	écart s	Explication pour l'écart	Actions à mener (reprogrammation)
	prévu e	réalisé e	Niveau d'exécution	prévue	réalisé e					
auprès des différents groupes ethniques						fonctionnels				
<b>Elaboration d'un calendrier de fêtes traditionnelles retenues par les différentes communautés</b>	2012			Le calendrier est élaboré		Présence physique de ce calendrier	Support			
<b>Alimentation du musée par des expositions des ouvrages artistiques des différentes ethnies</b>	2012			Le musée est alimenté des produits d'art		Le musée est fonctionnel	Facture			
<b>Projet de relance des activités sportives traditionnelles</b>	2012			Les activités sportives traditionnelles sont mis à jour		Les jeux sont programmés	Calendrier du déroulement des compétitions			
<b>TOTAL ANNEE 1</b>										
<b>Réalisation de 4 forages</b>	2013			Quatre de salles de classes construites et opérationnelles		Les salles de classes sont fonctionnelles	PV de réception			
<b>Construction de 4</b>	2013			Quatre de salles de classes		Les salles de classes sont	PV de réception			

Tâches planifiées	Période			Résultats		Indicateur s	Source de vérification	écart s	Explicatio n pour l'écart	Actions à mener (reprogrammation )
	prévu e	réalisé e	Niveau d'exécution	prévue	réalisé e					
<b>salles de classes</b>				construites et opérationnelles		fonctionnelles				
<b>TOTAL ANNEE 2</b>										
<b>Réalisation (04) forages</b>	2014			Deux forages sont réalisés		Les forages sont fonctionnels	PV de réception			
<b>Réalisation (04) salles de classes</b>	2014			Deux de salles de classes construites et opérationnelles		Les salles de classes sont fonctionnelles	PV de réception			

*Tableau 44 : Indicateurs de suivi du CDMT et du PIA*

### 7.4.3 Support de suivi et évaluation du PIA

Tâches planifiées	Période 2012			Résultats		Indicateurs	Source de vérification	écart s	Explication pour l'écart	Actions à mener (reprogrammation)
	prévu e	réalisé e	Niveau d'exécution	prévue	réalisé e					
Construction de (04) salles de classes	T1			Quatre salles de classes sont construites		Quatre salles de classes sont construites dans le respect des normes techniques	PV de réception			
Construction de (04) salles de classes	T1			Quatre salles de classes sont construites		Quatre salles de classes sont construites dans le respect des normes techniques	PV de réception			
Réaliser 06 forages dont	T1			Six forages sont réalisés		Six forages respectant les normes techniques sont réalisés	PV de réception			
Construire un Centre de Santé Intégré	T1			Un CSI est construit		Un CSI respectant les normes sectorielles est construit	PV de réception			
Doter les 10 CSI de d'un fond de roulement pour	T1			Les CSI ont reçus les fonds de		Les CSI sont approvisionnés en	Bordereau de décharge			

Tâches planifiées	Période 2012			Résultats		Indicateurs	Source de vérification	écarts	Explication pour l'écart	Actions à mener (reprogrammation)
	prévu	réalisé	Niveau d'exécution	prévue	réalisée					
<b>l'approvisionnement en médicament</b>				roulement		médicaments				
<b>Construire 03 hangars de marché</b>	T1			03 hangars de marché sont construits		Les constructions des hangars de marché respectent les normes sectorielles est construit	PV de réception			
<b>Créer un centre de vente d'intrants agricoles</b>	T1			Un point de vente d'intrant est créé		Le point de vente d'intrant est opérationnel	Facture de cessation d'intrants			
<b>Construire un abattoir moderne</b>	T1			Un abattoir moderne est construit		Un abattoir respectant les normes sectorielles est construits et fonctionnels	PV de réception			
<b>Aménager un tronçon de route</b>	T1			Un tronçon de piste est aménagé à Mindif		L'aménagement respecte les normes techniques	PV de réception			
<b>Construire Une structures d'accueil</b>	T1			Un centre d'accueil est construit		La construction de la structure d'accueil respecte les normes techniques	PV de réception			

Tableau 45 : Indicateurs de suivi évaluation du PIA

### **7.4.3 Mécanisme de préparation du PIA et de la révision du PCD**

Le Comité de suivi assure le suivi et la mise en œuvre du PIA. Au terme des périodes prévues, il procédera à une évaluation des activités en utilisant le tableau des indicateurs du suivi évaluation du PIA. Ainsi, sur cette base, de nouvelles activités et des activités à reconduire seraient votées. De cette façon, chaque année, un nouveau plan d'investissement sera conçu.

## 7.5 Plan de Communication

### 7.5.1 Planification des activités de communication au niveau communal

#### o Communication interne au sein de la commune en tant qu'institution

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Assurer une bonne circulation de l'information en interne	- Créer des adresses email pour chaque personnel	chargé de communication	Conseiller municipaux	internet	-	Fév 2012	
	- créer un carnet d'adresses	Chargé de la communication	Conseillers municipaux		-	Fév 2012	
	- créer une fiche de circulation interne des documents	Chargé de communication	Maire et ses adjoints		-	Fév 2012	
	- créer une boîte postale	Chargé de communication			-	Fév 2012	Clé boîte postale et fiche d'ouverture

Tableau 46 : Communication interne au sein de la commune

#### o La communication institutionnelle

##### a) La communication avec les autorités et les sectoriels

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Informier régulièrement les autorités nationales, régionales et locales des activités de la commune les autorités	Produire et diffuser un rapport trimestriel d'activités	-Chargé de la communication -agent de développement	-membres du gouvernement -gouverneur -sectoriels -préfet	Rapport trimestriel	Imputer au fonctionnement de la Commune	trimestriel	Cahier de transmission

Tableau 47 : Communication institutionnelle avec les autorités et les sectoriels

**b) La communication entre la commune avec les populations bénéficiaires**

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Sensibiliser les populations sur l'importance des activités de développement	-organiser des causeries éducatives avec les populations	-maires -conseillers municipaux	-communautés	Plan communal de développement	250 000	Mars 2012	Enquêtes participative
Expliquer le DSCE aux populations	Organiser des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation sur le DSCE au niveau des communautés	-Délégués départementaux MINEPAT	-communes -communautés	DSCE	250 000	Mars 2012	Liste de présence
Restituer le plan communal de développement aux populations pour les engager dans la mise en œuvre des actions convenues	Séance de restitution des PCD au niveau des communautés	-Maire -Conseillers municipaux	communautés	Plans communaux de développement	250 000	Mars 2012	Rapport de restitution
Promouvoir la gouvernance locale	Communiquer sur le budget et le compte administratif de la commune	maire	communautés	-Médias locaux -Site internet communal -concertation avec les communautés -babillard de la commune		Mars 2012	

**Tableau 48:** Communication institutionnelle entre la commune et les populations bénéficiaires

### c) Communication avec la société civile et le secteur privé

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Impliquer la société civile et le secteur privé dans la conduite des actions de développement	Organiser des rencontres avec la société civile et le secteur privé	Le maire	Société civile/secteur privé	correspondances	300 000	Mars 2012	Correspondance
Constituer une banque de données sur la société civile et le secteur privé	Mettre en place un répertoire	Chargé de la communication	maire		300 000	Mars 2012	Répertoire disponible
Informier régulièrement la société civile et le secteur privé sur les activités de la commune	Concevoir et diffuser un rapport d'activités trimestriel	Chargé de la communication	Société civile, secteur privé	-Rapport d'activités trimestriel, semestriel et annuel -site internet -mailing	300 000	Mars 2012	Liste de diffusion du rapport

Tableau 49 : Communication institutionnelle avec la société civile et le secteur privé

### d) la Communication avec les partenaires techniques et financiers

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Identifier les partenaires	Constituer un répertoire des partenaires	Chargé de la communication	maires	Plan communal de développement	600 000	JUIN 2012	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les partenaires dans le processus de développement de la commune	Organiser des séances de travail et créer des cadres de concertation entre la commune et les partenaires	Chargé de la communication	maires	Séances de travail		JUIN 2012	Compte rendu disponible
Informier régulièrement les partenaires sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Projets et programmes Bailleurs de fonds/ONG	Rapport d'activités		JUIN 2012	Rapport diffusé

Tableau 50 : Communication institutionnelle avec la société civile et le secteur privé

### e) Communication avec les élites extérieures et la diaspora

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Identifier les élites extérieures et acteurs de la diaspora	Constituer un répertoire des	Chargé de la communication	maires		250 000	JUIN 2012	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les élites extérieures et les élites de la diaspora dans le processus de développement de la commune	Organiser des campagnes de sensibilisation auprès des élites extérieures et les acteurs de la diaspora	Chargé de la communication	maires	Campagnes d'information avec plan communal de développement comme support	400 000	JUIN 2012	Compte rendu disponible
Informers régulièrement les élites extérieures et les acteurs de la diaspora sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Elites extérieures diaspora	Rapport d'activités transmis par email ou diffusé sur le site internet de la commune	250 000	JUIN 2012	Rapport diffusé

Tableau 51 : Communication institutionnelle avec les élites extérieures et la diaspora

#### o La communication de masse

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Informers le grand public sur les activités de la commune, l'élaboration et la mise en œuvre du plan communal de développement	Organiser des émissions sur les radios communautaires ou régionales	Chargé de la communication	Grand public	Médias de masse	200 000	JUIN 2012	Nombre d'émissions diffusées
	Concevoir, mettre en ligne et actualiser régulièrement le site web de la commune	Chargé de la communication	Public national et international	Site internet	600 000	JUIN 2012	Site en ligne
	Organiser des points de presse	Chargé de la communication	journalistes	dossiers de presse	800 000	JUIN 2012	Liste de présence et comptes rendus
	Réaliser des reportages et des documentaires sur les activités de la commune	Chargé de la communication	Grand public		300 000	JUIN 2012	Supports documentaires
	Créer et diffuser un journal communal	Chargé de la communication	Grand publi		250 000	JUIN 2012	Nombre d'éditions

Tableau 52 : La communication de masse

○ **Actions de plaidoyer**

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Rechercher des financements alternatifs pour la mise en œuvre du plan de développement	Organiser des rencontres auprès du MINEPAT	maire	MINEPAT	PCD et état de mise en oeuvre	200 000	Tous les trimestres	PV de rencontre
	Organiser des rencontres auprès des bailleurs et des projets ainsi que les programmes	Maire	partenaires	PCD et état de mise en oeuvre	200 000	Tous les trimestres	PV de rencontre
	Organiser des rencontres auprès du secteur privé	Maire	Chefs d'entreprise	PCD et état de mise en oeuvre	200 000	Tous les trimestres	PV de rencontre
	Organiser des rencontres avec la diaspora	Maire	Diaspora		200 000	Tous les trimestres	PV de rencontre

**Tableau 53** : Actions de plaidoyer

## **Conclusion**

Le PCD de Mindif a été élaboré selon le procédé participatif. Les différents acteurs de cette commune ont apporté leur contribution dans l'accomplissement de cette œuvre. C'est ce qui lui confère un caractère consensuel obtenu dans un environnement démocratique. Par ailleurs, Il a été élaboré, en respectant à tout point de vue, les étapes proposées par le canevas du PNDP, approuvé par le MINEPAT. C'est ce qui lui garanti une autre légitimité cette fois, étatique ou institutionnelle.

Cette intervention a permis de déceler des contraintes que les populations locales vivent au quotidien. Ainsi, bien que cette commune regorge du potentiel, il se pose aux citoyens des contraintes notamment sur le plan éducatif, sanitaires, de développement des activités productives (agriculture, élevage, commerce, transformation, des créations d'entreprises et transport). D'autres contraintes notamment sociales (problèmes des jeunes, des femmes, des couches vulnérables) ont également été identifiées.

Un pointage des coordonnées des infrastructures au GPS a été effectué. C'est ce qui a permis de noter un handicap lié à une insuffisance des infrastructures éducatives, hydrauliques, sanitaires, routières, marchandes, sociales...

Face à ces contraintes, l'analyse des problèmes effectuée par les populations locales, a conduit à identifier des solutions efficaces. En définitive, ce document compile des actions retenues qui devront se mettre en œuvre, soit éminemment, soit dans un avenir proche. Tout dépend de la capacité de la Commune à mobiliser des ressources nécessaires.

Le PCD de Mindif élaboré pour une atteinte des objectifs de développement qui, d'ici quelques années, transformeront cette cité en un potentiel économique et social reconnu sur le plan national.

# ANNEXES



**FICHES DES  
PROJETS DU PIA**

## FICHE DU PROJET CONSTRUCTION DE DEUX SALLES DE CLASSES A BOBORA

**Résumé :**

**Date :** Août 2011

<b>N° de référence :</b> Volet <b>SOCIO COLLECTIF</b>  Secteur <b>EDUCATION DE BASE</b>	<b>Désignation du micro projet :</b> Construction et équipement de deux (02) salles de classe à l'école publique de <b>BOBORA</b>	
<b>Région:</b> <b>EXTREME-NORD</b>	<b>Domaine d'intervention :</b> infrastructures collectives de service public	
<b>Commune :</b> <b>MINDIF</b>		
<b>Agence d'exécution :</b> <b>PNDP</b> (Programme National de Développement Participatif)		
<b>Organisme Co-intervenant :</b> <b>INSTRAD</b> (Innovations et Stratégies pour le Développement) .....		
<b>Objectif global du micro projet :</b> Améliorer l'accès à l'éducation de qualité dans la Commune. <b>Objectifs spécifiques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer l'infrastructure scolaire par la construction et l'équipement de deux (02) salles de classe ;</li> <li>Améliorer les conditions de travail scolaires des enfants en leur dotant des tables bancs ;</li> <li>Accroître le taux de scolarisation dans la Communauté ;</li> <li>Accroître les performances scolaires dans la Communauté.</li> </ul>		
<b>Coût total à estimé:</b> <b>16 207 268 FCFA</b>	<b>Financement demandé :</b> <b>15 000 000 FCFA</b>	
	<b>Contribution du village:</b> <b>1 207 268 FCFA</b>	<b>Source de Financement :</b> - Communauté de <b>BOBORA</b>
<b>Description du microprojet :</b>  <b>Sur le plan technique,</b> il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> <li>La construction de deux (02) salles de classe à l'école publique de <b>BOBORA</b> ;</li> <li>Equipement de deux salles de classe avec 50 tables bancs et deux bureaux d'Enseignant ;</li> <li>Construction des latrines (VIDP) à double fosse ventilées</li> <li>Reboisement de l'espace scolaire</li> </ul>		
<b>Respect des politiques environnementales :</b> Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de cette requête.		
<b>Période d'exécution souhaitée :</b> <b>AOUT - DEC 2011</b>	<b>Date souhaitée de démarrage :</b> <b>AOUT 2011</b>	

**Nature du micro projet :** Secteur Education de base

**Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé :** Non

**Source de financement :** COMMUNAUTE DE **BOBORA/PNDP**

## FICHE DU PROJET CONSTRUCTION DE DEUX SALLES DE CLASSES A YAKANG

### Résumé :

Date : **Août 2011**

<b>N° de référence : Volet SOCIO COLLECTIF</b>  <p style="text-align: center;"><b>Secteur</b></p> <b>EDUCATION DE BASE</b>	<b>Désignation du micro projet :</b> Construction et équipement de deux (02) salles de classe à l'école publique de <b>YAKANG</b>	
<b>Région: EXTREME-NORD</b>	<b>Domaine d'intervention :</b> infrastructures collectives de service public	
<b>Commune : MINDIF</b>		
<b>Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)</b>		
<b>Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)</b> .....		
<b>Objectif global du micro projet :</b> Améliorer l'accès à l'éducation de qualité dans la Commune. <b>Objectifs spécifiques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer l'infrastructure scolaire par la construction et l'équipement de <b>deux</b> (02) salles de classe ;</li> <li>Améliorer les conditions de travail scolaires des enfants en leur dotant des tables bancs ;</li> <li>Accroître le taux de scolarisation dans la Communauté ;</li> <li>Accroître les performances scolaires dans la Communauté.</li> </ul>		
<b>Coût total à estimé:</b> <span style="background-color: #d3d3d3; padding: 2px;"><b>16 207 268 FCFA</b></span>	<b>Financement demandé : <span style="background-color: #d3d3d3; padding: 2px;">15 000 000 FCFA</span></b>	
	<b>Contribution du village:</b> <span style="background-color: #d3d3d3; padding: 2px;"><b>1 207 268 FCFA</b></span>	<b>Source de Financement :</b> - Communauté de <b>YAKANG</b>
<b>Description du microprojet :</b>  <b>Sur le plan technique,</b> il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> <li>La construction de deux (02) salles de classe à l'école publique de <b>YAKANG</b> ;</li> <li>Equipement de deux salles de classe avec 50 tables bancs et deux bureaux d'Enseignant ;</li> <li>Construction des latrines (VIDP) à double fosse ventilées</li> <li>Reboisement de l'espace scolaire</li> </ul>		
<b>Respect des politiques environnementales :</b> Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de cette requête.		
<b>Période d'exécution souhaitée :</b> <span style="color: red; font-weight: bold;">AOUT - DEC 2011</span>	<b>Date souhaitée de démarrage :</b> <span style="color: red; font-weight: bold;">AOUT 2011</span>	

**Nature du micro projet :** Secteur Education de base

**Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé :** Non

**Source de financement :** COMMUNAUTE DE YAKANG/PNDP

## FICHE DU PROJET DE REALISATION D'UN FORAGE A DIR

**Résumé :**

Date : 27/07/2011

<b>N° de référence :</b>	<b>Désignation du micro projet :</b> Aménagement de point d'eau à <b>DIR</b>		
<b>Région: EXTREME-NORD</b>	Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public (hydraulique villageoise)		
<b>Commune : MINDIF</b>			
<b>Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)</b>			
<b>Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>Objectif global du micro projet :</b> Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>➤ <b>Objectifs spécifiques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réaliser 01 forage à DIR</li> <li>• Mettre en place un comité de gestion pour chaque point d'eau ;</li> <li>• Former la population et le comité de gestion sur l'hygiène de l'eau.</li> <li>• Réduire les maladies hydriques</li> </ul> </li> </ul>			
<b>Description du microprojet :</b>			
<u>Sur le plan technique</u> , il s'agit de :			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réaliser deux forages équipés d'une pompe à motricité humaine</li> </ul>			
<b>Coût total à estimé:</b> <b>8 280 000 FCFA</b>	<b>Financement demandé : 7 500 000 FCFA</b>		
	<b>Contribution du village:</b> <b>780 000 FCFA</b>	<b>Source de Financement :</b> - Communauté de <b>DIR</b>	
<p><b>Respect des politiques environnementales :</b> Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. De même, l'étude d'impact environnemental sommaire du projet à été réalisée tel que prescrit dans le décret N° 2005/0577/PM du 23 février 2005 portant sur les modalités de réalisation des études d'impact environnemental. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'impact socio environnemental de cette requête.</p>			
<b>Période d'exécution souhaitée :</b> <b>AOUT - DEC 2011</b>		<b>Date souhaitée de démarrage :</b> <b>AOUT 2011</b>	

**Nature du micro projet : Nouveau micro projet**

Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non

**Source de financement : COMMUNAUTE DE DIR**

## FICHE DU PROJET DE REALISATION D'UN FORAGE A HOPPO

**Résumé :**

Date : 27/07/2011

<b>N° de référence :</b>	<b>Désignation du micro projet :</b> Aménagement de point d'eau à <b>HOPPO</b>	
<b>Région: EXTREME-NORD</b>	Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public (hydraulique villageoise)	
<b>Commune : MINDIF</b>		
<b>Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)</b>		
<b>Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>Objectif global du micro projet :</b> Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>➤ <b>Objectifs spécifiques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réaliser 01 forage à HOPPO</li> <li>• Mettre en place un comité de gestion pour chaque point d'eau ;</li> <li>• Former la population et le comité de gestion sur l'hygiène de l'eau.</li> <li>• Réduire les maladies hydriques</li> </ul> </li> </ul>		
<b>Description du microprojet :</b>		
<u>Sur le plan technique</u> , il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réaliser deux forages équipés d'une pompe à motricité humaine</li> </ul>		
<b>Coût total à estimé:</b> <b>8 280 000 FCFA</b>	<b>Financement demandé : 7 500 000 FCFA</b>	
	<b>Contribution du village:</b> <b>780 000 FCFA</b>	<b>Source de Financement :</b> - Communauté de <b>HOPPO</b>
<p><b>Respect des politiques environnementales :</b> Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. De même, l'étude d'impact environnemental sommaire du projet à été réalisée tel que prescrit dans le décret N° 2005/0577/PM du 23 février 2005 portant sur les modalités de réalisation des études d'impact environnemental. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'impact socio environnemental de cette requête.</p>		
<b>Période d'exécution souhaitée :</b> <b>AOUT - DEC 2011</b>	<b>Date souhaitée de démarrage :</b> <b>AOUT 2011</b>	

**Nature du micro projet : Nouveau micro projet**

Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non

**Source de financement : COMMUNAUTE DE HOPPO**

## FICHE DU PROJET DE PROJET DE REALISATION D'UN FORAGE A MOGOM

**Résumé :**

Date : 27/07/2011

<b>N° de référence :</b>	<b>Désignation du micro projet :</b> Aménagement de point d'eau à <b>MOGOM</b>	
<b>Région: EXTREME-NORD</b>	Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public (hydraulique villageoise)	
<b>Commune : MINDIF</b>		
<b>Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)</b>		
<b>Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>Objectif global du micro projet :</b> Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>➤ <b>Objectifs spécifiques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réaliser 01 forage à MOGOM</li> <li>• Mettre en place un comité de gestion pour chaque point d'eau ;</li> <li>• Former la population et le comité de gestion sur l'hygiène de l'eau.</li> <li>• Réduire les maladies hydriques</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Description du microprojet :</b></p> <p><u>Sur le plan technique</u>, il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réaliser deux forages équipés d'une pompe à motricité humaine</li> </ul>		
<b>Coût total à estimé:</b> <b>8 280 000 FCFA</b>	<b>Financement demandé : 7 500 000 FCFA</b>	
	<b>Contribution du village:</b> <b>780 000 FCFA</b>	<b>Source de Financement :</b> - Communauté de <b>MOGOM</b>
<p><b>Respect des politiques environnementales :</b> Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. De même, l'étude d'impact environnemental sommaire du projet à été réalisée tel que prescrit dans le décret N° 2005/0577/PM du 23 février 2005 portant sur les modalités de réalisation des études d'impact environnemental. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'impact socio environnemental de cette requête.</p>		
<b>Période d'exécution souhaitée :</b> <b>AOUT - DEC 2011</b>	<b>Date souhaitée de démarrage :</b> <b>AOUT 2011</b>	

**Nature du micro projet : Nouveau micro projet**

Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non

**Source de financement : COMMUNAUTE DE MOGOM**

## FICHE DU PROJET DE REALISATION D'UN FORAGE A YAKANG

**Résumé :**

Date : 27/07/2011

<b>N° de référence :</b>	<b>Désignation du micro projet :</b> Aménagement de point d'eau à <b>YAKANG</b>		
<b>Région: EXTREME-NORD</b>	Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public (hydraulique villageoise)		
<b>Commune : MINDIF</b>			
<b>Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)</b>			
<b>Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>Objectif global du micro projet :</b> Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>➤ <b>Objectifs spécifiques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réaliser 01 forage à <b>YAKANG</b></li> <li>• Mettre en place un comité de gestion pour chaque point d'eau ;</li> <li>• Former la population et le comité de gestion sur l'hygiène de l'eau.</li> <li>• Réduire les maladies hydriques</li> </ul> </li> </ul>			
<b>Description du microprojet :</b>			
<u>Sur le plan technique</u> , il s'agit de :			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réaliser deux forages équipés d'une pompe à motricité humaine</li> </ul>			
<b>Coût total à estimé:</b> <b>8 280 000 FCFA</b>	<b>Financement demandé : 7 500 000 FCFA</b>		
	<b>Contribution du village:</b> <b>780 000 FCFA</b>	<b>Source de Financement :</b> - Communauté de <b>YAKANG</b>	
<b>Respect des politiques environnementales :</b> Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. De même, l'étude d'impact environnemental sommaire du projet à été réalisée tel que prescrit dans le décret N° 2005/0577/PM du 23 février 2005 portant sur les modalités de réalisation des études d'impact environnemental. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'impact socio environnemental de cette requête.			
<b>Période d'exécution souhaitée :</b> <b>AOUT - DEC 2011</b>		<b>Date souhaitée de démarrage :</b> <b>AOUT 2011</b>	

**Nature du micro projet : Nouveau micro projet**

Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non

**Source de financement : COMMUNAUTE DE YAKANG**

## FICHE DE PROJET DE REALISATION DE DEUX FORAGES EQUIPES D'UNE POMPE A MOTRICITE HUMAINE (PMH) A MINDIF

Résumé :

Date : 27/07/2011

<b>N° de référence :</b>	<b>Désignation du micro projet :</b> Aménagement de point d'eau à <b>MINDIF</b>	
<b>Région: EXTREME-NORD</b>	Domaine d'intervention : infrastructures collectives de service public (hydraulique villageoise)	
<b>Commune : MINDIF</b>		
<b>Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)</b>		
<b>Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>Objectif global du micro projet :</b> Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>➤ <b>Objectifs spécifiques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réaliser 01 forage à MINDIF</li> <li>• Mettre en place un comité de gestion pour chaque point d'eau ;</li> <li>• Former la population et le comité de gestion sur l'hygiène de l'eau.</li> <li>• Réduire les maladies hydriques</li> </ul> </li> </ul>		
<b>Description du microprojet :</b>		
<u>Sur le plan technique</u> , il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réaliser deux forages équipés d'une pompe à motricité humaine</li> </ul>		
<b>Coût total à estimé:</b> <b>16 560 000 FCFA</b>	<b>Financement demandé : 15 000 000 FCFA</b>	
	<b>Contribution du village:</b> <b>1 560 000 FCFA</b>	<b>Source de Financement :</b> - Communauté de <b>MINDIF</b>
<p><b>Respect des politiques environnementales :</b> Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. De même, l'étude d'impact environnemental sommaire du projet à été réalisée tel que prescrit dans le décret N° 2005/0577/PM du 23 février 2005 portant sur les modalités de réalisation des études d'impact environnemental. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'impact socio environnemental de cette requête.</p>		
<b>Période d'exécution souhaitée :</b> <b>AOUT - DEC 2011</b>	<b>Date souhaitée de démarrage :</b> <b>AOUT 2011</b>	

**Nature du micro projet : Nouveau micro projet**

Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non

**Source de financement : COMMUNAUTE DE MINDIF**

**FICHE DU PROJET DE CONSTRUCTION DE DEUX SALLES DE CLASSES  
AU LYCEE DE MINDIF**

**Résumé :**

Date : **juillet 2011**

<b>N° de référence : Volet SOCIO COLLECTIF</b>  <b>Secteur ENSEIGNEMENT SECONDAIRE</b>		<b>Désignation du micro projet :</b> Construction et équipement de deux (02) salles de classe avec latrines au LYCÉE de <b>MINDIF</b>	
<b>Région: EXTREME- NORD</b>		<b>Domaine d'intervention :</b> infrastructures collectives de service public	
<b>Commune : MINDIF</b>			
<b>Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)</b>			
<b>Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)</b>			
<b>Objectif global du micro projet :</b> Améliorer l'accès à l'éducation de qualité dans la Commune. <b>Objectifs spécifiques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer l'infrastructure scolaire par la construction et l'équipement de deux (02) salles de classe ;</li> <li>• Améliorer les conditions de travail scolaires des enfants en leur dotant des tables bancs ;</li> <li>• Accroître le taux de scolarisation dans la Communauté ;</li> <li>• Accroître les performances scolaires dans la Communauté.</li> </ul>			
<b>Coût total à estimé:</b>  <b>17 949 709 FCFA</b>		<b>Financement demandé : 15 000 000 FCFA</b>	
		<b>Contribution du village:</b>  <b>2 949 709 FCFA</b>	<b>Source de Financement :</b> - Communauté de <b>MINDIF</b>
<b>Description du microprojet :</b>  <b>Sur le plan technique,</b> il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La construction de deux (02) salles de classe au LYCÉE de <b>MINDIF</b></li> <li>• Equipement de deux salles de classe avec 50 tables bancs et deux bureaux d'Enseignant ;</li> <li>• Construction des latrines (VIDP) à double fosse ventilées</li> <li>• Reboisement de l'espace scolaire</li> </ul>			
<b>Respect des politiques environnementales :</b> Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de cette requête.			
<b>Période d'exécution souhaitée :</b>  <b>AOUT - DEC 2011</b>		<b>Date souhaitée de démarrage :</b>  <b>AOUT 2011</b>	

**Nature du micro projet : Secteur Enseignement Secondaire**  
**Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non**  
**Source de financement : COMMUNAUTE MINDIF/PNDP**

**FICHE DU PROJET DE CONSTRUCTION DE DEUX SALLES DE CLASSES AU CES DE MODJOMBODI**

**Résumé :**

Date : **24 juillet 2011**

<b>N° de référence : Volet SOCIO COLLECTIF</b>  <b>Secteur ENSEIGNEMENT SECONDAIRE</b>		<b>Désignation du micro projet :</b> Construction et équipement de deux (02) salles de classe avec latrines au CES de <b>MODJOMBODI</b>	
<b>Région: EXTREME- NORD</b>		<b>Domaine d'intervention :</b> infrastructures collectives de service public	
<b>Commune : MINDIF</b>			
<b>Agence d'exécution : PNDP (Programme National de Développement Participatif)</b>			
<b>Organisme Co-intervenant : INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement)</b>			
<b>Objectif global du micro projet :</b> Améliorer l'accès à l'éducation de qualité dans la Commune. <b>Objectifs spécifiques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer l'infrastructure scolaire par la construction et l'équipement de deux (02) salles de classe ;</li> <li>• Améliorer les conditions de travail scolaires des enfants en leur dotant des tables bancs ;</li> <li>• Accroître le taux de scolarisation dans la Communauté ;</li> <li>• Accroître les performances scolaires dans la Communauté.</li> </ul>			
<b>Coût total à estimé:</b> <b>17 949 709 FCFA</b>		<b>Financement demandé : 15 000 000 FCFA</b>	
		<b>Contribution du village:</b> <b>2 949 709 FCFA</b>	<b>Source de Financement :</b> - Communauté de <b>MODDJOMBODI</b>
<b>Description du microprojet :</b>  <b>Sur le plan technique,</b> il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La construction de deux (02) salles de classe au CES de <b>MODJOMBODI</b></li> <li>• Equipement de deux salles de classe avec 50 tables bancs et deux bureaux d'Enseignant ;</li> <li>• Construction des latrines (VIDP) à double fosse ventilées</li> <li>• Reboisement de l'espace scolaire</li> </ul>			
<b>Respect des politiques environnementales :</b> Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de cette requête.			
<b>Période d'exécution souhaitée :</b> <b>AOUT - DEC 2011</b>		<b>Date souhaitée de démarrage :</b> <b>AOUT 2011</b>	

**Nature du micro projet : Secteur Enseignement Secondaire**  
**Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non**  
**Source de financement : COMMUNAUTE MODJOMBODI/PNDP**

## FICHE DU PROJET DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE SANTE DE HARDEO GADJE

<b>Date : juillet 2011</b>	
<b>N° de référence :</b> Volet <b>SOCIO COLLECTIF</b> Secteur <b>SANTE</b>	<b>Désignation du micro-projet :</b> Construction et équipement d'un centre de santé avec latrines à <b>HARDEO GADJE</b> .
<b>Région :</b> Nord	<b>Domaine d'intervention :</b> Infrastructure collective de service public
<b>Commune :</b> MINDIF	
<b>Unité de planification participative :</b> HARDEO GADJE	
<b>Agence d'exécution :</b> PNDP	
<b>Organismes Co-intervenants :</b> INSTRAD	
<b>Objectif global du micro-projet :</b> Améliorer l'accès aux soins de Santé dans l'Unité de Planification Participative de <b>HARDEO GADJE</b> .	
<b>Objectifs spécifiques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Construire un centre de santé ;</li> <li>• Equiper le centre de santé;</li> <li>• Construire les latrines.</li> </ul>	
<b>Coût total estimé (TTC) :</b> 18 136 965 FCFA (Dix huit millions cent trente six mille neuf cent soixante cinq francs CFA)	<b>Financement demandé au Projet :</b> 15 000 000 F CFA (Quinze millions Francs CFA)
	<b>Contribution de la communauté :</b> 3 136 965 F CFA (Trois millions cent trente six mille neuf cent soixante cinq francs CFA)
<b>Description du micro-projet :</b> <b>Sur le plan technique :</b> il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Construire un bloc de santé comprenant une (1) salle de consultation, une (1) salle de soins, deux (2) salles d'observation, une (1) salle de propharmacie, une (1) salle d'accouchement et une (1) salle de laboratoire;</li> <li>- Equiper le centre de santé;</li> <li>- construire des latrines ;</li> <li>- organiser et former les populations bénéficiaires à la gestion participative et à la pérennisation du microprojet.</li> </ul> <b>Sur le plan économique :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le coût du microprojet est estimé à 18 136 965 FCFA (Dix huit millions cent trente six mille neuf cent soixante cinq francs CFA).</li> </ul> <b>Résultats attendus :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un (1) bloc de sept (07) salles (01 salle de consultation, 01 salle de soins, 02 salles d'observation, 01 salle de propharmacie, 01 salle d'accouchement et 01 salle de laboratoire) et son équipement. <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la mise en place d'un comité de suivi évaluation participatif au niveau de la communauté composée des membres du comité de concertation et du responsable santé;</li> <li>b) la mise en place d'un comité de gestion et de maintenance au niveau de <b>HARDEO GADJE</b> pour le suivi quotidien et la maintenance du microprojet.</li> <li>c) l'organisation et la formation des bénéficiaires à la gestion durable du microprojet, en particulier du point d'eau et des latrines ;</li> </ul> </li> <li>- Meilleurs contrôle des maladies (maîtriser à plus 50%);</li> <li>- Réduction du taux de mortalité et de morbidité à moins de 5%.</li> </ul>	
<b>Respect des politiques environnementales :</b> Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et des nuisances sonores ont été pris en compte dans l'élaboration de ce microprojet comme le stipule la loi N°96/12 du 05 Août 1996 portant Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuation envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen socio-environnemental de la présente requête.	
<b>Situation foncière des sites choisis pour l'exécution du microprojet :</b> Le bloc qui abritera le centre de santé est construit sur un site non litigieux désigné de manière participative par les chefs traditionnels et la population à la base. Une attestation de libération de terrain sera établie à cet effet.	
<b>Bénéficiaires :</b> Communautés de <b>HAREO GAJE</b> et tous les villages concernés	
<b>Période d'exécution souhaitée :</b> <b>AOUT - DEC 2011</b>	<b>Date souhaitée de démarrage :</b> <b>AOUT 2011</b>

**Nature du micro projet :** Nouveau micro projet

**Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé :** Non

**Source de financement :** COMMUNAUTE/PNDP

**FICHE DU PROJET DE CONSTRUCTION DE L'ABATTOIR MOERNE A MINDIF**

Résumé :		Date <b>juillet 2011</b>
<b>N° de référence : Volet ELEVAGE</b> <b>Secteur ELEVAGES PECHES ET INDUSTRIES ANIMALES</b>		<b>Désignation du micro projet :</b> Construction d'un abattoir moderne à <b>MINDIF</b>
<b>Région: EXTREME-NORD</b> <b>Commune : MINDIF</b>	<b>Domaine d'intervention :</b> infrastructures collectives de service public	
<b>Agence d'exécution : PNDP</b> (Programme National de Développement Participatif)		
<b>Organisme Co-intervenant : INSTRAD</b> (Innovations et Stratégies pour le Développement)		
<b>Objectif global du micro projet :</b> Améliorer les filières agricoles. <b>Objectifs spécifiques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer la compétitivité pastorale ;</li> <li>• Améliorer les revenus des éleveurs et des bouchers ;</li> <li>• Assurer une sécurité alimentaire locale et régionale ;</li> <li>• Réduire la pauvreté des exploitations pastorales de l'Extrême-Nord.</li> </ul>		
<b>Coût total à estimé:</b> <b>38 000 000 FCFA</b>	<b>Financement demandé : 34 200 000 FCFA</b> <b>Contribution du village:</b> <b>3 800 000 F CFA</b>	<b>Source de Financement</b> <b>COMMUNE</b>
<b>Description du microprojet :</b> <b>Sur le plan technique</b> , il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La construction un abattoir moderne à <b>MINDIF</b>;</li> <li>• Réalisation d'un point d'eau</li> </ul>		
<b>Respect des politiques environnementales :</b> Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de cette requête.		
<b>Période d'exécution souhaitée :</b> <b>AOUT - DEC 2011</b>	<b>Date souhaitée de démarrage :</b> <b>AOUT 2011</b>	

**Nature du micro projet : Secteur ELEVAGES PECHES ET INDUSTRIES ANIMALES**  
**Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non**  
**Source de financement : COMMUNE DE MINDIF**

**FICHE DU PROJET DE CONSTRUCTIN DE TROIS HANGAR AU MARCHE DE MINDIF**

Résumé :

Date : **juliet 2011**

<b>N° de référence : COMMERCE</b>		<b>Désignation du micro projet :</b> Construction de trois hangars au marché de <b>MINDIF</b>	
<b>Région: EXTREME-NORD</b>		<b>Domaine d'intervention :</b> infrastructures collectives de service public	
<b>Commune : MINDIF</b>			
<b>Agence d'exécution : PNDP</b> (Programme National de Développement Participatif)			
<b>Organisme Co-intervenant : INSTRAD</b> (Innovations et Stratégies pour le Développement)			
<b>Objectif global du micro projet :</b> Améliorer les conditions de travail des commerçants. <b>Objectifs spécifiques :</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer les infrastructures marchandes;</li> <li>• Améliorer les revenus des commerçants ;</li> <li>• Assurer une offre de service de qualité</li> <li>• Réduire la pauvreté.</li> </ul>			
<b>Coût total à estimé: 35 000 000 FCFA</b>		<b>Financement demandé : 31 500 000 FCFA</b>	
		<b>Contribution du village: 3 500 000 F CFA</b>	<b>Source de Financement : COMMUNE</b>
<b>Description du microprojet :</b>			
Il s'agit de :			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• La construction trois hangars au marché de Mindif ;</li> <li>• Construire un bloc de six latrines.</li> </ul>			
<b>Respect des politiques environnementales :</b> Les aspects de protection de l'atmosphère, la gestion des déchets et les nuisances sonores et olfactives ont été pris en compte dans le montage du projet comme le stipule la Loi N° 96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement. Les différents impacts environnementaux ont été identifiés et les mesures d'atténuations envisagées se trouvent dans le formulaire d'examen impact socio environnemental de cette requête.			
<b>Période d'exécution souhaitée : AOUT - DEC 2011</b>		<b>Date souhaitée de démarrage : AOUT 2011</b>	

**Nature du micro projet : Secteur COMMERCE**

**Suite à une opération déjà amorcée et montant déjà engagé : Non**

**Source de financement : COMMUNE DE MINDIF**

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIAL ET DE  
LA DECENTRALISATION

REGION DE L'EXTREME-NORD

DEPARTEMENT DU MAYO-KANI

COMMUNE DE MINDIF

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION  
AND DECENTRALISATION

FAR NORTH REGION

MAYO-KANI DIVISION

MINDIF COUNCIL

ARRETE COMMUNAL

N° 0001/01/11/MINDIF

PORTANT CREATION, ATTRIBUTIONS, COMPOSITION DU COMITE DE PILOTAGE  
CHARGE D'APPUYER LE PROCESSUS DE PLANIFICATION DANS LA COMMUNE DE MINDIF

Le Maire de la commune de MINDIF:

Vu l'Arrêté N°229/CAB/PIM du 07 Octobre 2009 du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, portant réorganisation du cadre institutionnel d'exécution du Programme National de Développement Participatif (PNDP),

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup> : Création**

Est créé dans la commune de MINDIF à la date de 13/01/2011 un Comité de Pilotage chargé d'appuyer le processus de planification en vue de l'élaboration du plan de développement communal.

**Article 2 : Missions**

Le Comité de Pilotage a pour missions de :

- définir les orientations et la stratégie d'élaboration du plan de développement;
- veiller au bon déroulement du processus de planification ;
- s'assurer de la participation effective des populations à tous les stades.

Le Comité de pilotage travaille en étroite collaboration avec l'OAL INSTRAD (Innovations et Stratégies pour le Développement) et rend compte mensuellement au Maire tout au long du processus de planification.

**Article 3 : Durée du mandat**

Le mandat du Comité de pilotage prend fin dès approbation du Plan de Développement Communal par le Préfet.

**Article 4 : Composition**

Le Comité de pilotage est composé de :

- Une Présidente : MADAME HAOLIA AMADOU
- Un secrétaire : Mr HAMADJAM MOUSA
- Membres
- Sœur FRANCI SCA
- Mr ISSEINI OLUMAR
- Mr HAMADOL WAZIRI
- Mr MAHAMAT ABANI
- Dr NYORE

**Article 5 :** Toute personne peut, en raison de ses compétences et sur décision du Président du Comité de Pilotage, être invité à assister aux travaux du Comité, avec voix consultative. Le Président peut aussi inviter tout conseiller Municipal en fonction du programme de planification.

**Article 6 :** Les réunions du Comité de Pilotage se tiennent au moins une fois par mois sur convocation du Président du Comité de pilotage. Les réunions du Comité de Pilotage sont sanctionnées par un procès verbal et un rapport.

**Article 7: Prise en charge**

Les fonctions du Comité de pilotage sont gratuites, toutefois la Commune prendra toutes les dispositions pour faciliter le bon fonctionnement du Comité et en fonction des moyens disponibles.



Le Maire

*Adjubeta Ngai*

REPUBLIQUE DU CAMERO UN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIAL ET DE  
LA DECENTRALISATION

REGION DE L'EXTREME- NORD

DEPARTEMENT DU MAYO-KANI

COMMUNE DE MINDIF

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION  
AND DECENTRALISATION

FAR NORD REGION

MAYO-KANI DIVISION

MINDIFCOUNCIL

ARRETE COMMUNAL

N° 0002/01/11/MINDIF

PORTANT CREATION, ATTRIBUTIONS, COMPOSITION DU COMITE DE SUIVI  
CHARGE D'APPUYER LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT

Le Maire de la commune de MINDIF:

Vu l'Arrêté N°229/CAB/PIM du 07 Octobre 2009 du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, portant réorganisation du cadre Institutionnel d'exécution du Programme National de Développement Participatif (PNDP),

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup> : Création**

Est créé dans la commune de MINDIF à la date de 18/05/2011 un Comité de suivi chargé d'appuyer la mise en œuvre du plan de développement communal.

**Article 2 : Missions**

Le Comité de suivi a pour missions de :

- Identifier les projets porteurs;
- veiller à leur réalisation;
- s'assurer de la participation effective des populations à tous les stades.

Le Comité de suivi travaille en étroite collaboration les acteurs impliqués dans ce processus et rend compte mensuellement au Maire.

**Article 3 : Durée du mandat**

Le mandat du Comité de pilotage est d'une durée indéterminée

**Article 4 : Composition**

Le Comité de suivi est composé de :

- Une Présidente : MADAME HAOUA AMADOU
- Un secrétaire : Mr HAMADJAM MOUSA
- Membres
- Sœur FRANCISCA
- Mr ISSEINI OUMAR
- Mr HAMADOU WAZIRI
- Mr MAHAMAT ABANI
- Dr NYORE

**Article 5 :** Toute personne peut, en raison de ses compétences et sur décision du Président du Comité de suivi, être invité à assister aux travaux du Comité, avec voix consultative. Le Président peut aussi inviter tout conseiller Municipal en fonction du programme des activités.

**Article 6 :** Les réunions du Comité de suivi se tiennent au moins une fois par mois sur convocation du Président du Comité de suivi. Les réunions du Comité de suivi sont sanctionnées par un procès verbal et un rapport.

**Article 7: Prise en charge**

Les fonctions du Comité de suivi sont gratuites, toutefois la Commune prendra toutes les dispositions pour faciliter le bon fonctionnement du Comité et en fonction des moyens disponibles.



Le Maire

*Ndjidida Vagai*

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **Documents**

**Compte administratif 2007 (Commune de Mindif)**

**Compte administratif 2008 (Commune de Mindif)**

**Compte administratif 2009 (Commune de Mindif)**

**Rapport annuel (DAEB MINDIF)**

**Rapport annuel (DAMINADERMINDIF)**

**Rapport annuel (DAMINEPIA)**

**Rapport annuel (Proviseur du lycée de Mindif)**

**Rapport de rentrée (Proviseur du lycée de Mogom)**

**Rapport annuel Médecin chef de district de santé de Mindif**

**Résultat recensement national (Cameroun)**